

WILLIAM BLANC
AURORE CHÉRY
CHRISTOPHE NAUDIN

LES HISTORIENS DE GARDE

LIBERTALIA 

LES HISTORIENS DE GARDE

WILLIAM BLANC
AURORE CHÉRY
CHRISTOPHE NAUDIN

LES HISTORIENS DE GARDE

DE LORÀNT DEUTSCH À PATRICK BUISSON :
LA RÉSURGENCE DU ROMAN NATIONAL



LIBERTALIA

AUSSI DISPONIBLES AUX ÉDITIONS LIBERTALIA

W. BLANC & C. NAUDIN, *Charles Martel et la bataille de Poitiers*
WILLIAM BLANC, *Le Roi Arthur. Un mythe contemporain*

Actualité & catalogue complet : editionslibertalia.com



ÉDITION POCHE

Première édition : Inculte, Paris, 2013
© Éditions Libertalia, 2016

LES RÉCITS RANCES ET L'HISTOIRE DE PLEIN AIR

La démarche critique n'a rien de naturel. Les historiens méthodiques de la fin du XIX^e siècle l'ont souligné à juste titre. C'est qu'il faut du temps pour mettre un texte à distance, pour déceler les implicites d'un discours, s'apercevoir de ses jeux et de ses faussetés. Il faut aussi de la méthode, ou du moins des habitudes de travail qui ne s'acquièrent que lentement, dans un ensemble de tensions et d'allers-retours.*

C'est en préjugéant que le « public » n'a ni le temps ni les usages de la méthode critique que de malins trompeurs s'emparent du passé, du récit sur le passé pour le transformer en arme de guerre politique, en jeu distrayant et orienté, ou en gadget commercial. Il est si facile d'affirmer que Jeanne d'Arc est un homme pour faire vendre ou s'inventer une cause, quand l'explication de l'irruption d'un tel personnage demande de patientes analyses, souvent incertaines. Il est si facile de transformer insidieusement l'histoire de France en instrument de lutte immédiate, voire d'outil d'exclusion sous l'apparence du beau récit national.

C'est pourquoi Les Historiens de garde est un livre nécessaire. Il opère un travail critique, aussi approfondi qu'astucieux, pour démonter faussetés, impostures et approximations volontaires, pour faire saillir des intentions à peine masquées, pour situer dans de longues séries des

* Voir le manuel fondateur, et souvent fin, de LANGLOIS Charles-Victor et SEIGNOBOS Charles, *Introduction aux études historiques*, Hachette, Paris, 1898, p. 48-49, 67, 120.

textes qui prétendent à l'actualité. Il relie tout un ensemble de productions « historiques » – livres, magazines, émissions – composées par des essayistes qui sont en fait des militants réactionnaires, au sens propre. Réactionnaires parce qu'ils valorisent un passé idéalisé et fabriqué contre ce qui leur déplaît dans le présent. Mais aussi réactionnaires dans leur conception de l'histoire. En effet, ces producteurs de récit sur le passé ignorent complètement tout ce que les historiens ont apporté comme réflexion depuis des décennies. Ils négligent tous les subtils progrès d'un champ de recherche qui n'a cessé de s'ouvrir. Certaines citations rassemblées et analysées par les auteurs feront frémir. Elles font de l'histoire une simple accumulation de faits – toujours les mêmes – jamais remise en cause : « y a pas à débattre » affirme, à l'occasion, un de ces histrions. Tout le contraire d'une discipline vivante. Il faut rappeler que le métier d'historien implique d'abord de la distance. L'histoire n'est pas le lieu de l'adhésion. On n'a pas à adhérer au passé comme à un parti. Il ne fait pas sens de croire à des blocs d'héritage indissolubles, qui « appartiennent » à l'un ou l'autre. Le passé ne se fixe pas par testament chez le notaire. Les événements ne sont pas des clauses testamentaires.*

Le propre de l'histoire comme matière, comme discipline, comme champ de réflexion est d'offrir des analyses multiples, qui se renouvellent sans cesse, soit que l'on découvre de nouveaux documents, soit que l'on en relise certains avec de nouveaux outils, soit encore que l'on propose des interprétations générales inédites. C'est là le principe de la démarche : conclusions argumentées, longuement pétries,

* Un récent bilan : GRANGER Christophe (éd.), *À quoi pensent les historiens ?*, Autrement, Paris, 2013.

ouverture des possibles, place à l'incertitude. Contrairement à une idée reçue, les découvertes et les démarches des historiens permettent encore aujourd'hui de revoir complètement des événements que l'on croyait quasi figés dans le marbre ou parfaitement connus, qu'il s'agisse de la reddition des bourgeois de Calais en 1347 ou de l'expérience d'Adolf Hitler en 1914-1918. C'est une raison supplémentaire qui rend peu supportables les discours si abondants, qui obligent à célébrer un passé que l'on croit parfaitement maîtrisé et si facilement interprétable. Les historiens d'aujourd'hui savent aussi que les mots et les catégories doivent être travaillés avec soin, pour dégager leur histoire et leurs usages, leur sens en contexte. Or ce que montre ce livre c'est justement des catégories jamais réfléchies, des mots utilisés sans aucune précaution, le triomphe du sens commun le plus faible, souvent instrumentalisé au service d'une politique de café du commerce, comme lorsque l'on s'indigne de la « fureur populaire ».*

D'où la seconde vertu de ce vif petit volume. Il ne se contente pas de démasquer les impostures et les fausses évidences, il défend aussi la démarche critique, c'est-à-dire l'analyse critique des documents, leur patiente lecture, l'élaboration toujours incertaine d'un questionnaire, la difficulté, ensuite, de leur mise en scène. Tout cela pourrait rester une affaire d'historiens, et c'est avec beaucoup de tolérance d'ailleurs que le terme d'« historien » est accordé aux personnages présentés dans le livre.

Mais en réalité les trois auteurs ouvrent à une question tout aussi profonde mais d'amplitude plus large encore : à

* MOEGLIN Jean-Marie, *Les Bourgeois de Calais : essai sur un mythe historique*, Albin Michel, Paris, 2002 ; WEBER Thomas, *La Première Guerre d'Hitler*, Perrin, Paris, 2012.

quoi doivent bien servir le récit du passé et l'histoire comme méthode et discipline dans un espace public démocratique, dans nos sociétés contemporaines ? Il va de soi que l'intérêt pour le passé n'appartient pas à ceux qui en font profession, chacun peut bien se saisir de l'histoire comme il l'entend, pour la rejouer, ce sont les reconstitutions historiques si vivaces aujourd'hui, pour la retracer d'un point de vue personnel ou familial, comme le font les généalogistes, ou encore pour en tirer prétexte à amusement comme avec des quiz télévisuels. Ce que montre cependant Les Historiens de garde c'est que cet histotainment peut aussi servir à la défense des récits les plus rétrogrades sur le passé, là encore rétrogrades dans leurs énoncés comme dans leurs présupposés politiques.*

Pourtant, il y a bien un rôle à jouer pour les historiens dans cette public history, dans cette histoire hors les murs. Il ne sert à rien d'opposer une histoire « populaire » et une histoire « universitaire ». Il y a de nombreuses arènes aujourd'hui où elles s'entrecroisent avec succès, comme les Rendez-vous de l'histoire de Blois en France par exemple, ce qui n'empêche pas qu'il en soit beaucoup aussi où elles s'ignorent. Il semble plus fécond, d'où l'importance de ce livre, de réfléchir à des manières d'offrir aux amateurs d'histoire les meilleurs cadres possibles à leur intérêt, pour déjouer les travestissements. La vulgarisation des acquis de la discipline est la forme la plus habituelle, par des livres d'accès aisé, par des documentaires. Mais un quiz n'est pas condamné à poser des questions stupides et une reconstitution peut avoir des vertus de réflexion quand elle cherche justement à mesurer ses propres limites, à tenir compte des

* HARDTWIG Wolfgang, *Verlust der Geschichte : Oder wie unterhaltsam ist die Vergangenheit ?*, Vergangenheitsverlag, Berlin, 2010.

possibles et des impossibles d'une époque. On ne peut que souhaiter la multiplication de lieux et de dispositifs où les savants et les « profanes » se rencontrent, échangent, les uns armés de leurs travaux dans une perspective ouverte, les autres de leur curiosité et de leurs questionnements. On peut ici pécher par idéalisme, mais on comprendra quand on aura refermé Les Historiens de garde combien il est important de lutter pour que l'étude du passé et les réflexions auxquelles elle conduit demeurent un lieu ouvert, porteur de débats critiques et non pas une officine pour les idées les plus rances repeintes en des couleurs attrayantes ou criardes. Mais cela suppose que cette étude garde ce qui la constitue en propre : une lecture ajustée des documents, un goût de l'exactitude même si celle-ci n'est pas toujours atteignable, un sens du temps, de l'incertitude des évolutions jamais données d'avance. Tout le contraire de ce que pratiquent les « historiens de garde ».

Ce livre de jeunes historiens courageux peut sembler de peu de poids face à la « vague brune » qu'ils analysent. Il incarne pourtant beaucoup : la vigilance d'abord face à la tromperie des marchands de passé qui vendent des produits frelatés, la défense d'une histoire pour tous qui prenne au sérieux le « public » pour lui donner le meilleur, et, enfin, ce qui est le plus précieux pour ceux qui aiment l'histoire : l'exercice méthodique et patient de l'esprit et de l'analyse critique contre les fausses évidences. Langlois et Seignobos écrivaient, déjà, il y a plus d'un siècle : « Le travail historique est un travail critique par excellence ; lorsqu'on s'y*

* DE COCK Laurence, FOURNIER Éric, MAZEAU Guillaume, « Vague brune sur l'histoire de France », aggiornamento.hypotheses.org, 27 août 2012. Disponible à cette adresse : <http://aggiornamento.hypotheses.org/898>

livre sans s'être préalablement mis en défense contre l'instinct, on s'y noie. » C'est bien cette immense noyade que ces pages dépeignent avec force. Il n'y a plus rien à faire pour les « historiens de garde » au fond de l'eau, mais autant prévenir leurs lecteurs, même par un mince filet de voix, de ne pas les suivre dans le naufrage.

Nicolas Offenstadt

INTRODUCTION

Quand le comédien Lorànt Deutsch publie en 2009 son ouvrage *Métronome*, son rapide succès public surprend. Décliné par la suite sur presque tous les supports possibles, l'ouvrage est devenu un phénomène de société. Les journalistes sont pour la plupart dithyrambiques, saluant le travail d'un passionné d'histoire sachant, au contraire des historiens professionnels, se mettre au niveau du public pour lui transmettre sa passion et faire œuvre de vulgarisation. Aucune voix discordante, à part quelques remarques sur des erreurs factuelles, ne se manifeste.

Cette absence d'analyse critique, conjuguée au succès populaire, au soutien de grands médias, y compris publics, et à la caution de certains politiques (comme le maire de Paris), a contribué à installer Lorànt Deutsch comme une véritable autorité historique. Et c'est un réel problème. Il n'est pas question ici d'opposer l'histoire des amateurs passionnés à l'histoire scientifique des professionnels. L'histoire appartient à tout le monde. Le passé n'est pas un privilège réservé aux seuls historiens universitaires. N'est-il pas majoritairement découvert par le grand public à travers les romans, les BD, les films, les fêtes historiques, les jeux de rôles, et, plus récemment, les jeux vidéo, autant de médias bien plus aisés d'accès que les études remplies de notes de bas de pages et de références érudites? Doit-on en conclure qu'il y aurait

une opposition irréductible entre ouvrages à vocation scientifique et œuvres de fiction? Non, car ces dernières peuvent être aussi des portes d'entrée vers l'histoire savante. Avec sa série *Kaamelott* (2005-2009), Alexandre Astier propose sa vision de la légende arthurienne, plus proche de *Donjons et Dragons* et de Michel Audiard que de Chrétien de Troyes. Néanmoins, il adjoint à la plupart des DVD des documentaires dans lesquels interviennent des spécialistes de la littérature, de l'histoire et de l'archéologie médiévale.

En 1956, dans *Si Paris m'était conté*, Sacha Guitry avait encore une autre approche des rapports entre histoire et fiction. Lisant un ouvrage d'histoire devant un parterre de jeunes gens, il moquait les précautions prises par les professionnels : « C'est bien, c'est bien, c'est même très très bien, mais il est évident qu'à la longue ça pourrait devenir ennuyeux. — Mais pourtant, c'est ainsi qu'on nous apprend l'histoire », lui répond un de ses auditeurs bien dépités. Guitry approuve et reprend : « Ce qui doit vous agacer [...] ce sont les précautions que prend cet agrégé d'histoire licencié ès lettres, et ennemi des licences. Toutes ces phrases commencent en effet par “on suppose”, “on présume”, “on prétend”, “on a tout lieu de croire”. » Jetant alors négligemment le livre, Guitry se lançait dans une histoire de Paris, « le Paris d'autrefois, mais regardé avec des yeux d'aujourd'hui et conté de mémoire », ajoutant : « Oui, mais seulement, je vous en préviens, ma mémoire est fantasque. Elle a ses préférences et elle est voyageuse. » Guitry opposait clairement son discours, sa fiction, avec l'histoire scientifique, l'histoire qui enquête, qui prend

des précautions. Il pouvait se permettre de raconter n'importe quoi, le spectateur était prévenu : le contrat fictionnel, pour employer un terme littéraire, établi.

Lorànt Deutsch se situe à l'opposé de la démarche d'Astier et des précautions de Guitry. Il prétend partir de l'histoire, mais aboutit à une fiction, sans avertir ses lecteurs de sa démarche, jouant l'ambiguïté. Il tord les faits, invente, tout en revendiquant haut et fort l'authenticité et la véracité de ses propos. On nous objectera que le récit historique n'est pas réduit à un énoncé de faits, et que l'historien, pour émettre des hypothèses, se doit d'imaginer au-delà des seuls documents bruts qu'il étudie*. Mais par respect du contrat tacite passé avec le lecteur, ces si nécessaires moments de spéculations et d'échappées sont notifiés par l'emploi du conditionnel ou des formules qui irritaient tant Guitry.

Plus encore que sa méthode, ce sont ses intentions et l'histoire qu'il défend qui posent question. Auréolé de son succès populaire, le travail de Lorànt Deutsch n'a quasiment pas été soumis à une étude critique, et a même bénéficié d'une grande mansuétude de la part des médias et des politiques. Or, son discours, si justement on prend la peine de l'analyser, rejoint une habitude bien ancrée depuis la construction des nations au XIX^e siècle, qui consiste à envisager le passé d'un pays non pas comme un terrain d'analyse historique, mais comme un grand récit romanesque, avec un cadre bien défini, un début, une fin, des héros et des

* Sur la notion de fiction, de vérité, de récit en histoire, voir les mises au point dans COLLECTIF, *Historiographies, concepts et débats*, tome II, Gallimard, « Folio histoire », Paris, 2010. Voir notamment les entrées « Écriture de l'histoire », « Objectivité », « Preuve », « Vérité ».

méchants. Il s'agissait alors de faire vibrer le sujet puis le citoyen, et non de le faire réfléchir, afin qu'il adhère à l'idée d'une France éternelle, toujours unie, « toujours déjà là », pour reprendre l'expression de l'historienne Suzanne Citron*. C'est ce que les historiens, après elle, ont désigné sous les vocables de « mythe national » et plus communément, de « roman national ».

Or, on assiste depuis quelques années à un retour en force de ce type de récit identitaire et rétrograde porté soit par des politiques, comme Patrick Buisson – ancien directeur de *Minute* et ex-conseiller politique de Nicolas Sarkozy –, soit par des personnalités du monde du spectacle et des médias se targuant un peu facilement de faire de l'histoire, comme Lorànt Deutsch. Ils voudraient figer à jamais le récit historique dans un cadre national et héroïque et en empêcher toute remise en cause. Tels des chiens de garde, pour reprendre l'image de Paul Nizan, ils sont les historiens de garde d'un trésor poussiéreux qui n'est que le fruit d'une inquiétude face au passé qu'eux seuls n'arrivent pas à assumer. Alors que le monde s'ouvre, que d'autres continents et d'autres pans des sociétés émergent et induisent de nouvelles découvertes historiques, ne doit-on pas s'inquiéter des conséquences du succès d'une histoire à ce point repliée sur elle-même ?

* Voir CITRON Suzanne, *Le Mythe national : l'histoire de France revisitée*, éditions de l'Atelier, Paris, 2008 [1987].

LORÀNT DEUTSCH ET L'HISTOIRE :
LE DISCOURS ET LA MÉTHODE

L'idéologie ne doit pas être détruite au nom du fait scientifique, c'est un peu un combat entre les matérialistes et ceux qui croient à quelque chose d'un petit peu plus idéologique [...] si on peut tendre vers le fait scientifique, tant mieux, surtout si ça accrédite ma chapelle, et ce que je pense, mon éclairage de l'histoire. Pour moi, la vérité historique elle est dans un éclairage.

*Lorànt Deutsch, Les Affranchis,
France Inter, 18 avril 2012*

*Lorànt Deutsch, « Je n'invente rien »,
Le Parisien, 10 juillet 2012*

La question se pose depuis la sortie de *Métronome* en 2009, et plus encore depuis la polémique de juillet 2012 : doit-on considérer que Lorànt Deutsch fait de l'histoire ?

Difficile de répondre si l'on s'en tient à l'examen des déclarations de Lorànt Deutsch lui-même, tant il cultive la confusion entre histoire et fiction. Sa tirade sur France Inter, face à des journalistes plutôt complaisants, montre toutefois que le comédien tient un vrai discours sur l'histoire, que l'on peut résumer par un mot : « éclairage ». Ce terme permet en effet de comprendre ce que, selon lui, *doit* être l'histoire,

notamment par rapport à l'identité nationale, ainsi que sa vision de l'histoire scientifique et de l'histoire scolaire, qu'il rejette.

L'HISTOIRE, UN ROMAN AU SERVICE DE L'IDENTITÉ NATIONALE

Sa passion pour l'histoire est née grâce à Eddy Mitchell (à qui il dédicace son livre) et sa *Dernière séance*, émission où étaient diffusés des films comme *Les Vikings* (R. Fleischer, 1958) ou *Ivanhoé* (R. Thorpe, 1952), dont Deutsch jouait des scènes avec des Playmobil. Le lien est logique avec son métier d'origine, comédien, comme il l'affirme lui-même dans l'introduction de son ouvrage : « Tour à tour, je me suis glissé dans la peau de La Fontaine, Fouquet, Mozart, Sartre, et d'une certaine manière l'histoire est devenue mon métier, ou tout au moins je peux faire de l'histoire avec mon métier* . »

La fiction et le romanesque occupent une place importante dans son rapport à l'histoire, et sont en grande partie à l'origine de l'ambiguïté de son travail. Une ambiguïté que Lorant Deutsch n'hésite pas à cultiver, affirmant qu'il « n'invente rien », tout en se réclamant du « roman national** ».

L'histoire selon Lorant Deutsch doit distraire, mais plus encore fédérer. Il insiste sur la nécessité d'une

* DEUTSCH Lorant, *Métronome*, Michel Lafon, Paris, 2009, p. 10. Toutes les notes faisant références à *Métronome* renvoient à cette édition.

** *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012. Il emploie aussi le terme « roman national », entre autres, à *On n'est pas couché (ONPC)*, France 2, 27 novembre 2010.

histoire patrimoniale, et n'hésite pas à employer le champ lexical de l'amour et surtout de la famille, allant jusqu'à voir des liens presque filiaux entre les personnages historiques et nous-mêmes. Lorant Deutsch, qui pense qu'il existe un devoir de « transmission* », se décrit ainsi comme « un conteur, un passeur** » de ce patrimoine. L'histoire est même, selon lui, une morale : « L'histoire, c'est un peu la première des grandes morales et des grands préceptes***. » Tout ceci revient constamment dans ses propos, qu'il explique sa démarche pour *Métronome* et ses avatars, ou qu'il réponde aux critiques sur sa méthode et ses éventuels buts idéologiques.

En avril 2012, à l'occasion de la sortie de la version télévisée du *Métronome* (que nous nommerons à partir de maintenant *Métronome TV*), il déclare sur Europe 1 :

Qu'est-ce qui nous rassemble, qu'est-ce qui nous unit? Mais c'est super simple, y a pas à débattre : c'est notre identité, qui est notre patrimoine, notre histoire, l'histoire de France, nos aïeux qui sont comme notre arbre généalogique, et notre langue. C'est aussi simple que ça. Et ça appartient à tous, qu'on soit ici depuis mille ans ou depuis dix minutes, notre identité nationale c'est la langue de France qui est évolutive, qui est dynamique, qui bouge, qui se nourrit de néologismes et de nouvelles influences, mais aussi notre patrimoine commun à tous qu'il ne faut pas oublier****.

* ONPC, France 2, 5 septembre 2009.

** *Voici*, 14 décembre 2012.

*** *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012.

**** *Les Récits d'Europe 1 soir*, Europe 1, 6 avril 2012.

Ce discours sur l'identité nationale*, que l'on entend beaucoup depuis la campagne de Nicolas Sarkozy et son élection en 2007**, est de façon très troublante proche de celui de Patrick Buisson***. Le comédien estime que l'histoire est avant tout un legs de nos ancêtres, comme il l'explique sur le plateau de Canal+, aux côtés de Franck Ferrand : « Pour moi, l'histoire c'est quelque chose de formidablement fédérateur, c'est notre héritage à tous, c'est notre patrimoine, c'est notre album de famille, c'est nos aïeux****. »

UN REJET DE L'HISTOIRE SCIENTIFIQUE ET DE L'HISTOIRE SCOLAIRE

Si pour Lorànt Deutsch l'histoire est avant tout un rêve et un roman à visée fédératrice et patrimoniale, que pense-t-il de l'histoire universitaire et scientifique, celle faite par les historiens professionnels? Sur le terme même d'historien, là encore, Lorànt Deutsch est bien flou. Il peut affirmer qu'il ne se prétend pas historien, mais que tout ce qu'il raconte est vrai : « Je ne suis pas un historien. Je ne suis qu'un comédien [...]. Tout ce que j'écris est authentique et authentifié****. » En fait, cette apparente confusion s'explique par son rejet, et

* Il emploie « identité nationale » dans l'entretien « Lorànt Deutsch raconte le Paris de Céline », *Le Nouvel Observateur*, 13 décembre 2011.

** À ce propos, lire NOIRIEL Gérard, *À quoi sert « l'identité » nationale*, Agone-CVUH, Marseille 2007.

*** Pour l'utilisation de l'histoire par Nicolas Sarkozy, essentiellement sur les conseils de Buisson et de Henri Guaino, lire COLLECTIF, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Agone-CVUH, Marseille, 2008, et OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling*, Stock, Paris, 2009.

**** *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012.

***** Europe 1, 10 juillet 2012.

même son dégoût, pour l'histoire scientifique. Si, pour l'histoire qu'il défend, il emploie volontiers les références à la famille et à l'amour, en revanche l'histoire qu'il rejette est souvent rapprochée de la science médicale et des sciences dures en général. L'histoire serait transformée par les historiens en une matière froide, de laquelle l'humain et l'émotion seraient absents. Dans l'interview à l'émission *Les Affranchis* sur France Inter, il moque « les historiens purs et durs, les chartistes », coupables de « dissection » et de « segmentation ». Sur Canal+, il ajoute : « Aujourd'hui, on désacralise, on démythifie, on désincarne au maximum pour que l'histoire devienne une science froide, objet de dissection* . »

Pour autant, l'acteur se situe-t-il en dehors, voire au-dessus, du débat historique ? Sur le plateau de Laurent Ruquier**, il lance : « L'histoire est un mensonge en sursis, c'est le falsificationnisme. » Expliquant sa démarche, et prenant pour exemple sa théorie selon laquelle le premier cœur de Lutèce se trouverait à Nanterre, il affirme : « à d'autres de nous prouver le contraire », se plaçant ainsi dans la controverse historiographique. Et quand il s'agit d'expliquer sa théorie selon laquelle Jeanne d'Arc serait la demi-sœur de Charles VII, il argumente en se fondant sur des sources qu'il juge crédibles. Sur la chaîne Histoire, dont le président est à ce moment Patrick Buisson, Lorant Deutsch est reçu en compagnie de Stéphane Courtois dans l'émission de Michel Field, *Historiquement show****. Sans affirmer clairement qu'il fait

* *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012.

** *ONPC*, France 2, 5 septembre 2009.

*** *Historiquement show*, Histoire, 23 juillet 2010.

de l'histoire, le comédien explique le *Métronome* par son envie d'écrire le livre sur l'histoire de Paris qui manque à sa bibliothèque. Il parle même de sa difficulté à trouver une problématique, démarche pas si éloignée de celle d'un historien. La révélation lui vient du titre :

Et tout s'est révélé avec le titre. Je me suis dit que ce qui me manque, c'est une histoire rythmée, segmentée et rééquilibrée, et peut-être par moments rééclairée, parce qu'on a trop tendance à raconter l'histoire de la même manière...

Plus loin, il va jusqu'à dire que sa démarche originale (raconter l'histoire de Paris par ses stations de métro) lui permet « d'aller vers des friches pas encore tellement explorées ». Lorant Deutsch chercheur? Il prétend bien, en tout cas, faire de l'histoire, mais différente, originale, avec « [sa] singularité »; l'objectif final étant la vulgarisation : « [Mon travail est] ultra-documenté. J'essaie de rendre accessible des témoignages, des sources, d'auteurs que j'ai avalés parce que c'est ma passion, mais je pense qu'on peut aussi découvrir l'histoire d'une manière plus légère et plus vulgarisée* . »

L'histoire scolaire est au moins autant honnie par le comédien que l'histoire universitaire. Sur la chaîne Histoire, il critique ses « grands chapeaux » (dynasties, guerres, etc.) et le fait qu'elle « élude et escamote pas mal de choses** ». Sur Canal+, il est plus précis et fait le lien entre histoire à l'école et histoire universitaire : « Moi, la féodalité, les seigneurs, les chevaliers, je l'ai appris

* *Le Nouvel Observateur*, 3 décembre 2009.

** *Historiquement show*, Histoire, 23 juillet 2010.

avec Robin des bois, Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion [...]. On n'apprend plus Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion, mais on apprend un modèle, quelque chose de froid*. » Il enfonce le clou dans *Voici* : « En terminale, je me suis même fait virer des cours parce que je disais à ma prof que j'en avais marre des gros concepts froids. À l'école, on n'enseigne plus l'histoire, on dissèque, on fait de la biologie**. »

Ce qui est inquiétant, c'est que Lorànt Deutsch aurait été un temps « accueilli à bras ouverts » par l'Éducation nationale, qui « [recommandait] son livre », selon TF1***. Dans une école parisienne, comme « un prof d'histoire », il donne deux heures et demie de cours à des écoliers apparemment fascinés, car selon la journaliste, « Lorànt Deutsch est de ceux qui transmettent le virus aux élèves ». Le comédien n'aurait qu'une hâte, « retransmettre aux plus jeunes ce qu'il a reçu ».

Le tout avec la bénédiction de l'Éducation nationale? Il aurait été contacté par cette dernière, et sa réponse vaut son pesant d'or. Citons-la en entier :

J'ai été contacté par l'Éducation nationale, mais nos positions sont irréconciliables. Elle est en train de transformer l'histoire de France en croisière Costa. On nous parle du royaume du Ghana pour montrer qu'on est dans une sorte d'internationalisme triomphant, mais dans le même temps, trois des dates fondatrices de notre histoire viennent d'être supprimées du programme : le baptême

* *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012.

** *Voici*, 14 décembre 2012.

*** Journal télévisé de 13 heures, TF1, 6 novembre 2010.

de Clovis, le traité de Verdun, première fois que le français fut employé, et enfin la bataille de Bouvines, victoire de Philippe Auguste qui permet à notre pays de sortir de la vision carolingienne d'un grand empire européen pour installer une nation française. C'est plus important que Marignan. On a une histoire, il faut la raconter.

Et Deutsch de répéter comme un leitmotiv :

Notre identité nationale, pas besoin de débats : elle est simple, il s'agit de notre mémoire et notre langage. Notre identité appartient à tous. Et chacun, qu'il soit là depuis mille ans ou mille secondes, peut la revendiquer à partir du moment où il sait d'où il vient*.

On retrouve ici tous les reproches que les historiens de garde font aux nouveaux programmes de l'Éducation nationale. Reproches et souvent contrevérités, qui marquent un réel point de vue idéologique : un rejet d'une histoire globale, ouverte sur le monde, pour au contraire défendre une histoire de France repliée sur elle-même, fermée dans une identité prédéterminée et imposée à tous, tournant essentiellement autour des racines chrétiennes de la France; contrevérités ensuite sur les programmes : en premier lieu, le baptême de Clovis ou le traité de Verdun n'y figurent certes pas explicitement, mais la liberté pédagogique de l'enseignant lui permet de les aborder, quant à Bouvines, là, Lorànt Deutsch fait au mieux dans l'ignorance totale, au pire dans le mensonge caractérisé. Citons les programmes :

* *Télé Obs*, 13 décembre 2011.

Féodaux, souverains, premiers États. Démarches : la France est le cadre privilégié de l'étude. Celle-ci est conduite à partir d'exemples au choix : de personnages significatifs de la construction de l'État en France (Philippe Auguste, Blanche de Castille, Philippe IV le Bel et Guillaume de Nogaret, Charles VII et Jeanne d'Arc, Louis XI...), ou d'événements significatifs de l'affirmation de l'État (la bataille de Bouvines, le procès des Templiers, le sacre de Charles VII...)*.

La bataille de Bouvines est bien présente, tout comme le sont de grands personnages prétendument disparus, si l'on écoute les historiens de garde, comme Jeanne d'Arc ou Philippe IV le Bel. Quant au lien que fait Lorànt Deutsch entre l'enseignement de l'histoire et l'identité nationale, il place le comédien dans la droite ligne de l'histoire « à la Patrick Buisson » et de ses conséquences concrètes, politiques avec feu le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, et culturelles et patrimoniales avec la défunte Maison de l'histoire de France.

LA MÉTHODE DEUTSCH : UNE HISTOIRE PROSÉLYTE ?

La première difficulté quand on a décidé de travailler sur le *Métronome* est de retrouver les sources utilisées par le comédien. L'ouvrage ne comporte pas de bibliographie, et celle de sa version illustrée est plus que sommaire. Lorànt Deutsch sait que l'absence de

* Programmes officiels de la classe de 5^e, Bulletin officiel n° 6 du 28 août 2008.

références bibliographiques est un reproche qu'on peut lui faire et s'en sort en citant un kaléidoscope de noms pour faire écran :

Avec mon livre je fais l'économie de pas mal de sources, sans revendiquer des choses qui ne sont pas les miennes [...]. C'est vrai que je ne cite pas mes sources, mais on les reconnaît : Braudel, Guizot, Michelet, Henri Martin, Ferro, Decaux et même le *Guide de Paris mystérieux* (Tchou)*.

Plus intéressante toutefois est la manière dont il utilise ses sources. C'est le cœur même de sa méthode, et ce qui le sépare définitivement, non seulement des historiens, mais de l'histoire comme discipline et science, qu'elle soit pratiquée par des professionnels ou des amateurs. La source est la matière première du travail de l'historien, et la façon dont on l'aborde est fondamentale : « Pour l'historien, tout type de document ou d'objet peut devenir source, à condition d'être correctement critiqué**. » C'est la deuxième partie de cette phrase que Lorant Deutsch semble ne pas avoir comprise, ou plus simplement qu'il considère comme non avenue. Intervient ici une notion répétée à l'envi : « l'éclairage ». Sur France Inter, en avril 2012 : « Pour moi, la vérité historique elle est dans un éclairage. » Sur Canal+, dans *La Nouvelle Édition* : « Il faut viser une vérité historique qui sera

* *Le Nouvel Observateur*, 3 décembre 2009.

** OFFENSTADT Nicolas (dir.), *Les Mots de l'historien*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006.

le fruit de différents éclairages qui doivent converger vers quelque chose de plus aigu possible. » L'histoire ne serait qu'une question de point de vue ? C'est sur le traitement des sources justement que Lorànt Deutsch montre la réalité de son travail et le gros problème que pose sa méthode. Son « éclairage » est pour le moins curieux. Il trie soigneusement ses sources, fidèle à ce qui pourrait être sa maxime : « Si on peut tendre vers le fait scientifique, tant mieux, surtout si ça accrédite ma chapelle, et ce que je pense, mon éclairage de l'histoire. » Les exemples sont nombreux, et plus ou moins spectaculaires. Choisissons-en deux.

Le premier pourrait sembler anecdotique, il est pourtant très révélateur. Dans *Métronome*, Deutsch affirme que le patriarche latin de Jérusalem, Héraclius, se serait rendu en 1187 à Notre-Dame de Paris pour « prêcher la troisième croisade* », à la suite de la prise de Jérusalem par Saladin. C'est inexact, et ce à plusieurs titres. Si Héraclius s'est rendu à Paris, ce serait au mieux en 1185, soit deux ans avant ce que Lorànt Deutsch prétend, et deux ans avant la chute de la Ville sainte. De surcroît, avant ou après, Héraclius n'a jamais prêché une croisade, qui plus est à Paris. Le comédien tord ainsi une source (en l'occurrence le chroniqueur du XII^e siècle Rigord) pour faire de Paris, qu'il voit déjà comme le centre de l'histoire de France, le point de départ de la plus célèbre des croisades, celle de Philippe Auguste et de Richard Cœur de Lion. Lorànt Deutsch a depuis reconnu cette « erreur », mais les corrections de la nouvelle édition

* *Métronome*, p. 221-223.

de *Métronome* sont encore bien bancales. Était-ce véritablement une simple bévue, ou une volonté de faire aller l'histoire dans le sens de sa « chapelle » ?

Plus grave encore, son utilisation des sources dans son évocation de la Commune de Paris de 1871. Le sujet est plus amplement traité par la suite. Contentons-nous pour l'instant de dire que l'acteur affirme que les communards auraient tiré sur la colonne de Juillet depuis Montmartre. Pour étayer cette affirmation, le comédien s'appuie sur une source hostile versaillaise qui, après vérification, dit exactement le contraire. L'exemple est encore plus parlant que celui d'Héraclius : Lorànt Deutsch choisit une source allant dans son sens idéologique, et lui fait dire ce qu'il voudrait qu'elle dise ! Difficile de savoir s'il s'agit d'un grossier manque de rigueur, ou simplement de malhonnêteté intellectuelle.

Tous ces arrangements avec l'histoire, et cette vision si particulière de ce que doit être cette science, ont-ils un but idéologique ? Évidemment, Lorànt Deutsch s'en défend totalement. Au contraire, il dit avoir la démarche inverse de ceux qui le critiquent qui, eux, instrumentaliserait l'histoire.

C'est lors de la polémique qui l'a opposé à l'élu parisien du Front de gauche Alexis Corbière, en juillet 2012, que Lorànt Deutsch a le plus tenté de justifier son travail et rejeté son caractère idéologique. Mais, déjà, chez Laurent Ruquier, en 2010, il semblait gêné que l'animateur lui parle de ses idéaux royalistes : « Je ne suis pas vraiment ici pour parler de ça, ça fait peur "royaliste", ça veut dire "réac", "conservateur"*... » À

* ONPC, France 2, 27 novembre 2010.

la Fnac, le 21 avril 2012, il commence à avouer que ses idées peuvent avoir une influence sur son travail, même s'il se défend toujours de vouloir faire passer un message. Aux reproches qui lui sont faits de traiter l'histoire uniquement par le prisme des souverains et des saints, il répond qu'il est selon lui difficile « de ne pas reconnaître que c'est la religion chrétienne qui a fait l'histoire de France pendant plus de mille ans ».

Pour mieux rejeter ses opposants dans un rôle politicien, Lorant Deutsch ne cesse de clamer sa propre neutralité : « Je ne suis pas encarté, je ne prêche aucune chapelle, aucune idéologie, aucune cause* . » Il prend pourtant des positions politiques, en défendant le royalisme, même « de gauche », et en remettant en cause la démocratie représentative, notamment l'élection présidentielle. Récemment, il compare cette dernière « à la *Star Academy* » et réclame sa suppression**. Il n'hésite pas à en appeler à l'histoire, allant jusqu'à dire que les principaux progrès de la Révolution ont été faits sous le règne de Louis XVI ; pour cela, il cite Stefan Zweig et sa « Révolution magnifique jusqu'en 1791 », qui se passait « comme par hasard sous l'égide d'un roi*** ». C'est oublier un peu vite que la Révolution a été en grande partie imposée au monarque Bourbon. De même, il défend l'idée d'une monarchie parlementaire à l'anglaise : « Il aurait fallu instaurer, comme en Angleterre, une monarchie parlementaire**** », et a des idées curieuses sur la laïcité : « Sans religion et sans foi,

* Europe 1, 26 novembre 2012.

** *Voici*, 14 décembre 2012.

*** *ONPC*, France 2, 27 novembre 2010.

**** *Le Figaro TV magazine*, 5 mars 2011.

on se prive de quelque chose dont on va avoir besoin dans les années à venir. Il faut réintroduire la religion en France, il faut un concordat* . » Ne s'agit-il pas de prises de position politiques, tout comme ses sorties sur l'identité nationale ?

À force de relativisme facile, l'acteur balaie d'un revers de main les acquis de l'histoire scientifique et des Lumières. Il ne s'agit pas de tomber dans le scientisme en disant que seul l'expert a raison. Bien au contraire, il faut réaffirmer que l'histoire est, comme toute science, une aventure collective dans laquelle chacun des participants (professionnel ou non) se doit d'apporter la preuve de ce qu'il avance. Tout le contraire d'une société où un homme célèbre peut dire les pires contre-vérités au mépris du bon sens, parce que ce serait son « éclairage », et les répéter en boucle dans les médias jusqu'à s'imposer comme une autorité.

LA RECONSTITUTION-PACKAGING

À chacun son « éclairage ». C'est un peu l'argument des libéraux qui ne cessent d'asséner que chacun a sa chance, quelle que soit sa fortune ou son capital social. Mais si l'éclairage d'un archéologue lambda travaillant durement dans l'ombre équivaut à celui d'une petite bougie, celui de l'acteur people Lorant Deutsch fait figure de *spotlight*, s'imposant à tous et aveuglant chacun, usant et abusant des lumières hypnotisantes de la télévision. Loin des grandiloquentes déclarations de son auteur, *Métronome TV* n'a aucune valeur pédagogique

* *Ibid.*

ou historique (elle est même contre-productive) et illustre parfaitement les dérives de l'histoire spectacle où la forme prime sur le fond, ne serait-ce parce que l'image possède, bien plus que l'écrit, une force de persuasion permettant parfois toutes les falsifications. Comme l'expliquait Alain Decaux lui-même à propos de *La Caméra explore le temps* : « À la lecture du courrier, nous nous sommes aperçus que, pour les téléspectateurs, nous étions devenus l'évangile* . »

Dans le dossier de presse de *Métronome TV* édité en mars 2012 par France Télévisions, tous les intervenants, de Rémy Pflimlin (PDG de France Télévisions) à Bruno Patino (directeur de France 5, chaîne sur laquelle *Métronome TV* a été diffusé), en passant par Lorant Deutsch lui-même et par Fabrice Hourlier (le réalisateur), ne cessent de qualifier leur programme de « documentaire historique » ou de travail de « reconstitution** ». Reconstitution ? Les interviews de Fabrice Hourlier en disent long sur le sérieux avec lequel il envisage ce processus. Lorsqu'il explique par exemple que « pour la période du v^e au x^e siècle, nous nous sommes appuyés principalement sur des tapisseries et des tableaux*** », on ne peut qu'être étonné. Des tapisseries ? Des tableaux ? Cette période n'en a produit aucun, à moins de considérer les rares enluminures carolingiennes (dont aucune, à notre connaissance, ne représente Paris) comme des « tableaux », qui n'étaient de toute façon en rien figuratifs et ne renseignent

* Cité dans VEYRAT-MASSON Isabelle, *Quand la télévision explore le temps : l'histoire au petit écran, 1953-2000*, Fayard, Paris, 2000, p. 95.

** *Métronome TV*, dossier de presse, respectivement p. 4, 5, 9 et 20.

*** *Ibid.*, p. 13.

pas quant à la topographie de la ville. Et pourtant, le réalisateur persiste dans les bonus de *Métronome TV* en déclarant : « À la fin de chaque siècle, on fait un résumé, on pose une grande carte [...] Des cartes comme ça il y en a vingt [...] remodelisées à partir de cartes d'époque. » Une carte de Paris faite au VIII^e siècle? Voilà qui est cocasse. La première carte conservée date du XVI^e siècle. Quant aux rares documents exposés, ils sont tardifs et proposent souvent des reconstructions erronées.

L'absence d'un vrai travail de recherche (même minimum) de l'équipe de *Métronome TV* est criante. Passons sur Notre-Dame gothique placée au XI^e siècle (épisode 3), sur une gigantesque muraille entourant l'île de la Cité (*ibid.*) à la fin du Moyen Âge, sur l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés du XI^e siècle placée au VI^e siècle. Mais pour les cartes du XVI^e siècle proposées dans *Métronome TV* (épisode 4), les reconstitutions auraient dû être facilitées par de nombreux plans d'époques. Si la géométrie de ces plans n'est pas correcte, ils peuvent quand même donner une idée du tissu urbain. Sans compter que le musée Carnavalet (musée qui, par ailleurs, est remercié dans le générique) dispose de deux maquettes consacrées au XVI^e siècle. Mais là encore, l'affabulation fait office de règle. Paris ressemble à une ville américaine du XIX^e siècle, avec un plan orthonormé sur l'île de la Cité. La place de Grève, le Grand Châtelet ont disparu, alors que la muraille antique est là plusieurs siècles après sa destruction. Quant à la rue Saint-Martin, une rue qui constitue probablement un des axes majeurs de la rive droite encore à cette époque, elle n'existe plus.

Lorànt Deutsch et Fabrice Hourlier (qui affirme pourtant que l'acteur, pendant un an de travail commun, lui « a fourni une grosse base de documentation* ») n'avaient pas à chercher bien loin pour trouver des plans d'époque, car l'un des plus célèbres d'entre eux est tout simplement visible sur... la couverture de *Métronome* illustré (le plan de Paris de Matthäus Merian, exécuté en 1615). C'est à croire que l'acteur ne connaît même pas l'iconographie de son propre livre. Parler de « reconstitution » pour les plans et l'iconographie du *Métronome TV* tient donc de la fable.

Reste maintenant à expliquer qu'une série dotée du budget conséquent d'un million d'euros ne s'est pas vue adjointe une solide équipe de conseillers historiques. Comment se fait-il qu'une chaîne de télévision publique, dont le but est, d'après Rémy Pflimlin, « d'éclairer et d'étonner dans le champ particulier de la connaissance et du savoir** » puisse adhérer à un pareil projet? Lors d'un passage à la Fnac la Défense, le 21 avril 2012, Lorànt Deutsch donne quelques éléments de réponse.

Toute la difficulté est de choisir pour rendre les choses... comment... orientées suivant ce que vous avez envie de dire, donc ça a été un premier travail très très dur pour le livre, donc finalement pour le documentaire [*sic*] je m'étais déjà plié à ce sacrifice-là, donc c'était un peu plus aisé de choisir les épisodes les plus spectaculaires, les plus truculents, les plus divertissants, ce qui allait, je pense et j'espère, le plus captiver le public.

* *Ibid.*, p. 13.

** *Ibid.*, p. 4.

Avec une telle démarche, où il est surtout question de vendre une image d'Épinal plaisante et des Gaulois coiffés de casques ailés dignes d'un parc d'attraction bien connu, inutile de s'encombrer de reconstitution, sauf en produit d'appel, en *packaging* pourrait-on dire, en saupoudrant les émissions de bonus montrant que le « documentaire » a bénéficié des meilleures technologies. Fiction pseudo-scientifique. Pas plus que les policiers top-modèles suréquipés des *Experts* sont de vrais policiers, Lorant Deutsch et son équipe d'acteurs sur fond vert ne font de l'histoire.

S'INVENTER UN LOUVRE SUR MESURE

Métronome, c'est non seulement l'histoire packaging, mais c'est aussi l'histoire prétexte à faire passer un discours idéologique. Dans l'épisode 2 de *Métronome TV*, les téléspectateurs ont pu découvrir la tour construite par Childéric, le père de Clovis, premier avatar, d'après Lorant Deutsch, du Louvre. Voilà d'ailleurs ce qu'il en dit, alors qu'en fond se découvre une carte donnant à voir un camp retranché et une tour aux contours gigantesques, puis une scène d'intérieur dans une salle de la tour aux proportions démesurées :

En 476, Childéric avance sur Paris avec ses redoutables guerriers. On tremble en répétant son nom [...]. Avec ses hommes, le roi franc campe autour de la ville. Cet affrontement silencieux dure dix ans. Childéric installe son camp retranché sur la rive droite de la Seine.

Il dresse une haute tour de guet, un loewer en langue franque, et de ce loewer nous ferons notre Louvre.

Ces propos ne se fondent sur rien et sortent directement de l'imagination de Lorànt Deutsch qui voudrait voir une permanence de l'œuvre royale dans chaque grand monument parisien. Non, le Louvre de Philippe Auguste n'a pas été construit par le père de Clovis. Critiqué sur le sujet, l'acteur feint d'abord l'ignorance et la bonne foi. Il n'aurait été qu'un compilateur, comme il l'explique au *Parisien* le 10 juillet 2012. Compilateur? Cela reste à voir. Car Lorànt Deutsch, d'un revers de plume, a ignoré superbement les travaux les plus récents et les plus complets, notamment les fouilles dirigées par Michel Fleury en 1984 et 1985 à la suite des travaux dans la Cour carrée de l'ancien palais. Durant cette campagne de fouilles exceptionnellement longue, aucune trace d'une quelconque tour du v^e siècle n'a été retrouvée*. En fait, aucun spécialiste de la période ne parle d'un « pré-Louvre » construit par Childéric. L'indispensable *Carte archéologique de la Gaule*, véritable enclume de près d'un kilo établie par Didier Busson, archéologue au service municipal d'archéologie de la Ville de Paris, recense toutes les découvertes archéologiques dans Paris concernant l'Antiquité et le haut Moyen Âge**. Y a-t-il à l'intérieur une quelconque allusion à une tour franque sur la rive

* Voir par exemple FLEURY Michel, KRUTA Venceslas, « Premiers résultats des fouilles de la Cour carrée du Louvre », *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 129^e année, n^o 4, 1985, p. 649-672.

** BUSSON Didier, *Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, Académie des inscriptions et belles-lettres, Paris, 1998. Voir notamment p. 491-495.

droite, à l'emplacement du Louvre actuel? Non, même en cherchant du côté de Saint-Germain-l'Auxerrois. La somme de Busson n'est qu'un exemple parmi d'autres. Aucun des travaux récents ne mentionne la «tour» de Childéric*. Bref, plutôt que de compiler, Lorant Deutsch a surtout sélectionné les ouvrages qui l'arrangeaient. Sauf que là encore, le bât blesse.

Faisons d'abord le point sur ce blocus de Paris qui aurait amené Childéric à construire cette tour. Il faut bien comprendre que parler du v^e siècle en Gaule n'est pas une tâche aisée. Les sources sont rarissimes. La seule allusion à ce siège vient de la *Vie de sainte Geneviève*, un texte du vi^e siècle. Voilà la traduction qu'en donne une édition du xix^e siècle : « Pendant les dix années ou environ que la ville de Paris fut investie par les Français [mauvaise traduction. Il s'agit évidemment des Francs], il y eut une si grande disette que plusieurs moururent de faim** ». Avec un passage aussi court (où il n'est aucunement question d'une grande tour aidant à un blocus), difficile d'être affirmatif. L'original latin précise d'ailleurs que cet événement a lieu « d'après certains » (*ut aiunt*)***. Même au vi^e siècle, l'existence d'un blocus prolongé n'est pas avérée.

* DUVAL Paul-Marie, *Nouvelle Histoire de Paris : de Lutèce oppidum à Paris capitale de la France*, Hachette, Paris, 1993 ; DIERKENS Alain, PÉRIN Patrick, « Les *Sedes regiae* mérovingiennes entre Seine et Rhin », dans RIPOLL Gisela (dir.), GURT José María (dir.), *Sedes regia (ann. 400-800)*, Reial Acadèmia de bones lletres, Barcelone, 2000, p. 267-304 ; BRESC-BAUTIER Geneviève, *Le Louvre, une histoire de palais*, Somogy, Paris, 2008.

** LALLEMANT Pierre (éd.), *La Vie de sainte Geneviève patronne de Paris et de la France écrite en latin dix-huit ans après sa mort et traduite*, Perisse, Paris, 1859, p. 25-26.

*** HEINZELMANN Martin, POULIN Joseph-Claude, *Les Vies anciennes de sainte Geneviève de Paris*, Paris, Honoré Champion, 1986.

Les sources sont très vagues et nous n'aurions pas eu grand-chose à reprocher à Lorant Deutsch s'il avait employé plus souvent le conditionnel et expliqué que cette tour-*loewer* n'était qu'une hypothèse qu'il était le seul à défendre. Sauf que non. Il l'affirme, prétend s'appuyer sur des sources et engage, sur les ondes de RMC, ses contradicteurs à aller s'instruire. Chose que nous fîmes en allant justement voir ces « sources ». Quelles sont-elles ? Poussé dans ses retranchements en juillet 2012 à la suite du débat lancé à son propos au conseil de Paris (voir plus bas), l'acteur n'en citera que deux : « La date avancée dans mon étude, je la reprends dans un livre d'Henri Sauval, un des plus grands historiens du XVII^e * » (mais dont les travaux ont été publiés au XVIII^e siècle et avec lesquels il faut rester prudent, les méthodes historiques ayant fait de larges progrès depuis). Il évoquera également Jacques Hillairet qui a publié dans les années 1960 un vaste *Dictionnaire historique des rues de Paris* (qui reste une référence, même s'il a pu commettre des erreurs).

Deux sources de seconde main, donc. Et qui en fait ne parlent jamais ni l'une ni l'autre de la construction d'une tour par Childéric à l'emplacement dit. Elles vont même jusqu'à affirmer le contraire. Hillairet, dans le tome I de son livre *Connaissance du vieux Paris*, écrit :

Ce terminus du rempart était, en 1190, un endroit désert appelé Louvre, l'étymologie de ce nom est encore inconnue. De toutes les explications fournies,

* *Le Parisien*, 10 juillet 2012. On remarquera qu'en employant le terme « étude », L. Deutsch se place sur un terrain scientifique.

celle qui semble devoir être retenue est celle qui lui donne comme origine le vieux mot saxon *lower* ou *leovar*, signifiant habitation fortifiée, souvenir sans doute de ce camp retranché que les Normands de Siegfried avaient établi en 885 autour de l'église Saint-Germain-le-Rond (Saint-Germain-l'Auxerrois)*.

En 885 donc, soit plus de quatre cents ans après le règne de Childéric. Sauval sauvera-t-il l'acteur? Rien n'est moins sûr. Car son texte, là aussi, est sans appel. Dans le tome II de son *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, page 7**, au moment d'aborder le sujet du Louvre, l'érudit du XVII^e siècle se montre très prudent (nous rétablissons le texte dans son orthographe originale) :

J'ai été tenté bien des fois de ne rien dire du Louvre, & même ai-je eu assés de peine de surmonter cette tentation. Car enfin les commencemens en sont si cachés, les progrès si incertains & si differens, tous les plans si souvent changés & remués, qu'il n'y a pas grand honneur à entreprendre une histoire si controversée, & ignorée tout ensemble si généralement.

Mais la circonspection de Sauval ne l'empêche pas de balayer les hypothèses qui lui semblent farfelues. Des historiens du Louvre, Sauval n'en dénombre

* HILLAIRET Jacques, *Connaissance du vieux Paris*, Gonthier, Paris, 1954, p. 164.

** SAUVAL Henri, *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, tome II, Paris, 1724, p. 7. Cet ouvrage est disponible gratuitement sur le site des Bibliothèques virtuelles humanistes (bv.h.univ-tours.fr), mis en ligne par l'université François-Rabelais de Tours.

que trois : du Haillan, Favyn et du Chesne (toujours page 7). Des trois, seul Favyn fait remonter le Louvre au haut Moyen Âge, à l'époque de Childebert (le fils de Clovis, mort en 558*), hypothèse dont Sauval ne fait pas grand cas : « D'écouter Favyn, qui remonte jusqu'à Childebert, c'est une raillerie. Grégoire de Tours, Frédégaire & Aimoin, qui ont parlé de tous les édifices faits par Childebert, n'en disent pas le moindre mot. » Et d'affirmer, à l'inverse de ce qu'écrit M. Deutsch : « Le Louvre fut commencé par Philippe Auguste. » Évidemment, il ne dit rien d'une tour construite par Childéric.

Dernier argument de l'acteur, l'étymologie du mot Louvre. Sauval est à notre connaissance le premier à proposer l'hypothèse selon laquelle le mot Louvre viendrait du substantif *loewer*. Voilà ce qu'il en dit, après avoir cité les autres origines toponymiques possibles :

Car comme le Saxon étoit autrefois, une lange assés familiere dans le Royaume, le mot de Louvre pourroit bien en être venu. Pour l'intelligence de ceci, il faut savoir que dans un vieux Glossaire Latin-Saxon, *leouar* [le *loewer* de M. Deutsch] y est traduit *castellum* [...]. De sorte que comme le Louvre étoit sans doute le plus beau Château de ce tems-là, aussi apparemment le nomma-t-on en Saxon *loure*, ou Château par excellence**.

* FAVYN André, *Histoire de Navarre*, Paris, 1612, p. 141. Favyn n'étaye ses propos d'aucune preuve.

** SAUVAL Henri, *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, *op. cit.*, p. 9.

L'hypothèse pose problème, parce que le fameux glossaire dont parle Sauval n'a jamais pu être identifié. Mais tant pis, Hillairet lui emboîte (prudemment certes) le pas, sans penser que les Francs parlaient le vieux francique (à ne pas confondre avec le francique actuel), pas le saxon. Certes, ces deux langues font partie de la famille germanique, mais la faiblesse de l'argumentation devrait inciter à la prudence. Qu'importe à Lorànt Deutsch qui ne garde que l'hypothèse qui lui convient. Pourtant, après quelques sondages dans divers thésaurus, le mot *loerwer/leouar* est introuvable. Un *leow* (pluriel *leower*) apparaît bien dans un dictionnaire d'ancien anglo-saxon, mais désigne en fait une... cuisse*.

Une affabulation fondée sur du vide, voilà ce à quoi se résume cette affaire de la tour de Childéric. À voir des «Louvre» là où il n'y en a jamais eu, Lorànt Deutsch imagine une permanence factice, mais rassurante pour lui, de la présence de l'œuvre royale à Paris, là où en réalité, les ruptures ont été nombreuses. Les Carolingiens s'établiront dans le bassin du Rhin, et ce n'est qu'au bout de deux siècles de règne que les Capétiens s'installeront fermement à Paris, principalement sur l'île de la Cité. Quant aux Valois, à partir de Charles V et surtout de Charles VII, ils la fuiront pour aller à Vincennes puis sur la Loire. Et c'est Louis XIV, un monarque Bourbon, qui quitta le Louvre, reconquis sur la Ligue de haute lutte par son grand-père Henri IV, pour investir Versailles, loin de la ville et de ses révoltes. Non, Paris n'a pas toujours été depuis le père de Clovis la capitale d'une France unie.

* Voir le dictionnaire de référence : *An Anglo-Saxon Dictionary*, Oxford, 1838-1912. Consultable gratuitement en ligne à cette adresse : bosworthtoller.com

LA CATHÉDRALE AU FOND DU PARKING

Saint Denis reste un personnage essentiel et pourtant bien mal connu du grand public. De nombreux rois (à partir de Dagobert) se sont réclamés de sa protection et de son héritage et son abbaye fut non seulement le lieu où ont été enterrés une majorité de souverains, mais aussi l'endroit où s'est écrite l'histoire officielle de la monarchie à travers notamment les *Grandes Chroniques de France*. Preuve du succès de l'entreprise, encore aujourd'hui les tenants du roman national ne font que reprendre les poncifs et les stéréotypes de ce « roman des rois^{*} ». Lorànt Deutsch n'explique-t-il pas lui-même, en posant devant l'abbaye (accompagné, en fond sonore, d'une musique entraînante) que la basilique est « le pilier de notre histoire » et que les restes des rois célèbrent « la grandeur de la monarchie et surtout de la France ».

L'acteur fait de saint Denis, de son abbaye et de sa légende les superstars de ses ouvrages. Et s'il n'invente pas ici, il oriente son récit dans le sens le plus fantaisiste possible en reprenant des mythes sans tenter de comprendre leur signification. Peut-être considère-t-il que ses spectateurs n'ont le droit qu'à un récit pittoresque désuet et non aux plus récentes découvertes ?

Dans l'épisode 1 de *Métronome TV*^{**}, Lorànt Deutsch consacre un passage entier à saint Denis, qu'il décrit

^{*} Voir CITRON Suzanne, *Le Mythe national : l'histoire de France revisitée*, op. cit., p. 130-144 et également GUENÉE Bernard, « Les Grandes Chroniques de France : Le roman aux roys, 1274-1518 » dans NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, tome I, Gallimard, 1997, p. 739 -758.

^{**} À partir de 23'14.

comme un évêque « d'une grande ferveur religieuse » envoyé par le pape Clément I^{er}, mais surtout comme une sorte de résistant entré clandestinement dans une Lutèce pullulant de patrouilles romaines. « Mais le danger guette, explique l'acteur. À Lutèce aussi, les chrétiens sont persécutés. » C'est alors que Lorànt Deutsch interrompt son récit pour entraîner avec lui le spectateur dans un sous-sol rue Pierre-Nicole (dans le 5^e arrondissement de Paris). Les images sont floues, comme volées. L'éclairage est faible alors que la musique de fond se fait mystérieuse et qu'en voix off l'acteur baisse le ton comme pour partager un moment intime :

En descendant les marches, on croit remonter les siècles, et nous pénétrons dans la première cathédrale de Paris. Dans ces profondeurs [...] saint Denis prêcha en secret la foi du Christ. Et puisque saint Denis fut le premier évêque de Paris, l'église clandestine dans laquelle il catéchisa dès l'an 250 fut bien la première cathédrale de la capitale.

Vient alors un arrêt sur image devant un autel : « Au tout début du xx^e siècle, des religieuses priaient encore sur l'autel maintenant abandonné. Mais la statue du saint décapité reste encore. »

Cette visite est habilement placée dans le récit. Elle crée une proximité entre Lorànt Deutsch et le spectateur, ce dernier se sentant comme invité personnellement à visiter avec lui des lieux jusque-là interdits. Mais elle permet aussi de donner du crédit aux scènes jouées sur fond vert qui reprennent juste après, introduites par

l'acteur devant des images de synthèse : « Et c'est dans l'obscurité de cette cave que s'est bâtie au III^e siècle une partie de l'avenir du christianisme. » Bigre, rien de moins ! « Imaginez, autour de Denis, des familles gauloises et romaines regroupées, tremblantes. Elles se sont résolues au baptême secret, malgré les menaces réelles de persécution. » S'ensuit alors une longue scène montrant Denis baptisant dans une église souterraine devant une croix (lieu qu'on suppose être l'église souterraine de la rue Pierre-Nicole) avant de subir le martyre.

Dans la dizaine de pages consacrées à saint Denis dans son livre, Lorant Deutsch se montre parfois plus prudent, en précisant par exemple que les souterrains de la rue Pierre-Nicole ont fait l'objet d'une vaste restauration au XIX^e siècle (page 48), détail qu'il omet pour la version télévisée, où il s'agit de faire dans le sensationnel, l'émotionnel (et de faire croire au spectateur qu'il a sous les yeux des vestiges antiques). La réflexion et la mise à distance attendront. Mais cette précaution expédiée, l'acteur n'en affirme pas moins dans son ouvrage une filiation entre la « cathédrale clandestine » de saint Denis et l'église Notre-Dame-des-Champs actuelle (la continuité, toujours la continuité...) avant de regretter que ces lieux « bien cachés dans les profondeurs » (ce qui leur a permis par miracle d'échapper à la « fureur révolutionnaire ») ne soient aujourd'hui maintenus que « par la volonté de quelques particuliers ». Les dernières traces à Paris du saint le plus important de l'histoire de France (voire de la chrétienté!) et de la persécution des chrétiens seraient tout simplement ignorées par les pouvoirs publics.

Qu'en est-il réellement de cette « cathédrale des profondeurs »? Il nous faut tout d'abord faire un point d'ordre rapide sur le christianisme au III^e siècle. La Gaule n'est en rien le centre de gravité du christianisme, pas plus qu'elle n'est « la fille aînée de » (appellation contemporaine et tardive*). C'est en Orient que tout se joue et où auront lieux les sept grands conciles œcuméniques. Quant aux persécutions dont furent victimes les chrétiens, si aucun historien sérieux ne les nie, il convient de se défaire de l'imagerie catholique traditionnelle qui inspira, notamment, les péplums hollywoodiens. Elles n'ont ainsi pas été systématiques, même au III^e siècle où la répression atteint un pic**. Les sources à ce sujet restent rares, d'autant plus en Gaule, et pour la plupart écrites deux à trois siècles après les faits supposés, par des ecclésiastiques, ce qui incite à la prudence.

Que connaît-on de la vie de saint Denis? La chose n'est pas simple. Il faut comprendre que l'histoire d'une abbaye royale et celle du saint protecteur d'une dynastie ne sont pas des objets neutres et qu'elles ont pu, pour des raisons politiques, sociales et symboliques, être modifiées. Les deux plus anciennes sources que nous ayons à notre disposition ont été

* Voir AMALVI Christian, « Le Baptême de Clovis : heurs et malheurs d'un mythe fondateur de la France contemporaine, 1814-1914 », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1989, tome 147, p. 583-610. Auparavant, seuls les rois, et non la France en tant que nation, bénéficiaient d'un pareil vocable, de manière exceptionnelle à partir du XIII^e siècle et régulièrement à partir du XV^e siècle. Voir BEAUNE Colette, *Naissance de la nation France*, Gallimard, Paris, 1985, p. 283-290.

** Voir par exemple COLLECTIF, *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, tome II « Naissance d'une chrétienté (250-430) », Desclée, Paris 1995, p. 155-185.

écrites au début du VI^e siècle (soit près de trois siècles après les faits supposés) :

– tout d’abord, la passion dite *Gloriosa* (malheureusement non traduite du latin*) ;

– puis un extrait tiré de la *Vie de sainte Geneviève*, que nous venons de croiser pour notre affaire du Louvre.

Leur rédaction correspond au moment où les rois francs s’établissent dans la région de Paris et ressentent le besoin de donner à cette ville un passé chrétien prestigieux. Pour cela, quoi de mieux qu’un saint martyr, qui plus est envoyé par le pape Clément I^{er}, un des pères de l’Église romaine ? La rédaction des premières « vies de saint Denis » serait donc une invention (typique du Moyen Âge), brodée à partir de faits en partie vrais et motivée par ce que nous appellerions des « raisons politiques », processus d’autant plus simple qu’il n’existe pas de canonisation à l’époque. Faire un saint est avant tout une affaire locale dans laquelle le pape (qui n’a que des pouvoirs très limités à l’époque) n’intervient pas, comme cela sera le cas à partir du XI^e siècle**.

Il n’en reste pas moins que la *Vie de sainte Geneviève* et la *Gloriosa* sont les seules sources écrites (fragiles) qui nous permettent d’envisager l’histoire de saint Denis. Mais aucune d’elles ne parle de l’emplacement de la cathédrale souterraine rue Pierre-Nicole. *Idem* pour les textes dyonisiens plus récents d’Hilduin (IX^e siècle) et de Jacques de Voragine (XIII^e siècle). L’archéologie

* Disponible dans les *Monumenta Germaniae Historiae*, AA IV, 2, p. 101-105

** Nous suivons en cela les conclusions proposées par BEAUJARD Brigitte, *Le Culte des saints en Gaule : les premiers temps. D’Hilaire de Poitiers à la fin du VI^e siècle*, Cerf, Paris, 2000, notamment p. 214-215.

nous en dira-t-elle plus? Il n'y a aucune allusion à un quelconque sanctuaire paléochrétien au lieu indiqué par Lorànt Deutsch dans la *Carte archéologique de la Gaule*. La *Topographie chrétienne des cités de la Gaule* n'en fait pas plus état. Au mieux voit-on les caves (reconstruites en 1895) comme une hypothétique extension d'une nécropole antique (ce qui est contesté) et Notre-Dame-des-Champs comme une très probable fondation mérovingienne (donc début VI^e siècle au plus tôt). La cathédrale de Paris, elle, est clairement identifiée, datée du IV^e siècle et située non pas là où l'affirme Lorànt Deutsch, mais sur l'île de la Cité*.

On peut donc se demander d'où l'acteur tire ses informations lui permettant d'affirmer que les caves de la rue Pierre-Nicole étaient bien la première cathédrale de Paris? Il explique certes, page 48 de *Métronome*, que « les guides destinés aux touristes d'il y a cent ans mentionnaient encore cette crypte », mais ne donne pas de références et ne se pose pas la question de la validité des « guides touristiques ». Nous avons de notre côté consulté un texte du XIX^e siècle, rédigé par André-Jean-Marie Hamon, curé de la paroisse Saint-Sulpice et figure éminente du catholicisme à Paris, qui se montre bien plus prudent que l'acteur : « On ne connaît pas d'une manière certaine l'origine de cette église [Notre-Dame-des-Champs] », et de ne citer la présence de saint Denis

* Voir BUSSON Didier, *Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, *op. cit.*, notamment p. 275-278 pour la nécropole et p. 379-380 pour Notre-Dame-des-Champs. Voir également COLLECTIF, *Topographie chrétienne des cités de la Gaule, VIII - Province ecclésiastique de Sens*, De Broccard, Paris, 1992, p. 109-124.

que comme une hypothèse*. Lorant Deutsch aurait-il été plus royaliste que le roi?

Le mystère de la rue Pierre-Nicole restera-t-il entier? Pas vraiment. Quelques simples recherches permettent de dater le moment où l'on a commencé à situer la pseudo-cathédrale de saint Denis à Notre-Dame-des-Champs. La *Description de Paris sous Charles V* écrite au XIV^e siècle par Raoul de Presle, reste à notre connaissance la source la plus ancienne affirmant que saint Denis a fondé à Paris non pas une église, mais trois. Saint-Benoît, Saint-Étienne-des-Grecs et Notre-Dame-des-Champs. S'il place bien dans cette dernière la capture du saint, à aucun moment Raoul de Presle n'emploie le terme de cathédrale à son propos**. La localisation de la cathédrale supposée fera d'ailleurs débat jusqu'au XIX^e siècle entre les érudits. L'abbé Le Beuf, au XVIII^e siècle, remettra en cause les affirmations de Raoul de Presle. C'est que l'emplacement des lieux sacrés pouvait obéir, au Moyen Âge et à l'époque moderne, à des rapports de forces entre groupes ecclésiastiques qui nous échappent aujourd'hui. En 1611, la découverte opportune d'une crypte sous un monastère bénédictin à Montmartre permet de revivifier le mythe du saint mis à mal par la Réforme. Les catholiques pensent avoir trouvé le lieu où saint Denis célébra sa dernière messe. Montmartre devient alors

* HAMON André-Jean-Marie, *Notre-Dame-de-France ou Histoire du culte de la sainte Vierge en France, depuis l'origine du christianisme jusqu'à nos jours*, volume I, H. Plon, Paris, 1861, p. 59-63.

** « Ce monseigneur saint Denis fonda a Paris III esglises [...] la tierce. Notre Dame des Champs, en laquele église il demouroit, et y fu prins. » Voir LEROUX DE LICY Antoine (éd.), TISSERAND Lazare-Maurice (éd.), *Paris et ses historiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Imprimerie impériale, Paris, 1867, p. 114.

le lieu dionysien par excellence, bien plus que Notre-Dame-Des-Champs ou Saint-Étienne-des-Grecs*.

Cette série de contre-vérités n'est pas seulement révélatrice de la méthode de Lorant Deutsch. Elle a aussi un effet dans le champ politique. Sur le site de Projet apache (le versant parisien des identitaires, un groupe d'extrême droite qui, se réclamant de Charles Martel, a investi le 20 octobre 2012 la mosquée de Poitiers**), un certain Cyriaque a écrit un article daté du 16 août 2010 qui a attiré notre attention. Il est tout d'abord particulièrement dithyrambique à l'égard de *Métronome* :

Ce qui interpelle surtout, c'est que Lorant Deutsch a fait – partiellement du moins – ce que nous, identitaires parisiens, appelons à faire. Fasciné, comme tant d'entre nous, par les lumières, par les quartiers, par l'agitation romantique de Paris, il a décidé d'aller plus loin***.

En effet, pour Cyriaque, l'histoire et la tradition (il confond les deux) sont armes de lutte contre « le métissage obligatoire et la consommation de masse ». C'est en ce sens qu'il cite l'exemple de la (pseudo-)cathédrale enfouie de saint Denis.

Saviez-vous par exemple, que ce qui reste de la première « cathédrale » de Paris (celle où le futur saint-Denis

* Les transformations de la légende de saint Denis à l'époque moderne ont été étudiées par LE GALL Jean-Marie, *Le Mythe de saint Denis : entre Renaissance et Révolution*, Champ Vallon, Seyssel, 2007. Voir notamment p. 60-62 et 483-492.

** Voir BLANC William et NAUDIN Christophe, *Charles Martel et la bataille de Poitiers. De l'histoire au mythe identitaire*, Libertalia, 2015.

*** « Légèreté estivale », projet-apache.com, 16 août 2010.

[sic] prêchait clandestinement au III^e siècle), et donc le premier témoignage du Paris chrétien, est lamentablement enfoui sous un immeuble des années 1960 de la rue Pierre-Nicole (vers le boulevard Saint-Michel)... un endroit aujourd'hui inaccessible aux curieux alors qu'il était encore indiqué dans les guides touristiques du début du XX^e siècle ! Voilà bien la preuve de l'effacement progressif de ces « traces identitaires ».

Face à ces dérives encouragées par les affabulations de Lorànt Deutsch, l'historien, loin de reprendre des légendes pour les remettre au goût du jour, tente de comprendre ce qui a pu présider à leur formation. Au gré des conflits et des besoins, les récits et les lieux dionysiens ont évolué, tout comme ses liens avec la monarchie. Mais l'acteur préfère mépriser ses lecteurs en leur assénant un récit simpliste :

Saint Denis fit ainsi six kilomètres avec sa tête entre ses mains. Le lieu où il fut enterré est aujourd'hui la basilique Saint-Denis. [...] Au VII^e siècle, le roi Dagobert décida de fonder à cet endroit un monastère et de faire du mausolée du martyr un lieu de sépulture pour lui et sa famille. Saint-Denis devint ainsi la nécropole des rois de France.

Cela se passe comme ça chez *Métronome* (page 53). De saint Denis (III^e siècle) à Dagobert (VII^e siècle), puis de Dagobert jusqu'à Louis XVI, tout n'est qu'une vaste continuité.

Ce n'est pourtant pas le cas. Seule une minorité de rois mérovingiens furent enterrés sur les terres

du monastère*. *Idem* pour les Carolingiens. Le tombeau de Charlemagne se situe à Aix-la-Chapelle, en Allemagne actuelle. Pendant longtemps, l'abbaye de Fleury (Saint-Benoît-sur-Loire) et les moines cisterciens (à Royaumont notamment) seront de dangereux concurrents de Saint-Denis qui ne deviendra la nécropole royale unique qu'à partir des XII^e et XIII^e siècles, au prix de la construction de nouveaux gisants et de lourds réaménagements dans l'espace de l'église pour organiser une continuité des tombes (il y en aura au moins trois au Moyen Âge, sous les règnes de Louis IX, de Philippe le Bel et de Charles V). Il s'agissait de donner au descendant d'Hugues Capet une ascendance prestigieuse, en partie fabriquée**, pourvoyeuse d'une continuité que seule viendra rompre, aux yeux de Lorànt Deutsch, la Révolution française.

* DIERKENS Alain, PÉRIN Patrick, « Les *Sedes regiae* mérovingiennes entre Seine et Rhin », art. cit., p. 293.

** BEAUNE Colette, « Les sanctuaires royaux » dans NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, op. cit., notamment p. 626-636.

LORÀNT DEUTSCH, LA TERREUR DES RÉVOLUTIONS

On lui a coupé la tête, ça fait partie de l'histoire, à nous de vivre avec ça [...]. On n'a pas fait que couper la tête à notre roi, je pense qu'on a tourné le dos à beaucoup de nos racines [...].

Lorànt Deutsch, On n'est pas couché, 27 novembre 2010

Je le rappelle, il y a eu un million de morts [...] c'est un génocide qui peut se comparer, au niveau chiffre, même si l'histoire a horreur des amalgames et des anachronismes, au génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ça équivaudrait aujourd'hui, avec des populations comparables, à six millions de morts.

*Lorànt Deutsch à propos de la Vendée, L'Internaute,
28 octobre 2009*

*La Révolution [se] moque bien de la vérité historique.
Lorànt Deutsch, Métronome TV, épisode 2*

Lorànt Deutsch a-t-il un problème avec la Révolution? Lui qui prétend ne pas faire d'idéologie véhicule un discours très marqué sur cette période. Le comédien voit même dans le moment révolutionnaire « la fin de notre civilisation » et le moment « où on a coupé la tête à nos racines* ». Dans son chapitre sur la basilique de Saint-Denis, Lorànt Deutsch

* *Le Figaro TV magazine*, 5 novembre 2011.

relate une anecdote prenant place lors du sac de la nécropole des rois, en pleine Révolution :

Bientôt, un face-à-face anachronique mit en présence l'incorruptible Robespierre et le bon roi Henri IV [...]. Qu'était venu chercher l'instigateur de la terreur révolutionnaire dans cette rencontre défiant le temps? Soudain, mû par une impulsion irrésistible, Robespierre avança sa main vers la barbe du cadavre desséché et, d'un geste sec, en arracha deux poils. Avec application, il rangea ces reliques royales dans un petit portefeuille prestement enfoui dans le gousset de son habit*.

Cet extrait est éclairant à plus d'un titre : tout d'abord, l'anecdote est à ce point douteuse que même Jean Tulard, prétendu soutien du comédien, affirme que cette thèse est fantaisiste : « Certes, il imagine que Robespierre aurait tiré des poils de la barbe d'Henri IV... S'il s'agissait d'une thèse sous ma direction, je ne serais pas content. Mais il s'agit d'une promenade littéraire et subjective**... » « Littéraire et subjective »? Mais Deutsch n'affirme-t-il pas « Je n'invente rien*** »?

On est bien ici dans le « roman historique » avéré, et dans le manichéisme, avec d'un côté le Robespierre « instigateur de la terreur**** », et de l'autre la dépouille profanée du « bon » souverain. Deutsch se situe dans une historiographie tendant à faire de Robespierre un dirigeant totalitaire qui aurait décidé seul la Terreur.

* *Métronome*, p. 139-140.

** *Voici*, 19 juillet 2012.

*** *Le Parisien*, 10 juillet 2012.

**** *Métronome*, p. 139.

Ce discours est particulièrement présent depuis le bicentenaire de la Révolution, pendant lequel les royalistes ont fait un lien entre la Terreur et les totalitarismes du xx^e siècle, et entre la Shoah et un prétendu génocide vendéen*.

VIOLENCES DU PEUPLE,
MENSONGES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans *Métronome*, la Révolution est traitée principalement par le biais de la prise de la Bastille. Le sous-titre du chapitre Bastille, « La colère du faubourg », plante le décor. Le comédien rappelle, sans l'expliquer vraiment, la haine du peuple pour la célèbre prison, qui date de bien avant 1789 : « [La Bastille] n'a pas attendu 1789 pour catalyser les haines populaires, les oppositions bourgeoises et les ambitions princières. » Notons le découpage social entre bourgeois, princes et peuple : les premiers s'opposent – ils sont raisonnables –, les seconds ont des ambitions, alors que le peuple se contente de haïr. On ignore d'ailleurs pourquoi. Le peuple est ingrat, jamais content : « Dans les rues où se profilait l'ombre des hauts murs gris de la prison vivait une foule d'artisans toujours prête à exprimer son mécontentement », ou encore : « Cette population misérable, qui appartient au paysage quotidien du faubourg tout en venant de l'extérieur, se montre toujours prompte à exprimer sa colère**. »

* Sur Robespierre « dictateur », lire MAZEAU Guillaume, « Robespierre dictateur ? », dans BIARD Michel (dir.), BOURDIN Philippe (dir.), *Robespierre : portraits croisés*, A. Colin, Paris, 2012.

** Pour toutes ces citations, voir *Métronome*, p. 323-327.

Dans le même extrait, Lorant Deutsch évoque des « harangères », reprenant à son compte, et sans le recul critique nécessaire, des stéréotypes sur ces femmes violentes et vulgaires qui entraîneraient le peuple sur « la route dangereuse » de la révolte « pour une épidémie de trop, une mauvaise récolte ou une taxe additionnelle »... On retrouve cette façon de décrire ces gens dans l'épisode sur la moustache d'Henri IV : « Les quidams présents se déchaînèrent ensuite sur la dépouille. Une mégère souffleta le cadavre, un amateur de souvenirs arracha deux dents qu'il emporta*... » Le peuple est irrationnel, dépourvu d'une pensée politique.

Un traitement identique est réservé à deux épisodes fameux de la Révolution : l'affaire Réveillon et la prise de la Bastille. Pour cette dernière, là encore, Lorant Deutsch reprend tous les stéréotypes du XVIII^e siècle sur le peuple**, en opposant des assiégeants haineux et le chef de la garnison, le marquis de Launay, qui « ne perd pas la tête et reste obstiné » pour que « force reste à la loi » pendant qu'un « groupe d'enragés s'en prend aux chaînes du pont-levis ». À l'opposé, le peuple – réduit à une « multitude », une « houle », une « vague humaine », ou une « foule massée, nerveuse et menaçante » –, « [marqué par] la haine et les ressentiments », le décapite au couteau. Lorant Deutsch donne à penser qu'il trouve exagérée cette haine populaire contre la Bastille, puisqu'il utilise le terme « bastion de la tyrannie » avec des guillemets***, comme pour

* *Ibid.*, p. 140.

** Lire à ce sujet COHEN Déborah, *La Nature du peuple : les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XX^e siècles)*, Champ Vallon, Seyssel, 2010.

*** Pour toutes ces citations, voir *Métronome* p. 331-333.

relativiser le symbole pourtant bien réel que la prison royale représentait alors pour la population parisienne*.

Si le peuple en prend pour son grade, que dire plus largement des révolutionnaires? C'est particulièrement flagrant dans *Métronome TV*, où le vocabulaire utilisé et plus encore la musique, aux effets dramatiques appuyés, sont éloquents.

Lorant Deutsch, obsédé par cette violence révolutionnaire, l'évoque dès le premier volet, pourtant consacré aux événements se déroulant de 52 avant notre ère jusqu'à 511 et la mort de Clovis! Il parle des révolutionnaires « nouveaux persécuteurs », ou de la « fureur révolutionnaire ». Dans l'épisode 2, il emploie le terme « brutalité révolutionnaire » pour un exemple précis, qui résume parfaitement ce qu'il pense de la Révolution. Il accuse les révolutionnaires d'avoir sciemment stocké du salpêtre dans l'église Saint-Germain, non pas uniquement pour en faire un dépôt de munitions, mais avec « une volonté réfléchie de faire pourrir de l'intérieur le fondement des édifices religieux** »! Fidèle à sa méthode, il ne cite aucune source pour prouver cette grave accusation. Plus loin, il accuse les révolutionnaires d'être à l'origine de l'anecdote de la culotte de Dagobert, et il n'hésite pas à en faire des menteurs : « La Révolution, qui se moque bien de la vérité historique, a produit cette rengaine pour railler les rois et les saints***. » Probablement la monarchie

* Lire BOCHER Héloïse, *Démolir la Bastille : l'édification d'un lieu de mémoire*, Vendémiaire, Paris, 2012.

** On notera que dans la version télévisée, Deutsch emploie l'interrogation, alors que dans son livre, il est affirmatif, p. 118.

*** *Métronome TV*, épisode 2.

absolue était-elle, à l'inverse, un modèle de probité, soucieuse de vérité. Il ne s'agit pas de nier qu'il y ait eu des manipulations et des mensonges du côté des révolutionnaires, mais on serait en droit d'attendre d'un documentaire se voulant historique un minimum d'explications sur les motivations des révolutionnaires. Lorant Deutsch, lui, choisit d'uniquement condamner, dans la caricature, voire la contre-vérité.

Selon l'acteur, la Révolution aurait été une destructrice du patrimoine, ce fameux patrimoine que l'histoire (et avec elle l'historien et le professeur) doit honorer et transmettre. Les monarques français auraient volontairement marqué une continuité par le biais des monuments ou de la nécropole de Saint-Denis, dont « les tombeaux ont été profanés à la Révolution* », alors qu'ils avaient été « construits pour célébrer la grandeur de la monarchie, et surtout de la France** ». Le problème est que la notion même de patrimoine (national) n'existe pas sous l'Ancien Régime, ou du moins sous la forme que nous lui connaissons actuellement ! C'est même sous la Révolution, en 1795, qu'est créé le premier musée des Monuments français, par Alexandre Lenoir***. Loin encore du recul critique nécessaire à quiconque prétend faire de l'histoire, Lorant Deutsch n'essaie à aucun moment de contextualiser les destructions bien réelles causées par les révolutionnaires, comme si la destruction et la violence étaient consubstantielles

* *Métronome*, p. 138.

** *Métronome TV*, épisode 2.

*** Lire MAZEAU Guillaume, « La Terreur, laboratoire de la modernité » dans COLLECTIF, *Pour quoi faire la Révolution*, Agone-CVUH, Marseille, 2012.

à la Révolution*. De plus, il oublie que les révolutionnaires n'étaient pas tous d'accord, notamment sur ces destructions, à l'image du député Dussaulx, qui demande à l'Assemblée nationale le 22 août 1792 que les portes Saint-Denis et Saint-Martin ne soient pas détruites. La Convention, quant à elle, décide le 24 octobre 1793 d'interdire la destruction des objets d'art, même religieux. Pourquoi Lorànt Deutsch ne le mentionne-t-il pas? Parce qu'il veut réduire la Révolution à un long tunnel de violence, régressif et portant atteinte à la grandeur de la France, qu'il assimile à la royauté. En effet, la mort de Louis XVI marque « la fin de notre civilisation », et depuis nous vivons dans des « paradis artificiels** ».

LE PARISIANOCENTRISME DE LORÀNT DEUTSCH

L'une des caractéristiques du travail de Lorànt Deutsch est également sa volonté de faire de Paris le centre de l'histoire de France, et ce bien au-delà des événements de la Révolution.

Dès l'introduction du *Métronome*, il revendique haut et fort son amour de la capitale, lui le provincial de la Sarthe, arrivé à Paris à l'âge de 15 ans. Il voit en Paris « une sorte de livre ouvert*** ». Si l'on peut partager sa fascination pour la ville, doit-on le suivre quand il en fait le centre de la Révolution, et plus largement

* En cela, il se rapproche des thèses de François Furet, qui voyait dans la Révolution les prémices des totalitarismes, notamment communiste, du xx^e siècle.

** *Le Figaro TV magazine*, 5 mars 2011.

*** *Métronome*, p. 9.

de l'histoire de France? Il va même jusqu'à en faire la capitale de l'empire romain*!

Dans un entretien avec Olivier Bailly pour *Le Nouvel Observateur*, Lorànt Deutsch explique pourtant bien que réduire l'histoire de France à celle de Paris est une posture : « Je vais m'attirer l'ire de ceux qui ont une histoire un peu plus ancienne que celle de Paris**. » Dans un grand exercice téléologique, il n'hésite pas toutefois à marquer les débuts de la France «hexagonale» par la conquête de Lutèce par César : « Ce que j'ai surtout voulu rappeler c'est que l'homogénéité hexagonale naît avec Jules César et avec la conquête de Paris, en -52***. » Le terme «homogénéité» est fondamental, car Lorànt Deutsch construit toute sa réflexion historique sur une continuité (évidemment fantasmée) de la France, partant de la conquête romaine et allant jusqu'à nos jours. Mais plus encore que César, c'est Clovis et surtout Philippe Auguste**** qui, selon lui, font de Paris le centre de l'histoire de France, avec comme symbole le Louvre.

Mais même en se limitant à la Révolution, la perspective parisienne ne peut que donner une explication approximative et fautive de l'événement. Pour lui, trois raisons auraient présidé à son déclenchement : tout d'abord, l'affaire Réveillon, dans laquelle il oublie d'évoquer le nombre de morts (plus de 300) et la justice expéditive typique de l'Ancien Régime; ensuite, des rumeurs : « On dit qu'un complot se prépare, un complot

* *Métronome TV*, épisode 1. Il est plus nuancé dans la version livre.

** *Le Nouvel Observateur*, 3 décembre 2009.

*** *Ibid.*

**** *Métronome*, p. 211-228.

contre qui? Contre quoi? On dit que des troupes se regroupent autour de Paris pour rétablir l'ordre. On dit que les récoltes ont été mauvaises et que la disette menace... »; et enfin le marquis de Sade, qui aurait crié depuis sa geôle le 2 juillet : « On égorge, on assassine les prisonniers de la Bastille! Bonnes gens, venez à notre secours* . » Ces explications triviales et simplistes ne le choquent nullement, il est vrai qu'elles correspondent à sa vision d'un peuple plutôt limité intellectuellement, et surtout violent, prompt à l'agitation inconsidérée, malgré certains aspects folkloriques sympathiques. Pour comprendre la Révolution, il est nécessaire de remonter à une période antérieure et de considérer des facteurs plus larges, parmi lesquels on peut citer, sans prétendre être exhaustif : la banqueroute de l'État royal, qui oblige le roi à convoquer les États généraux; la famine de l'été 1788 ; la journée des Tuiles de Grenoble (toujours en 1788); les 30 000 soldats encerclant Paris sur ordre de Louis XVI à partir du 26 juin 1789 (ce ne sont donc pas des « rumeurs »); le tout révélant une société bloquée, dont la crise se traduit par la remise en cause des privilèges de l'Église et de la noblesse**. Tout ça n'intéresse pas Lorant Deutsch, semble-t-il. Peut-être parce que ce n'est pas assez parisianocentré, ou peut-être parce qu'il veut réduire la Révolution au caprice violent d'un peuple qui n'aurait pas compris les bienfaits de la monarchie? Son point de vue sur la Révolution est particulièrement bien résumé ici : « [L'un de mes rois préférés] est Louis XVI,

* *Ibid.*, p 330-331.

** Pour une histoire globale de la Révolution, on peut conseiller MARTIN Jean-Clément, *Nouvelle Histoire de la Révolution française*, Perrin, Paris, 2012.

victime d'une Révolution qui nous a coûté cher. La Terreur a enfanté des fascismes et des régimes rognant les ailes de la liberté au nom de l'égalité* . »

UNE ADHÉSION À LA THÉORIE DU GÉNOCIDE VENDÉEN

Sortons un peu de Paris, mais restons dans la Révolution. Dans une interview sous forme de chat pour Linternaute, Lorant Deutsch évoque un scénario qu'il est à ce moment-là en train d'écrire sur la chouannerie :

Je suis un chouan de l'Ouest [...]. Je prépare un scénario sur la chouannerie. Pour réhabiliter, montrer que les chouans c'étaient pas des petits arriérés qui voulaient le retour du roi, le retour des privilèges ou retourner au temps de la féodalité. Les chouans, c'est des gens qui se sont fait voler leurs terres, leurs souvenirs, leur mémoire [...]. Ne flétrissons pas la mémoire d'un peuple qui a beaucoup souffert. Car je le rappelle, il y a eu un million de morts [...]. C'est un génocide qui peut se comparer, au niveau chiffres, même si l'histoire a horreur des amalgames et des anachronismes, au génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ça équivaldrait aujourd'hui, avec des populations comparables, à six millions de morts**.

Dans le magazine *Détours en France* d'avril 2012, il va plus loin encore :

* *Le Figaro Magazine*, 24 décembre 2009.

**internaute.com, 28 octobre 2009. La différence entre Vendéens et chouans est d'abord géographique. Mais il est courant qu'ils soient regroupés sous l'unique terme de «Vendéens» pour la guerre de Vendée.

Le gouvernement français vient de légiférer sur le génocide arménien. C'est une erreur! [...] Faisons, à mon sens, d'abord notre travail de mémoire : reconnaissons le génocide vendéen, même deux siècles plus tard.

L'acteur exprime ainsi son soutien à la proposition de loi déposée un mois plutôt par plusieurs députés UMP*.

Au-delà du chiffre fantasque qu'il emploie pour le nombre de morts**, le comédien adopte ici le discours d'historiens et de polémistes défendant la thèse d'un génocide vendéen décidé à Paris, par le Comité de salut public, et principalement par Robespierre. Le plus connu de ces historiens est sans conteste Reynald Secher, proche de l'extrême droite, qui emploie non seulement le terme «génocide», mais également «mémoricide***», comme Deutsch quand il évoque une mémoire volée ou flétrie, et sa volonté affichée de réhabilitation. Le comédien se place ainsi dans une historiographie nettement marquée idéologiquement, royaliste et même contre-révolutionnaire, la thèse du génocide servant le plus souvent à ses défenseurs à jeter un voile noir sur la I^{re} République, voire la Révolution dans son entier, le parallèle entre les massacres perpétrés par les révolutionnaires dans l'Ouest et le génocide juif assimilant

* Proposition de loi n° 4441 du 6 mars 2012. Une précédente proposition avait été déposée en février 2007. Pour les propos de Lorant Deutsch, voir *Détours en France*, HS 19, mars 2012, p. 14.

** Un million de morts représenterait plus que la population totale des régions touchées par les guerres de Vendée, estimée à 800 000 personnes environ.

*** Lire SECHER Reynald, *La Vendée-Vengé : le génocide franco-français*, PUF, Paris, 1986 et *Vendée, du génocide au mémoricide : mécanique d'un crime légal contre l'Humanité*, éditions du Cerf, Paris, 2011.

évidemment la Révolution au régime nazi. Une thèse douteuse fondée sur une comparaison incongrue, que balaient les historiens de la Révolution française. Si personne parmi eux ne nie la réalité des massacres, l'ancien directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF), Jean-Clément Martin, explique par exemple que le terme « génocide » ne peut leur être appliqué, car « il n'existe pas d'identité vendéenne avant la guerre de 1793. Cela n'a pas de sens d'affirmer que c'est contre une entité particulière (religieuse, sociale, raciale) que la Révolution s'est acharnée* ».

RELIGION ET LAÏCITÉ CHEZ LORÀNT DEUTSCH

L'un des aspects de la Révolution qui gêne beaucoup Lorànt Deutsch est le rapport des révolutionnaires à l'Église et à la religion. Nous avons cité plus haut sa tirade sur leur prétendue volonté de « faire pourrir de l'intérieur le fondement des édifices religieux » avec du salpêtre. La Révolution, c'est aussi la première loi de séparation entre l'Église et l'État**, et on verra plus loin ce qu'il pense de la laïcité.

Plus globalement, Lorànt Deutsch insiste sur les destructions d'églises et d'objets religieux, et les profanations, comme celle de la nécropole de saint Denis ou du tombeau de sainte Geneviève : « Le reliquaire

* Lire par exemple MARTIN Jean-Clément (dir.), *La Vendée et la Révolution : accepter la mémoire pour écrire l'histoire*, Perrin, Paris, 2007 et *La Machine à fantômes : relire l'histoire de la Révolution française*, Vendémiaire, Paris, 2012 ; lire également son entretien : « Ni génocide, ni mémoricide », *L'Histoire*, n° 377, juin 2012, p 52-61.

** Constitution de l'an III (1795).

fut hélas détruit en 1793 et les restes de Geneviève brûlés en place de Grève. Le sarcophage de pierre qui avait accueilli le corps de la sainte fut épargné par la fureur révolutionnaire*. » La version télévisée, une fois encore, condense bien cette fascination pour les saints. Fidèle à sa méthode, Lorant Deutsch mêle dans le même récit mythes, légendes et faits avérés autour de l'histoire des saints, qui sont au moins autant que les souverains les stars de son *Métronome*. Les principales vedettes, outre sainte Geneviève, sont saint Marcel, saint Martin, et évidemment saint Denis. Le comédien emploie régulièrement le « nous », ou des termes comme « notre dévotion », « notre saint** ». Il s'en explique : « Je me concentre sur les saints et les dieux parce que la religion est le creuset de notre identité***. »

Lorant Deutsch ne cache pas sa foi catholique, et il n'y a pas de raison qu'il le fasse. Le problème est quand il choisit de faire de la religion catholique l'une des racines principales de l'histoire de France. Une fois encore, l'entretien au *Nouvel Observateur* est révélateur :

[La religion catholique] a créé le premier tissu social, la première administration. Quand les Romains se sont effondrés, à partir du III^e siècle, et que Paris a dû prendre en main sa destinée, Paris issu de Rome et des Romains eux-mêmes convertis au christianisme, on peut affirmer que jusqu'en 700 c'est vraiment l'Église qui a tout fait, qui a constitué la ville. Les premiers corps constitués sont

* *Métronome*, p. 98.

** *Métronome TV*, épisode 1.

*** *Voici*, 19 juillet 2012.

religieux et ont une existence grâce à et par l'Église. La France est la fille aînée de l'Église avec Clovis. Après, il y a la renaissance religieuse avec Cluny aux IX^e-X^e siècles qui va mettre un terme à un Moyen Âge un peu obscur, on parlera même du haut Moyen Âge qui préfigurera, avant la guerre de Cent Ans, cette renaissance qui sera aussi religieuse. Tout ce qui a été au-delà du sensible, la connaissance, les progrès humains ont toujours été pris en charge et préservé par l'Église, par les monastères et les abbayes. L'Église a été le principal pouvoir. La Révolution a mis un terme pour un temps à un État lié avec l'Église et le pape. Dès qu'il y a un roi, il y a Dieu. Et un roi ce n'est que depuis 1789 qu'on n'en a plus. Même Napoléon a cédé devant l'importance de la religion. Un pays qui se passe de religion, un État laïc, c'est nouveau, ça ne date que de 1905. Et encore jusqu'en 1950 il y avait deux morales qui s'opposaient – celle du curé et celle de l'instituteur –, au sein de l'éducation, le pilier fondamental selon moi de l'identité d'un pays*.

Cette longue tirade, sans même parler des nombreuses erreurs et approximations historiques, recèle des trésors pour comprendre l'approche historico-religieuse de Lorant Deutsch. L'Église catholique apparaît comme étant à la fois la racine principale de l'histoire de France et le ciment entre les Français. Elle est de plus liée à la monarchie, par le biais de Clovis, comme l'indique la phrase : « Dès qu'il y a un roi, il y a Dieu. » La Révolution est une fracture nette, séparant l'État de l'Église, mais heureusement seulement « pour un temps », avant Napoléon et le Concordat. Cette vision

* *Le Nouvel Observateur*, 3 décembre 2009.

simpliste ne doit pas faire oublier que les relations entre les rois de France et l'Église n'ont pas toujours été au beau fixe, loin s'en faut. Les pouvoirs capétien et surtout valois se sont construits souvent contre celui des papes (pensons à Philippe IV le Bel). L'Église elle-même a connu des évolutions fortes. Celle du xv^e siècle, centralisée autour du souverain pontife, accueillant en son sein des ordres mendiants, n'a rien à voir avec celle du vi^e siècle où l'encadrement paroissial était quasiment nul. Et *quid* des autres religions ? Les Juifs furent nombreux dans le royaume jusqu'aux expulsions massives du xiv^e siècle. Quant au culte protestant, il s'est maintenu, malgré les répressions (notamment sous Louis XIV), depuis près de cinq cents ans.

Le passage le plus intéressant de l'interview reste son allusion aux « deux morales – celle du curé et celle de l'instituteur – au sein de l'éducation », qui bien entendu fait écho à la polémique lancée par les propos de Nicolas Sarkozy qui plaçait le premier au-dessus du second*. L'acteur et l'ancien président partagent le même point de vue sur la place de la religion dans l'histoire de France, puisque le second déclarait au Latran : « Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes**. » Plus intéressante encore est leur proximité sur la laïcité. Dans la tirade citée plus haut, Lorànt Deutsch confond – volontairement ? – laïcité et absence de religion. Il mêle le « pays » et « l'État », laissant accroire qu'un État laïque (et non « laïc ») prive le pays de la

* « L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », discours du Latran, 20 décembre 2007.

** *Ibid.*

religion. Or, au contraire, si le principe de laïcité fait en sorte que l'État n'impose pas de religion officielle, il garantit parallèlement la liberté de conscience et de culte. Ils font enfin un lien entre histoire, identité et religion. Pour Nicolas Sarkozy, « la laïcité ne saurait être la négation du passé. La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes », comme si « couper la France de ses racines » était le but de la laïcité. Et Lorànt Deutsch le rejoint : « C'est comme avec la religion, on essaie de faire triompher la laïcité, je ne sais pas ce que cela veut dire. Sans religion et sans foi, on se prive de quelque chose dont on va avoir besoin dans les années à venir. » La France serait donc par essence chrétienne, et il en tire les conséquences en affirmant qu'il « faut réintroduire la religion en France, il faut un concordat* ». Rétablir le concordat, c'est-à-dire mettre fin à la loi de 1905, qui fait de la France un État laïque. Là encore, l'acteur se sert de l'histoire pour appuyer une revendication politique. Pourtant, le même Lorànt Deutsch déclare : « Je n'ai jamais remis en cause la devise Liberté, Égalité, Fraternité. Ni la laïcité**. » Il n'est pas à une contradiction près.

EN FINIR AVEC LA COMMUNE

Ne cherchez pas la moindre allusion à la Commune de 1871 dans *Métronome TV*. La plus grande répression politique qu'ait connue Paris aux XIX^e et XX^e siècles (entre les combats et les exécutions sommaires, le nombre des

* *Le Figaro TV magazine*, 5 mars 2011.

** Staragora.com, 12 juillet 2012.

victimes communardes varie de 6500 à 20000 morts en une semaine, sans compter les déportations) est tout simplement passée à la trappe de l'histoire télévisuelle version Deutsch. Le livre est un peu plus disert (version texte ou illustré). Certes, on n'apprendra quasiment rien du siècle des barricades, qui verra Paris devenir un véritable champ de bataille politique et social. Oubliées les journées de juillet 1827. À peine évoquées, celles de juillet 1830. Effacés les combats de 1832, que raconta Hugo dans *Les Misérables*. L'acteur ne parle de février 1848 (pages 343-346) que pour l'expliquer par la famine et la colère d'un meneur qui menaçait un officier. En revanche, il ne dit pas un mot de la terrible répression des journées de Juin, où le parti de l'Ordre (dont est membre un certain Adolphe Thiers, nous en reparlerons) aidé par l'armée massacra plus de 3000 Parisiens et en déporta plus de 10000 en cinq jours, une véritable Semaine sanglante avant l'heure*.

Concernant la Commune, trop occupé à consacrer respectivement huit, treize et quinze pages aux mythes (et pas à l'histoire) de saint Denis, de sainte Geneviève et de Pépin le Bref, il ne l'évoque que dans un paragraphe (page 353) évidemment trop court pour que quiconque comprenne l'événement. Deutsch se contente d'invoquer comme seule et unique cause une « fureur populaire » venue d'on ne sait où, et des soldats rompant les rangs parce que « fatigués, démoralisés, déboussolés ». Les communards seraient donc de grands enfants un peu perdus et surtout manipulés. En effet, page 340

* GRIBAUDI Maurizio, RIOT-SARCEY Michèle, *1848 : la révolution oubliée*, La Découverte, Paris, 2009.

de *Métronome*, l'acteur nous explique que l'insurrection a été ordonnée (c'est le verbe employé) par l'Association internationale des travailleurs (AIT), organisation dont font partie à l'époque Marx et Bakounine. La Commune, réduite à un complot étranger ?

Ce genre de théories est classé dans le haut du Top 50 du discours contre-révolutionnaire. Dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* (publiées en 1797), l'abbé Augustin Barruel voyait déjà la Révolution française comme un complot maçonnique et juif fomenté par un Voltaire vu comme un agent de Frédéric II de Prusse, discours qui sera repris presque mot pour mot par les catholiques ultras à l'encontre des communards (d'autant que, cette fois, les Prussiens sont bel et bien là) en remplaçant simplement la maçonnerie par l'AIT. Eugène Hennebert (qui semble être la source majeure de Lorànt Deutsch sur le sujet) proclame ainsi :

L'insurrection de 1871 était le fruit d'une vaste conspiration, élaborée de longue main à la faveur de six mois de guerre. [...] L'Internationale, le garibaldisme, le mazzinisme, le fénianisme, se sont donné rendez-vous à Paris et l'on compte, parmi cette immense tourbe d'insurgés, des Américains, des Italiens, des Polonais, des Allemands [...]. Cette armée étrange et sinistre relève d'un chef suprême, personnage muet, qui demeure dans l'ombre*.

Il s'agit de disqualifier la Commune en tant que mouvement démocratique, populaire et essentiellement

* HENNEBERT Eugène, *La Guerre des Communeux*, Firmin Didot, Paris, 1871, p. 61-62.

parisien, et de faire oublier que les Versaillais bénéficiaient de la passivité complice des Prussiens. Car rien ne vient prouver ces affirmations, bien au contraire (Thiers lui-même n’y croyait pas). À la différence des jacobins, des blanquistes ou les républicains de gauche, l’AIT, trop affaiblie par la répression impériale, est très minoritaire dans le mouvement communaliste et reste dans l’expectative lors du déclenchement de l’insurrection du 18 mars. Elle ne s’investira que progressivement et avec prudence, avant que ses militants ne deviennent, il est vrai, des membres à part entière du mouvement*.

Lorànt Deutsch voit donc la Commune à travers les yeux d’une tradition réactionnaire qui s’étend de Flaubert et George Sand jusqu’à Jean Sévillia (pour qui la Commune s’explique par une surconsommation d’alcool) en passant par Sacha Guitry (qui fait de Thiers un héros dans *Si Paris m’était conté*), une longue liste de puissants qui a en commun le mépris, voire la détestation du mouvement communaliste, et le refus d’en comprendre les ressorts profonds**. Car, on ne peut comprendre la Commune sans les terribles percées haussmanniennes, premiers jalons d’une dépossession de la ville et de l’expulsion progressive vers les périphéries urbaines des habitants les plus modestes. Comme l’explique le baron Haussmann dans une lettre datée du 22 juin 1857 au duc de Persigny :

* Voir ROUGERIE Jacques, « Les sections françaises de l’AIT. Rapport français pour le colloque de 1964 : la Première Internationale » et « Jalons pour une histoire de la Commune de Paris », *International Review of Social History*, vol. XVII, 1972. Disponibles sur le site de l’auteur : commune-rougerie.fr. Voir également TOMBS Robert, « Les Versaillais et les étrangers », *Migrance*, n° 35, 2010.

** Voir LIDSKY Paul, *Les Écrivains contre la Commune*, La Découverte, Paris, 2010.

Il faudrait que tout le monde m'aidât, au lieu de s'entendre pour m'entraver dans l'ouverture de ces grandes artères stratégiques allant du centre à la conférence de Paris, qui refouleront peu à peu les ouvriers à l'extérieur pour les y disséminer et qui serviront aussi à les y suivre pour les contenir au besoin*.

On est loin du préfet humaniste présenté dans *Métronome* et dans la plupart des guides touristiques.

Accordons tout de même à Lorànt Deutsch la palme de l'inventivité. Non seulement il reprend des poncifs, mais il en crée d'autres. Ainsi, pour conclure le chapitre de *Métronome* consacré à la Bastille, il explique que :

À coups de canons tirés du haut de Montmartre, la Commune de 1871 tente de détruire cette colonne qui, pour ces républicains extrêmes, reste un symbole d'alliance entre un souverain et son peuple. La colonne reste debout et la république aussi. (p. 336)

Remarquons tout d'abord comment l'acteur glisse, dans deux phrases *a priori* anodines, son idéologie. Dans la première, la colonne de Juillet symbolise « l'alliance du souverain et de son peuple ». Dans la seconde, heureux de voir que les communards n'ont pas pu la détruire, il conclut en écrivant que « la république reste debout ». On l'aura compris, la république selon Lorànt Deutsch, c'est l'alliance entre un souverain et son peuple, un

* Citée dans PINON Pierre, *Atlas du Paris haussmannien : la ville en héritage du Second Empire à nos jours*, Parigramme, Paris, 2002, p. 93. Voir aussi ce livre essentiel : HARVEY David, *Paris, capitale de la modernité*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2012.

discours parfaitement cohérent dans la bouche de quelqu'un prônant le retour à une monarchie parlementaire, qui serait le juste contrepoint des républicains «extrêmes». La colonne de Juillet ne célèbre-t-elle pas, dans l'esprit de l'acteur, l'avènement de Louis-Philippe, roi de la dynastie des Orléans dont il est un fervent partisan? L'assemblée versaillaise n'était-elle pas à majorité monarchiste en 1871 (dont de nombreux orléanistes)?

Mais cette histoire de tir depuis Montmartre tient de la fable. Elle joue d'abord sur une confusion. Certes les communards ont bel et bien détruit une colonne, mais il s'agissait de celle de la place Vendôme, symbole du bonapartisme honni et plus généralement du militarisme. L'action n'a d'ailleurs été envisagée qu'à la suite des premiers bombardements versaillais. Quant à la colonne de Juillet, nous avons eu beau chercher, personne à part Lorànt Deutsch n'affirme que l'artillerie communarde de Montmartre ait tenté de la détruire. Louis Réau, dans un *Dictionnaire du vandalisme* peu suspect de sympathie à l'égard des fédérés, n'en dit pas un mot*. Éric Fournier, auteur d'une étude sur l'historiographie de la Commune, n'en parle pas non plus et disqualifie même la théorie de Lorànt Deutsch. Il avance pour cela un argument de poids. Montmartre est pris le 23 mai par l'armée de Versailles, alors que la place de la Bastille ne tombe que le 26 mai. Aussi, avant le 23 mai, l'artillerie fédérée pour détruire la colonne

* RÉAU Louis, *Histoire du vandalisme*, Robert Laffont, Paris, 1994. Voir notamment p. 804-806, dans le sous-chapitre « Ce qui a failli disparaître ». La colonne de Juillet n'est jamais citée.

de Juillet aurait tout simplement tiré sur ses propres lignes, dans un quartier populaire qui était largement acquis à la Commune*.

Mais, bien que confronté à l'évidence, Lorànt Deutsch persiste et signe, et prétend révéler ses sources :

On m'accuse aussi d'accabler les communards en ayant inventé la canonnade de la Bastille en 1870, poursuit Lorànt Deutsch. Une fois encore, je n'invente rien. Mes sources sont Eugène Hennebert et Lucien Le Chevalier qui ont écrit des livres d'après des témoignages directs sur les événements. Et qui rappellent précisément cette canonnade. Soit mes détracteurs ne connaissent pas ces auteurs, soit ils font exprès de ne pas les connaître**.

Dont acte et faisons donc connaissance avec ces deux auteurs versaillais, une enquête que n'importe qui peut mener de chez lui car leurs deux livres sont disponibles sur le site Gallica de la BNF. Lucien Le Chevalier ne parle jamais d'un tir d'artillerie venu de Montmartre sur la colonne de Juillet. Citons-le *in extenso* :

La colonne de Juillet a été atteinte par plusieurs obus : le socle est profondément écorné; de plus, le terrain sur lequel elle repose a dû être fortement ébranlé par l'incendie allumé sous la voûte du canal qu'elle domine. Le 24 mai, les fédérés avaient amené sous cette voûte de nombreuses barriques remplies de pétrole et quelques-unes chargées

* FOURNIER Éric, *La Commune n'est pas morte : les usages politiques du passé, de 1871 à nos jours*, Libertalia, Paris, 2013, p. 157-160.

** *Le Figaro*, 11 juillet 2012.

de poudre; les ouvertures furent bouchées et le feu mis à la dernière barrique; mais la fumée produite fut si épaisse que la flamme ne put se produire. Les matières brûlèrent sans flamber et il n'y eut pas d'explosion. Plusieurs fédérés périrent asphyxiés dans cette fournaise*.

Il est donc question d'une tentative d'incendie souterrain, sur laquelle nous reviendrons. Mais allons d'abord jeter un œil à la *Guerre des communeux de Paris* d'Eugène Hennebert (écrit juste après la Commune, en juin 1871). L'auteur y méprise ouvertement les communards et leurs symboles, parmi lesquels... la colonne de Juillet, dont il souhaite ni plus ni moins la disparition.

Malgré cet appel pressant et digne, l'affluence ne fut pas moins grande que les jours précédents sur la place de la Bastille. Plus que jamais, les couronnes jaunes et les drapeaux rouges pavoisèrent cette colonne de Juillet, dont la disparition serait moins regrettable que la chute du fût de la colonne Vendôme**.

Aussi, Hennebert ne cache pas que les troupes versaillaises aient tiré sur la Bastille le 24 mai depuis leurs positions du Panthéon :

D'autre part, le service de l'artillerie réorganisait Montmartre, et cette butte, qui commande si bien toute la ville, était armée de bouches à feu destinées à battre le dernier réduit des communeux. Vers sept heures et demie

* LE CHEVALIER Lucien, *La Commune, 1871*, A. Le Chevalier, Paris, 1871, p. 77.

** HENNEBERT Eugène, *La Guerre des Communeux*, *op. cit.*, p. 48.

du soir, la canonnade commença serrée, furieuse, incessante. Les batteries de Montmartre écrasèrent la Chapelle, La Villette, les Buttes-Chaumont ; celles du Panthéon couvraient d'obus les abords de la place de la Bastille*.

Jamais cet officier d'artillerie de l'armée de Versailles n'évoque de tentative de destruction de la colonne par l'artillerie communarde, pas plus qu'il ne parle de tentative d'incendie. Bref, Lorànt Deutsch affabule (encore) soit en invoquant des sources qu'il n'a pas lues, soit en modifiant leur contenu.

Mais testons jusqu'au bout son propos. Pour cela nous nous sommes rendus dans une des institutions enfantées par cette Révolution que déteste tant Lorànt Deutsch. Monastères, évêchés, seigneurs laïcs et évidemment monarchies, tous préféraient garder leurs archives synonymes, notamment, de conservation de leurs privilèges (l'exemple typique étant la liste établissant les corvées et les droits féodaux) plutôt que de les confier à l'État royal. La loi du 7 messidor An II (25 juin 1794) va changer la donne radicalement car elle organise la centralisation des fonds et stipule que « tout citoyen pourra demander dans tous les dépôts, aux jours et aux heures qui seront fixés, communication des pièces qu'ils renferment : elle leur sera donnée sans frais et sans déplacement, et avec les précautions convenables de surveillance ». Malgré des pertes, des déperditions et, de nos jours, des problèmes d'accès sur des questions sensibles, c'est cette loi qui a permis la création de fonds de sources dont les historiens font leur miel. Sans archives, pas d'histoire.

* *Ibid.*, p. 258.

Sur la Commune, les pièces que nous allons citer sont donc disponibles gratuitement à quiconque en fait la demande à condition de se rendre aux Archives nationales, à l'hôtel de Soubise, dans le 3^e arrondissement de Paris* où les archivistes vous communiquent les pièces demandées, généralement dans une boîte spécialement conçue. En ouvrir une, c'est un peu comme tester un vin en aveugle. On ne sait pas ce que l'on va y trouver, si la déception se trouvera au bout du chemin, mais les sensations sont là. Visuelle d'abord; rien n'est plus beau que de parcourir ces lignes d'écriture parfois soignée, à la plume, parfois brouillonne, au crayon, et de se dire que ceux qui les ont tracées ne sont plus. Olfactives ensuite, car l'odeur du vieux papier vous berce, un peu comme le café et la cigarette du matin. Tactile enfin; pour l'amateur d'histoire, rien n'est plus doux que le vieux papier, qui sent le grenier et la poussière délicate. Qu'on nous pardonne cette envolée lyrique, mais, n'en déplaise à M. Deutsch, l'histoire scientifique n'est pas dépourvue d'émotions et de plaisirs. Elle n'est pas qu'une affaire de concepts froids, mais au contraire une exploration vivante, pleine de surprises et de passions, que seul le contact des documents anciens peut procurer, une expérience unique et, encore une fois, accessible à tous les citoyens qui en font la demande.

Nous parlions des pièces. Le carton F 21 757 contient ainsi un rapport daté du 22 octobre 1871 envoyé au ministre des Travaux publics qui fait état des dégâts sur la colonne. Le fonctionnaire qui le

* Depuis le déménagement d'une partie du fonds, le document dont nous allons parler se trouve sur le site de Pierrefite-Stains.

rédige, quittant quelques brefs instants la langue froide de l'administration, s'indigne :

Les terribles événements, à la suite desquels plusieurs des édifices de la ville de Paris ont été incendiés et ravagés, m'impose [*sic*] la tâche pénible de vous rendre comte [*sic*] des désastres qu'a eus [*sic*] à subir le monument de Juillet; j'ai donc l'honneur d'adresser à votre Excellence le présent rapport qui indique aussi exactement que possible l'énumération des dégâts commis dans ce monument à la date du 24 mai dernier. Les dégâts proviennent de deux causes d'une source différente, l'une produite par l'attaque et la défense dont le centre d'action, dans cette partie de la ville, était fixé sur la colonne, l'autre par l'incendie.

Le ton montre que le rédacteur, s'il n'est pas forcément un Versaillais intransigeant, n'est pas pour autant favorable à la Commune. Et pourtant, le bref passage que nous citons suffit à battre en brèche l'affirmation mensongère de Lorànt Deutsch :

– tout d'abord, les dégâts datent du 24 mai. À ce moment-là, Montmartre est aux mains de l'armée versaillaise;

– ensuite, les dégâts d'artillerie sont dus aux combats, produits « par l'attaque et la défense ». L'auteur du rapport, deux pages plus loin, va même jusqu'à comptabiliser les trous d'obus. Il y en a 51, dont une majorité (27) a touché le piédestal de la colonne, ce qui indiquerait des tirs tendus à courte portée, certainement causés par les assaillants.

Reste que l'auteur du rapport parle clairement d'un incendie provoqué sciemment par les communards. Il explique ainsi qu'un « bateau de pétrole a été placé et enflammé sous la grande voute [*sic*] qui supporte le monument ». Une affirmation que vient étayer l'exercice 1872 des dépenses consenties pour les travaux de réfection de la colonne de Juillet. Sur le document apparaît bien une ligne budgétaire consacrée à « la reprise des arcs de rive de la grande voûte » (pour une somme de 13 750 francs). Il rejoindrait donc les affirmations de Lucien Le Chevalier. Sauf que les assertions d'un Paris miné font partie des lieux communs du discours versaillais et que Prosper-Olivier Lissagaray (auteur communard, précisons-le d'emblée) produit le témoignage de M. Belgrand, directeur du service de la voirie et maître d'œuvre de la modernisation des égouts sous Haussmann, qui réfutait l'idée selon laquelle des engins incendiaires aient été déposés dans les égouts*.

Qui a raison? Seule une fouille archéologique complète permettrait de trancher. En l'absence d'une pareille recherche, l'hypothèse de l'incendie reste sérieuse. Mais encore faut-il la remettre dans son contexte. Il s'agit pour les communards tout d'abord d'un acte de guerre. Éric Fournier a bien montré que la majorité des destructions des fédérés obéissaient à des considérations tactiques ou souveraines. Nombre d'entre eux, sentant la défaite et la répression venir, exprimeront la volonté de ne pas

*LISSAGARAY Prosper-Olivier, *L'Histoire de la Commune de 1871*, Dentu, Paris, 1896. Voir l'appendice XVII. Voir également FOURNIER Éric, *Paris en ruines : du Paris haussmannien au Paris communard*, Imago, Paris, 2007, p. 156 à 159.

laisser leur ville à la majorité monarchiste qui gouverne l'assemblée. Voilà pourquoi *Le Cri du peuple* (quotidien créé par Jules Vallès) annonce le 20 mai que « Paris a le droit de se faire sauter plutôt que de se rendre à de pareils monstres. Il a le droit de se faire Saragosse ou Moscou devant les bombardeurs pour sauver son honneur, mais ce droit n'appartient qu'à lui ». L'allusion à ces deux villes (qui ont été détruites par leur population face à l'avancée des troupes de Napoléon I^{er}) permet de dresser un parallèle entre elles et Paris qui, une soixantaine d'années plus tard, est victime dans l'esprit des communards du même militarisme bonapartiste. Appeler à les imiter sera un ultime acte de souveraineté, une dernière appropriation de cet espace que les travaux haussmanniens et la répression versaillaise vont leur voler en définitive*.

Loin d'exonérer les communards de quoi que ce soit, nous avons simplement voulu montrer ce que pouvait être le travail d'un historien. Confronter les sources, aller dans les archives, dépasser les légendes et surtout, surtout, ne pas en créer d'autres. Il ne s'agit pas non plus de se poser en procureur ou en défenseur de quiconque, pas non plus de « juger », mais d'explicitier les faits et de les expliquer. Tout l'inverse du propos de Lorànt Deutsch.

* *Ibid.*, p. 59 et suivantes.

DE LORÀNT DEUTSCH À PATRICK BUISSON

L'histoire de notre pays s'est arrêtée en 1793, à la mort de Louis XVI. Cet événement a marqué la fin de notre civilisation, on a coupé la tête à nos racines et depuis on les cherche.

Lorànt Deutsch, Le Figaro TV magazine, 5 mars 2011

Le XIX^e siècle vous éclaire sur le sens de l'histoire. [...] L'entre-deux-guerres aussi, qui est le dernier moment où s'affichent les idées. Depuis, elles vont toutes dans le même sens.

Lorànt Deutsch, Le Figaro TV magazine, 5 avril 2012

Lorànt Deutsch est royaliste. Fort bien, il est parfaitement libre de ses opinions. Mais cependant, le royalisme français, étant donné le contexte dans lequel il s'est développé, est en lui-même très spécifique, et être royaliste en France implique souvent beaucoup plus que de vouloir qu'un roi gouverne le pays, plus qu'une simple idéalisation romanesque de la monarchie. Le royalisme français, outre ce qu'il doit à des personnages comme Joseph de Maistre ou Louis de Bonald, a surtout été fortement influencé par l'Action française (AF), mouvement qui s'est développé à la toute fin du XIX^e siècle*.

* Sur l'Action française, on pourra lire l'ouvrage de référence de WEBER Eugen, *L'Action française*, Stock, Paris, 1962 ou, pour des études plus récentes : PRÉVOTAT Jacques, *L'Action française*, PUF, Paris, 2004 et HUGUENIN François, *L'Action française*, Perrin, Paris, 2011.

D'abord nationaliste et s'opposant aux défenseurs de Dreyfus, l'Action française se rallie au royalisme en 1901, sous l'influence de Charles Maurras. Elle cherche alors à se renforcer en récupérant les royalistes qui, à la dérive depuis le tournant républicain de 1875, partagent en grande majorité son antisémitisme. Le royalisme de l'Action française plonge ses racines dans l'antisémitisme d'État et Louis Dimier, un militant, a pu écrire que « l'apologie du colonel Henry [auteur de faux documents qui ont accusé Dreyfus] fut son point de départ, son fondement, le signe auquel ses adhérents se reconnaissaient* ».

Cela est toujours clairement visible dans les mouvements royalistes actuels et ce même si de doux rêveurs, auxquels semble appartenir Deutsch, protestent que ce n'est pas leur cas**. De fait, ils acceptent, au nom du roi, de cohabiter avec ces antisémites, et ce n'est donc pas un hasard si, quand le *Métronome* a été attaqué, des groupes identitaires, nationalistes et antisémites ont immédiatement pris sa défense***.

D'autre part, il peut être également utile de rappeler qu'en se liant à l'Action française, le royalisme a également hérité de la tradition de violence portée par les Camelots du roi. À titre d'exemple, en 1909, Maurice Pujol, le chef des Camelots, n'a pas hésité à violenter Amédée Thalamas, professeur au lycée Condorcet,

* DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1926, p. 9.

** On pourra se référer à GAUTIER Jean-Paul, *La Restauration nationale : un mouvement royaliste sous la V^e République*, Syllepse, Paris, 2002, p. 155-161.

*** Voir notamment l'article « L'extrême droite monte au créneau pour soutenir Lorant Deutsch et son *Métronome* », lesinrocks.com, 11 juillet 2012.

qui exprimait des doutes sur les voix de Jeanne d'Arc. Après avoir expulsé Thalamas de sa chaire, Pujol a pris sa place pour rétablir la « vérité historique ». Aussi, quand Deutsch professe que « l'idéologie ne doit pas être détruite au profit du fait scientifique [...], si on peut tendre vers le fait scientifique, tant mieux, surtout si ça accrédite ma chapelle, et ce que je pense, mon éclairage de l'histoire », jusqu'où est-il vraiment prêt à aller pour faire vaincre l'idéologie* ?

Si Lorant Deutsch se réclame d'un royalisme « de gauche » (inspiré par la Nouvelle Action française), c'est avant tout l'usage biaisé de l'histoire que son royalisme lui inspire qui nous intéresse. Quand il parle de la monarchie, plus rien ne retient l'acteur, il est totalement happé, et son rapport à ce régime est véritablement passionnel. La basilique de Saint-Denis et ses « mausolées construits par les hommes pour célébrer, à travers les siècles, la grandeur de la monarchie » est pour lui « le lieu le plus symbolique de l'histoire** ». Avec cela, il perd tout sens commun et n'est pas à court de formules maladroitement. Ainsi, il affirme qu'en 1793 « on a coupé la tête à nos racines et [que] depuis, on les cherche*** ». Si la mort de Louis XVI a inspiré nombre de jeux de mots peu subtils, celui-ci est d'autant plus déroutant qu'il est à prendre au premier degré. Certes, la monarchie que présente *Métronome* semble surtout propre à faire rêver

* *Les Affranchis*, France Inter, 18 avril 2012.

** *Métronome*, p. 138-139.

*** *Le Figaro TV magazine*, 5 novembre 2011. Il est probable que Lorant Deutsch ait voulu s'essayer à une paraphrase malhabile de la citation d'Ernest Renan : « Le jour où la France coupa la tête à son roi, elle commit un suicide », RENAN Ernest, *La Réforme intellectuelle et morale*, M. Lévy frères, Paris, 1871, p. 8.

les midinettes, fidèles lectrices de *Point de vue : images du monde*. Pour lui, la population parisienne médiévale se serait sentie « bien supérieure à celle des autres villes du royaume » parce qu'elle avait « l'habitude de croiser sur le sol boueux des rues le roi Clotaire, la reine Bertrude et leur fils le prince Dagobert* ».

IDÉALISER LA MONARCHIE

Rien ne manque pour tenter de rendre sa passion communicative et Deutsch reprend à son compte une pratique courante des milieux royalistes qui cherchent à rendre la monarchie désirable en la parant de toutes les vertus et en la faisant apparaître comme un âge d'or. Pour ce faire, tous les moyens sont bons, et l'investissement du Web est l'un des plus prisés des groupuscules royalistes d'aujourd'hui.

Fédérant les internautes monarchistes, la liste de diffusion *Vexilla regis, la conjuration des cyber-chouans* fait aussi figure de pépinière pour les initiatives destinées à conquérir le public. En cela, les royalistes se fondent souvent dans la nébuleuse des sites Internet d'extrême droite. Quand certains membres lancent l'agence de presse Novopress pour « réinformer » les esprits à la sauce identitaire, d'autres investissent les grands sites de vidéos en ligne pour diffuser de pseudo-documentaires au ton conspirationniste. Assez classiquement, ils prétendent exposer la « véritable histoire » face à une « histoire officielle », mais le ton grandiloquent sur lequel on y explique que l'Ancien Régime était une

* *Métronome*, p. 124.

merveille d'harmonie, grâce au « souci constant de la justice sociale » de ses rois, fait moins recette que le *Métronome TV* et son présentateur au visage familier*. Bien entendu, on ne jugera jamais nécessaire d'expliquer que cette justice sociale, prétendument avant-gardiste, proscrivait les grèves, et que, lorsqu'elles se produisaient, celles-ci étaient durement réprimées en tant que troubles à l'ordre public, les meneurs étant souvent condamnés à mort, comme dans le cas de la grève de Lyon en 1744**. L'Ancien Régime, pas plus qu'un autre régime, n'a été fait d'ordre et d'harmonie***.

Deutsch illustre parfaitement cette tendance dans sa présentation du sac de la manufacture Réveillon en avril 1789 – une manufacture de papiers peints située dans le faubourg Saint-Antoine – qui devient avec lui une émeute quasiment sans fondement, produit d'une « population misérable » et « toujours prompte à exprimer sa colère » contre un « bon Réveillon [...] qui se montre plutôt généreux envers ses trois cent cinquante ouvriers**** ». Sans fondement, cette révolte ? Deutsch l'écrit pourtant lui-même : Réveillon ne proposait rien de moins que de baisser les salaires. Alors certes, il avait payé ses ouvriers au chômage pendant l'hiver 1788, une pratique rare, et la baisse du salaire

* Voir www.dailymotion.com/video/xm34oj_la-republique-a-menti_news.

** Sur ces questions, on pourra lire FLAMMERMONT Jules, *Mémoire sur les grèves et les coalitions ouvrières à la fin de l'Ancien Régime*, Imprimerie nationale, Paris, 1895 et BONNASSIEUX Pierre, *La Question des grèves sous l'Ancien Régime : la grève de Lyon en 1744*, Berger-Levrault, Paris, 1882.

*** Jean Nicolas a répertorié 8 528 révoltes en France entre 1661 et 1789, *La Rébellion française, mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Seuil, Paris, 2002.

**** *Métronome*, p. 327-328.

était censée s'accompagner d'une baisse des prix, dont celui du pain, mais quelle garantie pouvait être apportée concernant cette baisse des prix*? D'autre part, Réveillon était le deuxième employeur du faubourg Saint-Antoine, ce qui signifie que plusieurs membres d'une même famille pouvaient travailler pour lui et donc subir cette baisse. Ceci est d'autant plus probable qu'il employait une centaine d'enfants entre 8 et 12 ans, dont une partie était possiblement ceux de ses employés**.

Pour faire primer cette vision idéalisée de la monarchie, le royalisme est conduit à offrir une vision biaisée de l'histoire. En effet, s'il s'agissait d'un régime parfait, comment expliquer que la Révolution soit survenue? Pour ce faire, les royalistes ont souvent rejeté la faute sur Louis XVI; trop faible, trop influençable, il aurait laissé trop de marges aux factieux qui ont emporté la monarchie***. Aussi, préférant oublier ce roi, ils mettent l'accent sur la continuité de la France éternelle qui, malgré la Révolution, devrait être retrouvée pour enfin revenir à l'harmonie. Pour cela, l'histoire de France construite par la monarchie est présentée comme une suite cohérente tendant toujours vers le même but : un État central et unifié. Ainsi, le manifeste présenté sur le site Web de l'Action française

* CONCHON Anne, *Le XVIII^e siècle*, Hachette Supérieur, Paris, 2007, p. 220.

** THILLAY A., *Le Faubourg Saint-Antoine et ses « faux ouvriers » : la liberté du travail à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Champ Vallon, Seyssel, 2002, p. 158.

*** Maurras lui reproche notamment d'avoir été trop pétri de « philosophie », voir MAURRAS Charles, *L'Avenir de l'intelligence, L'Âge d'homme*, Paris, 2002, p. 27-28. Pour Jacques Bainville, « né gauche, engoncé, Louis XVI a surtout été maladroit ». Voir DECHERF Dominique, *Bainville, l'intelligence de l'histoire*, Bartillat, Paris, 2000, p. 373-374.

explique que « la France est le fruit de la politique capétienne, poursuivie pendant plus de huit siècles* ».

Symbole des accomplissements de la monarchie, le patrimoine est exalté à tout bout de champ, car il serait le signe de cette continuité, de ce souci qu'auraient eu les rois de nous léguer leurs œuvres successives comme un héritage. Deutsch explique :

Nous sommes les héritiers d'un merveilleux pays que les rois de France et leurs successeurs ont fabriqué peu à peu et que nous avons le devoir de protéger... On ne se rend pas compte à quel point la France sous la monarchie d'Ancien Régime a été un miracle de cohésion : c'étaient des gens tellement différents et qui auraient dû s'opposer ! Pourtant ils ont pu vivre ensemble sous l'égide d'un roi**.

À l'opposé, la Révolution, de même qu'elle apparaît comme une force de destruction de l'harmonie originelle, voudrait effacer, en le détruisant, ce patrimoine légué par les rois. Or, encore une fois, il s'agit là d'une vision biaisée de l'histoire. Dans les faits, la notion de patrimoine n'avait pas lieu d'être sous l'Ancien Régime, du moins en tant que patrimoine national. On détruit sans scrupule les bâtiments devenus inutiles lorsqu'ils s'avèrent coûteux. Lorsant Deutsch l'écrit lui-même : c'est Louis XIV qui ordonne la destruction des remparts de Charles V***. D'Angiviller, directeur des Bâtiments

* Disponible sur actionfrancaise.net.

** Innovation-democratique.org, 29 juillet 2011.

*** *Métronome*, p. 312.

de Louis XVI, avait le projet de faire détruire nombre de châteaux qui grevaient le budget de son département tels que le château de Blois ou le château de Vincennes. S'il acceptait de sauver Chambord, ce n'était pas pour des raisons patrimoniales, mais parce que le château était idéalement situé pour servir de refuge à la famille royale en cas d'invasion étrangère*. Ce n'est que le temps et le coût inhérent à la destruction elle-même qui l'en a empêché. De la même manière, sans la Révolution, Versailles aurait entièrement changé de visage, effaçant toute trace du pavillon Louis XIII au profit d'une reconstruction entièrement néoclassique**. Une seule fois, le « respect religieux » dû au siècle de Louis XIV semble l'avoir arrêté et l'aurait conduit à demander la conservation de la façade et des proportions de l'observatoire***. Par conséquent, pour lui, si un bâtiment n'était pas en entier l'expression de cet esprit louis-quatorzien, il ne pouvait avoir nulle prétention à la « patrimonialisation », et le respect de ce qu'ont construit les ancêtres était pour le moins sélectif.

C'est en fait seulement au milieu du XVIII^e siècle que, sous l'influence d'un patriotisme croissant, les premiers projets de mise à disposition d'un « patrimoine » au public, à des fins éducatives, sont nés. Ce sont ces idées qui ont permis la naissance du musée du Louvre sous la Révolution. On nous opposera qu'il est cependant impossible de nier que les révolutionnaires ont eu à

* SILVESTRE DE SACY Jacques, *Le Comte d'Angiviller : dernier directeur général des Bâtiments du roi*, Plon, Paris, 1953, p. 173-175.

** *Ibid.*, p. 69-70.

*** *Ibid.*, p. 87.

cœur de détruire les symboles de l'Ancien Régime, qu'ils ont bûché sans relâche les fleurs de lys des monuments, qu'ils ont mis à bas les statues des rois. Sans doute y a-t-il eu des destructions, mais du fait même de l'intérêt que d'autres révolutionnaires ont porté à la préservation et à la mise à disposition d'un patrimoine national, la Révolution a construit notre idée moderne de patrimoine. Ainsi Alexandre Lenoir crée en 1795 le premier musée des Monuments français*. La question est donc bien plus complexe que ce que laissent entendre les extrapolations de Deutsch qui invente des révolutionnaires stockant délibérément du salpêtre dans l'église Saint-Germain aux fins de la faire pourrir de l'intérieur**.

UNE HISTOIRE « OFFICIELLE » ?

Et si le public est ignorant de cette monarchie harmonieuse préservant admirablement son patrimoine, c'est nécessairement parce qu'on lui aura substitué une histoire « officielle ». Mais que désigne cette histoire « officielle » ? L'histoire universitaire ne semble pas pouvoir correspondre à cette définition dans la mesure où elle s'affirme comme plurielle. La division des universités depuis mai 1968 a plus particulièrement contribué à mettre en avant des établissements dits de gauche et d'autres dits de droite. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y ait des histoires différentes

* Sur cette question, on pourra lire MAZEAU Guillaume, « La Terreur, laboratoire de la modernité », art. cit., ainsi que GUIFFREY Jules, *Le Vandalisme révolutionnaire, examen critique de quelques publications récentes relatives à l'histoire de la Révolution*, Paris, 1868.

** *Métronome*, p. 118.

et que le tout, comme le pense Deutsch, ne dépende que de l'idéologie de son auteur. Quelle que soit leur sensibilité politique, les universitaires se soumettent à la validation de leurs travaux par leurs pairs, par leur participation à des colloques et par des publications dans des revues à comité de lecture. Aussi, il n'y a pas deux blocs opposés falsifiant les faits pour qu'ils collent aux idéologies qu'ils défendent, il y a simplement des approches diverses : on ne portera pas le même regard sur les sources, on n'en accentuera pas les mêmes aspects, mais personne n'aurait l'idée d'aller leur faire raconter n'importe quoi.

Par conséquent, si l'histoire universitaire ne peut certainement pas être qualifiée d'histoire officielle, où faut-il aller trouver cette dernière? Peut-être plus probablement du côté de l'école. Les royalistes ont l'impression que le programme scolaire n'a pas changé depuis Lavisse et qu'il cherche toujours à imposer la république que s'imaginaient les hussards noirs. Malheureusement, c'est en grande partie vrai pour le programme de l'école primaire. Celui qui est entré en vigueur avec Jean-Pierre Chevènement en 1985 reprend dans ses grandes lignes celui de Lavisse. C'est ce que Vincent Chambarlhac appelle la «républicanisation» de l'histoire enseignée, car il consiste essentiellement à proposer un récit national centré sur l'idée républicaine, au service d'un apprentissage civique*. Dans le *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* du 2 mai 1985, le ministre s'exprimait

* CHAMBARLHAC Vincent, « Les prémisses d'une restauration? L'histoire enseignée saisie par le politique », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 16, janvier-avril 2012, disponible sur histoire-politique.fr.

ainsi : « En France, la république est inséparable de la nation et de la démocratie. L'amour des lois, qui est le fondement de toute république, est tout autant inséparable de l'amour de la patrie. Il est remarquable que le sentiment national français s'incarne dans des symboles républicains [...]. *La Marseillaise*, symbole de la patrie et de la république, est un élément indispensable de la formation du citoyen. Son texte et sa musique doivent être naturellement expliqués, appris et chantés par tous les jeunes Français. » Ces programmes ont d'abord enterré toute promotion d'un enseignement plus critique – ce qui, sur le fond, semblait être une aspiration commune à la droite et à la gauche –, mais dans la mesure où ils ont aussi précédé les cérémonies du bicentenaire de la Révolution, et y ont en quelque sorte présidé sur le plan scolaire, ils ont contribué à recristalliser les deux camps du temps de Lavisser : l'exaltation d'une histoire républicaine ne pouvant que mener, en retour, à la crispation d'un royalisme enfoui, souvent à regret, depuis le ralliement de l'Église à la république en 1892. Il est d'ailleurs significatif que Reynald Secher, et sa thèse d'État sur la Vendée sous la Révolution, soit devenu une sorte d'étendard de la cause royaliste au même moment et que, en 1987, la célébration du millénaire capétien ait permis une autre expression de la crispation réactionnaire.

De ce fait, les programmes Chevènement ont pu accréditer cette idée d'une histoire « officielle », même si, en l'occurrence, il ne s'agissait que de programmes scolaires qui ne sont d'ailleurs plus en usage depuis longtemps. Toujours est-il qu'ils ont contribué à véhiculer l'idée que l'enseignement de l'histoire, plus

particulièrement à l'école primaire, devait être mis au service d'une représentation spécifique de l'histoire et de la nation, et qu'il ne devait même être que cela*. En est également restée l'idée plus générale que l'histoire n'était pas une science, objet d'une recherche, mais un simple combat d'idées, ce que Deutsch a visiblement parfaitement intégré. Pour autant, qu'il s'agisse de sa version royaliste ou de sa version républicaine, le roman national n'a rien à voir avec l'histoire telle que la conçoivent les chercheurs ; aussi nous ne ferons l'apologie ni de l'un ni de l'autre.

L'HISTOIRE SELON PATRICK BUISSON

Mais revenons à cette conception de l'histoire en tant que combat d'idées. À ses amis de la Nouvelle Action royaliste, Lorant Deutsch confiait :

Je suis pris beaucoup plus au sérieux depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. La majorité d'entre nous restent convaincus que 1793 est le plus beau moment de la Révolution. Il est difficile de faire comprendre que [dans la période révolutionnaire] les décisions vraiment positives ont été prises sous l'égide d'un roi**.

Deutsch nous montre ici que sa conception de l'histoire comme un combat a trouvé quelque écho pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Il partage en effet ce point de vue avec celui qui fut l'un

* Voir la polémique autour de Dimitri Casali développée au chapitre VI.

** Innovation-democratique.org, 29 juillet 2011.

des plus proches conseillers de l'ancien président : Patrick Buisson. Tout droit venu de l'extrême droite, ancien directeur de *Minute*, Buisson est prêt à pousser le combat idéologique très loin*. Obsédé par les idées gramsciennes, il est persuadé qu'il faut les appliquer à la pensée réactionnaire en imposant une hégémonie culturelle des idées de droite**. À ce titre, il a notamment pris la tête de la chaîne Histoire en 2007 (dont le capital est possédé à 100 % par le groupe TF1).

Ces idées, quelles sont-elles? L'identité nationale (il est à l'origine du débat sur le sujet), l'exaltation de la colonisation, au nom de laquelle il fait financer des documentaires pour sa chaîne, la stigmatisation de l'immigration et de l'islam avec laquelle il a encouragé Nicolas Sarkozy à faire campagne en 2012***. Patrick Buisson, par son influence, a contribué à créer un climat qui a entre autres inspiré l'idée de la Maison de l'histoire de France (même s'il n'en est pas le premier instigateur), si critiquée pour son approche nationaliste****. Sous son influence et dans la continuité de ce projet, l'Élysée a encouragé le développement de fictions historiques centrées sur la glorification des grands hommes comme *Ce jour-là, tout a changé******. La

* Sur la pensée de Patrick Buisson, on peut recommander l'article de LOWENFELD Frédéric, « Le peuple substitué : la campagne néolégitimiste de Nicolas Sarkozy », nonfiction.fr, 27 mai 2012.

** LECLÈRE Thierry, « Patrick Buisson, conseiller très à droite du président », *Télérama*, 7 novembre 2009.

*** Voir *Le Canard enchaîné*, 5 septembre 2012.

**** Sur le sujet, on peut lire : BACKOUCHE Isabelle, DUCLERT Vincent, « Maison de l'histoire de France », enquête critique, Fondation Jean-Jaurès, Paris, 2012.

***** Trois épisodes ont été diffusés : *L'Assassinat d'Henri IV* de Jacques Malaterre, *L'Évasion de Louis XVI* d'Arnaud Ségnac, *L'Appel du 18 juin* de Félix Olivier.

série était produite par Boréales, une petite société de production qui a également produit un documentaire très complaisant sur Carla Bruni, *La Voie de Carla*, et qui avait confié la composition de la bande originale à Laurent Ferlet, le compositeur de la musique de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012. L'épisode sur Louis XVI a fait l'objet d'une pétition hostile émanant des milieux trotskistes*. Une critique plus historiquement informée et fondée sur une enquête auprès de l'équipe de réalisation a permis de nuancer les choses et de montrer notamment que l'ambition contre-révolutionnaire n'avait pas laissé l'équipe indifférente**. Le comédien principal avait par exemple demandé, en vain, la réécriture de passages particulièrement outrés du scénario comme l'épilogue dans lequel Louis XVI se retrouve presque être l'inventeur de la république. Aussi, de même que les grèves des employés des Archives nationales s'opposaient à la Maison de l'histoire de France, la généralisation des combats idéologiques de Patrick Buisson à la télévision était susceptible de se heurter au simple bon sens du monde des médias. Un autre comédien, lui, s'est au contraire senti en pleine harmonie avec ces positions : Lorànt Deutsch est allé jusqu'à travailler directement en collaboration avec Patrick Buisson pour donner naissance à un documentaire sur... Louis Ferdinand Céline***.

* « À propos de la projection du documentaire-fiction L'évasion de Louis XVI », collectif-smolny.org, 21 janvier 2009.

** Voir CHÉRY Aurore, « L'Évasion de Louis XVI, une leçon d'histoire paradoxale », *ihrf.univ-paris1.fr*, 2010.

*** *Paris Céline*, éditions Montparnasse, 2012.

RÉHABILITER LOUIS-FERDINAND CÉLINE

L'étude de ce documentaire, édité en DVD par les éditions Montparnasse, appelle un constat sans ambiguïté : la fable selon laquelle *Métronome* ne cacherait aucun arrière-plan politique ne tient plus. De même que la fiction d'une monarchie harmonieuse était valorisée par la dénonciation d'une histoire officielle, il s'agit, une fois de plus, de faire passer Céline pour une victime. Dès le début, le ton est donné, et pas uniquement à travers la petite gouaille célinienne qu'utilise Lorant Deutsch :

Regardez bien cette borne, c'est la seule trace dans tout Paris du passage d'un des plus grands romanciers du xx^e siècle. Et qu'est-ce qu'elle nous dit la borne? Eh bien pas grand-chose. On en apprend plus sur Alphonse Lemerre ou sur Jacques Offenbach. On nous dit simplement qu'il a passé ici au 67 et au 64 une partie de son enfance; plus sobre, y a pas. Relégué l'énergumène. Vous pouvez toujours gratter, y a rien, dans tout Paris : Montmartre, Clichy, Courbevoie, Meudon. Les politiques de tous bords, qui d'habitude sont jamais d'accord sur rien, là ils font l'union sacrée : pas la moindre plaque, pas la moindre inscription, même pas le plus petit hiéroglyphe, rien, zéro, nada. Tous d'accord, il faut planquer le monstre. Pas présentable qu'il est, mais alors pas du tout, super tricard le Ferdinand.

On notera que l'ostracisme dont souffrirait Céline est tout relatif puisqu'on le trouve très justement mentionné sur la pelle Starck du passage Choiseul, aux côtés d'Alphonse Lemerre et d'Offenbach.

D'autre part, bien qu'il semble subir un vaste complot de l'ensemble du monde politique pour enterrer sa mémoire, on ne saura jamais quelle est la raison invoquée à l'appui de ce discrédit. Céline dérangeait, un point c'est tout. Collaborateur? Mais enfin, tout le monde l'était! Dans le documentaire, l'Occupation est évoquée par des images d'archives sur fond de *Y'a d'la joie* et *Tout va très bien Madame la marquise*, le salut hitlérien y répond au poing levé des grèves de 1936 comme une suite logique. Le régime de Vichy l'affirmait déjà pour promouvoir la révolution nationale : le Front populaire a ruiné la France.

Antisémitisme, Céline? Si peu! La seule fois où le mot est prononcé, c'est pour parler de « *Bagatelle pour un massacre* : son grand délire antisémite », comme si l'antisémitisme n'était qu'une parenthèse dans la vie de Céline, un caprice évoqué au détour d'un seul livre, comme si l'antisémitisme ne hantait pas toute son œuvre, comme si *Les Beaux Draps*, qu'il écrit en 1941, en pleine Occupation, n'exprimait pas clairement son adhésion totale à l'idéologie nazie en la matière. Son départ pour l'Allemagne, alors que commence le Débarquement, passerait presque pour un séjour touristique tant il est emballé d'euphémismes. Or, si Céline est luxueusement hébergé à Baden-Baden, c'est bien, comme l'explique Frédéric Vitoux, son biographe, en tant que « réfugié politique » et par le ministère des Affaires étrangères du Reich*. Il rejoint ensuite Sigmaringen, qui accueille les autorités de Vichy

* VITOUX Frédéric, *La Vie de Céline*, Gallimard, Paris, 2005, p. 689.

en exil et la « franche collaboration* ». Mais, selon Buisson, aller en Allemagne, c'est bien normal avec « le nid de résistants » en dessous de chez lui qui veulent le « dézinguer ». Sans compter que les Alliés, c'est l'apocalypse : leur bombardement de la nuit du 21 avril 1944 met le feu au Montmartre de Céline ; « Montmartre a rendez-vous avec la fin du monde », rien que ça ! Deutsch poursuit : « Le bilan est terrible : 259 morts, 200 blessés, rien que dans le 18^e. » La propagande allemande n'aurait pas dit mieux qui qualifiait les Alliés d'« assassins cyniques » et qui les accusait d'être des destructeurs du patrimoine**... Quand on pense que le *Métronome* consacre trois lignes à l'Occupation contre une page et demie à la manifestation des ligues d'extrême droite le 6 février 1934, cela laisse songeur.

Mais qu'a fait Céline pour mériter ça ? Céline, ce médecin au grand cœur : « Céline, médecin des pauvres, ça n'est pas une légende », « À tous ses patients, Céline réserve le même accueil : disponible, gai, enjoué. Sa recette ? C'est hygiénisme et bienveillance ». Il n'hésite pas à s'installer à « Clichy la rouge », « une banlieue presque 100 % prolo » où il « va faire son premier voyage au bout de la misère humaine ». C'est qu'il est tellement généreux, ce Céline : on lui amène un résistant blessé, il le soigne sans discuter. Mais que n'a-t-on élevé une statue à un si grand homme ? Remercions Patrick Buisson de

* *Ibid.*, p. 719.

** Voir notamment l'article de CHADWICK Kay, « Radio Propaganda and Public Opinion under Endgame Vichy : The Impact of Philippe Henriot », *French History*, n° 25, 2011, p. 232-252.

rétablir la vérité par la voix de Lorànt Deutsch. Car outre le grand écrivain, voilà bien le Céline que nous présente Buisson : une préfiguration de l'abbé Pierre soignant ses patients nécessiteux gratuitement.

Céline apparaît comme la voix étouffée du peuple dans un monde où « tout fout le camp, tout fout le camp. À commencer par le petit commerce ». Céline devient le porte-parole du « pays réel », celui qui a connu la misère et sait en parler*. De même que son antisémitisme apparaît anecdotique, son enfance se déroule dans le passage Choiseul, loin des soubresauts de l'affaire Dreyfus. Le petit Céline aimait aller voir « les nègres du pavillon colonial ». Les passages de Paris, il est évidemment le seul à savoir en parler, *Le Paysan de Paris* d'Aragon n'apparaîtra jamais comme une vision complémentaire. Aragon, chez Buisson? Quelle hérésie!

Le livre accompagnant le DVD est paru en octobre 2012**, il reprend toutes les caractéristiques que l'on pouvait reprocher à la version filmée. La seule différence c'est que, cette fois, les médias se sont un peu étonnés de cette proximité Buisson-Deutsch autour d'un personnage aussi sulfureux que l'auteur du *Voyage au bout de la nuit*. Ils ont donc questionné le comédien, à défaut de Buisson lui-même qui, à son habitude, n'a pas souhaité faire de commentaire. Une attitude guère charitable, mais on se doute que la charité n'est pas la principale

* Le « pays réel » est une formule popularisée par Charles Maurras qui désigne globalement les Français et leurs préoccupations quotidiennes indépendamment de la sphère politique. Il s'oppose au « pays légal » désignant le gouvernement et l'ensemble des institutions républicaines. L'expression a été réutilisée par Nicolas Sarkozy en février 2011, puis par Jean-François Copé en août 2012. Tous deux ont choisi Patrick Buisson pour conseiller.

** *Le Paris de Céline*, Albin Michel, 2012.

préoccupation de Patrick Buisson. Sentant venir l'orage, Deutsch a d'ailleurs renoncé à être présenté comme le coauteur de cet opus*. Il a prétendu ignorer les activités de Patrick Buisson qui n'est pourtant pas tout à fait un nouveau venu dans le paysage politique et médiatique français**. Piteusement, l'acteur a expliqué :

Je ne peux pas vous dire qu'on n'aurait pas dû peut-être être un petit peu plus violent et un peu plus implacable vis-à-vis du Céline de cette période-là. [...] Le procès de Destouches n'est plus à faire [...] là on a juste essayé de parler du Paris célinien. [...] Je crois que le terme de « délire antisémite » est quand même présent, d'une manière peut-être trop légère pour ceux qui détestent Destouches, mais qui [le] rend peut-être un petit peu accessible, sans tomber tout de suite dans le procès***.

En définitive, Deutsch a réussi le double exploit de réaliser le rêve des royalistes – qui peinaient à toucher le grand public avec leurs vidéos bricolées sur les sites de partage en ligne – et d'offrir aux idées de Patrick Buisson un emballage divertissant aux allures inoffensives, le tout étant servi par la popularité du comédien et une formidable machine marketing.

* « Lorant Deutsch n'est plus l'auteur du Paris de Céline », myboox.fr, 26 octobre 2012.

** À la bonne heure, RTL, 15 octobre 2012 : « J'avoue ma naïveté, ne pas savoir qui était Patrick Buisson. Je ne suis pas journaliste. »

*** *Grand Public*, France 2, 8 novembre 2012.

DU MARKETING À L'AUTORITÉ

Le sanctuaire de l'identité nationale – pour reprendre un terme très usité en ce moment – est dans l'éducation, l'instruction, dans la langue, dans l'histoire.

Lorànt Deutsch, L'Étudiant, mars 2010

*Lorànt Deutsch est entré dans l'Histoire.
Publicité Michel Lafon pour Métronome, 2011*

À ne pas manquer : Lorànt Deutsch adapte son Métronome à la TV : 1^{er} épisode dimanche à 16 h 45, sur France 5.

Anne Hidalgo, tweet du 5 avril 2012

MÉTRONOME, UN PRODUIT, UNE IMAGE,
UN LOGO, UNE HISTOIRE

Métronome ne se serait jamais vendu s'il avait été écrit par un illustre inconnu. Pour en faire la promotion, la maison d'édition Michel Lafon sait pertinemment qu'elle ne peut pas compter sur sa réputation de sérieux historique. Ce livre est à l'image d'une bouteille de Coca ou d'une paire de baskets Nike. Personne ne l'achètera sans le logo, qui, au premier coup d'œil, distingue le produit par rapport à ses concurrents. Dans le cadre de *Métronome*, Lorànt Deutsch joue évidemment

ce rôle. Tout tourne en effet autour de la figure de l'acteur. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la couverture des deux livres, où il pose et occupe une large partie de l'image. Afin de lui donner un peu de sérieux, il est figuré tenant une pile de livres (dont on ne voit évidemment pas le dos – donc les titres –, les ouvrages ne servent que de prétextes). Et ne parlons pas des nombreuses photos dans *Métronome illustré*, les publicités (où Lorant Deutsch apparaît constamment), les campagnes de promotion et même sa première BD historique sur laquelle a été collé opportunément un autocollant avec la tête de l'acteur alors que son nom et son prénom sont marqués en grand, en gras et en majuscules (alors que les noms du scénariste et du dessinateur apparaissent en minuscule).

C'est dans *Métronome TV* que la présence de l'acteur joue à plein. Dans l'épisode 4, il apparaît pas moins de 33 fois, 36 si l'on compte le générique, pour un total de neuf minutes et trente secondes. Dans ces conditions, si l'on ajoute les plans «reconstitués» et les scènes avec des acteurs, il reste en fin de compte peu de place pour les documents et la présentation des lieux. À titre de comparaison (et d'antithèse), prenons *Le Temps des cathédrales*, présenté par l'historien Georges Duby (1980, tiré de son livre éponyme publié en 1976), qui explore le Moyen Âge occidental entre le VIII^e et le XV^e siècle. Dans l'épisode 4 (dont la durée est sensiblement la même que *Métronome TV* 4), intitulé « La cathédrale, la ville, l'école », Duby n'apparaît que cinq fois, pour un total de cinq minutes vingt-huit. Le reste du temps est consacré à des plans sur des documents, des objets, des

bâtiments. Duby parle en *voix off*, mais sait parfois se taire et laisser au téléspectateur le temps d'apprécier, de voir les sources qu'il va commenter. L'historien s'efface même derrière elles, qui deviennent, du coup, les vraies vedettes du *Temps des cathédrales*, et pas un acteur *people*.

Mais l'image de Duby pêche sans doute par conservatisme. Voilà un homme qui s'habille en costume et porte la cravate. Lorànt Deutsch construit un look tout à l'opposé, décontracté (avec sweet capuche) mais pas trop (lunettes, chevalière), tout en appuyant un accent «titi» que l'on sent forcé. Tous les ingrédients sont là pour créer une proximité avec le public, en créant l'image d'un Lorànt Deutsch altruiste (livrant son jardin secret comme nous l'avons vu pour la pseudo-cathédrale de saint Denis) qui va de pair avec une histoire – un *storytelling* dirait-on de nos jours – parfaitement pensée, comme nous le verrons plus tard.

L'affaire passe d'autant mieux que la forme choisie emprunte à la balade, à la flânerie, qui sont comme autant de moments de respiration et d'intimité. Le spectateur se sent pris par la main. L'acteur l'emmène voir des recoins normalement invisibles, une proximité se crée entre eux, de même qu'une histoire, faussée certes, mais rendue visible, sensible. Ce besoin d'histoire qui se voit ou se touche, cette histoire qui fait sentir explique en partie le succès de Lorànt Deutsch*. Mais l'acteur va plus loin. Il est ainsi directement incrusté

* Voir POMIAN Krzysztof, « Histoire et Fiction », *Le Débat*, n° 54, 1989, qui explique que l'histoire problème (les Annales) se concentre plus sur le faire savoir et le faire comprendre que sur le faire sentir, mission que Michelet trouvait essentielle. Jacques Bainville, le Grand Ancien des historiens de garde, était un admirateur de Michelet et de cette forme d'histoire qu'on pourrait qualifier de littéraire.

dans des scènes « d'époque » (par exemple dans l'épisode 2 de *Métronome TV*), mise en scène suggérant qu'il fait partie de l'histoire et qu'il se pose comme seul médiateur possible avec le passé.

L'image serait peu de chose si elle n'était accompagnée d'un récit soigneusement construit. Depuis le début des années 1990, le logo ne suffit plus. Il faut maintenant raconter une histoire qui va avec, il faut écrire un *storytelling*, mettre en scène un personnage qui créera chez l'auditeur/lecteur/client un sentiment de proximité parce que son histoire fait appel à des archétypes légendaires anciens. Comme l'explique un professionnel du marketing, « les gens n'achètent pas des produits, mais les histoires que ces produits représentent* ». Et le tandem Michel Lafon/Lorànt Deutsch est passé maître dans cet exercice. Prenons au hasard une des interviews de l'acteur le 29 novembre 2012 à *Grand Public* sur France 2, une émission dite culturelle, mais qui se révèle surtout être un condensé de programme *people*. Preuve en est, le passage consacré à l'auteur de *Métronome* est un véritable panégyrique (rappelons qu'il est pour ainsi dire chez lui sur France Télévisions – voir plus bas) dont une courte analyse s'impose. Lorànt Deutsch s'y montre comme un fils d'immigrés et un provincial réussissant à percer dans l'histoire et à passionner des millions de gens (la présentatrice ne manque pas d'expliquer que *Métronome* est un best-seller, sans jamais, évidemment, s'intéresser à la qualité de l'œuvre) à la force de sa seule passion

* ASHARF Ramzy, cité dans SALMON Christian, *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, Paris, 2008, p. 32. Sur la problématique du passage du logo à l'histoire, voir le chapitre I de l'ouvrage.

enfantine, une histoire qui cumule plusieurs archétypes, celui de l'homme parti de rien qui triomphe et impose aux autres ses qualités de visionnaire (« Moi j'étais peut-être petit et assis, mais je voyais plus loin qu'eux »), celui du provincial qui réussit à Paris, celui du fils d'immigrés qui s'intègre, celui enfin de l'entrepreneur-artiste qui perce là où personne ne l'attendait grâce à son talent et, chose encore plus incroyable, grâce à son savoir. Manière de dire que lui a réussi seul là où les professionnels, l'école, « les auteurs » et « les professeurs » (les vieux, en somme) ont échoué. Chez Lorant Deutsch, l'évocation de l'enfance est une constante entre les jouets (« les Playmobil »), les jeux (« la chasse au trésor », des « heures et des heures de jeux »), et la présentation de sa nouvelle BD. Elle permet d'évacuer tous soupçons idéologiques et de plonger dans la nostalgie, que renforce l'allusion à Alain Decaux et à *La Dernière Séance* d'Eddy Mitchell, réconciliant plusieurs générations dans l'évocation d'un passé télévisuel à jamais perdu (celui des années 1960-1970 avec Decaux, celui des années 1980-1990 avec le chanteur-acteur). En invoquant ces deux figures, l'acteur se pose en héritier, une sorte d'hybride entre le présentateur de télévision, qui pour le grand public reste l'exemple type du vulgarisateur, et un sympathique acteur fêru d'histoire (mais d'histoire du cinéma, ce qui n'est pas la même chose).

Lorant Deutsch se met aussi en scène comme héros solitaire, non seulement pour souligner l'incroyable réussite de son entreprise, mais aussi pour provoquer la sympathie de son auditoire. Car cette solitude est vécue comme une blessure que seule l'histoire est parvenue à

guérir en lui donnant une « carapace » qui, si on le suit bien, lui permet de prendre sa revanche sur des gens qui le regardaient jadis de haut (mais qui?).

Avec *Métronome TV*, Lorànt Deutsch va développer un autre aspect de son *storytelling*. De génie solitaire, il devient le père altruiste :

Moi, j'aime bien être tout seul. Cette passion pour Paris était mon jardin secret, ma chasse gardée. Dès que j'en avais l'occasion, je meublais mon temps en allant me promener dans la ville, en m'écartant des circuits et des sentiers balisés, et j'ai aimé faire ça tout seul. Égoïstement, c'est quelque chose que je ne voulais pas révéler au public. Mais, finalement [...] pour tous ceux qui m'ont écrit qu'ils aimeraient bien que ce soit adapté à la télévision parce qu'ils n'ont pas l'occasion ou la possibilité de venir à Paris, j'ai accepté d'être leurs jambes, leurs yeux et de les amener vers les endroits cachés qui m'ont donné tant de plaisir, d'enthousiasme et d'amour pour cette ville*.

Métronome TV serait donc une sorte de visite privée qui permet à tout le monde d'entrer dans l'histoire et de partager l'expérience de Lorànt Deutsch. Preuve en est la visite caméra sur l'épaule de la (fausse) première cathédrale de Paris, moment magique interdit par les pouvoirs publics (discours qu'il reprend pour *Le Paris de Céline*) mais permis grâce à l'acteur, ce qu'il affirme sans gêne : « La mairie doit prendre en charge son passé, son histoire, elle doit être la protectrice du vieux Paris. La première cathédrale de Paris, c'est un monument

* *Métronome TV*, dossier de presse, p. 8.

incontournable, et on doit absolument la protéger et avoir surtout un droit d'accès, un droit de regard tout simplement*. » Autre coup (désormais classique) du *storytelling* et du marketing, qui ne propose plus seulement d'adhérer à l'histoire du produit, mais d'y participer, de ressentir les émotions des créateurs, de vibrer, ici pour découvrir l'authenticité d'un lieu quasiment vierge**.

Le discours émotionnel et simplificateur de Lorànt Deutsch convient parfaitement à un monde médiatique qui va vite, très vite, trop vite, et qui ne prend pas le temps d'analyser ses discours dans toute leur ambivalence. Parler de beaucoup de choses en très peu de temps permet à l'acteur de dire tout et son contraire. Mais surtout, son image est si opérante qu'elle parvient à faire complètement oublier le fond de son discours. *Métronome* est un produit hybride entre le pire du marketing insidieux et du roman national. Restait maintenant à lui permettre d'acquérir une place dans le champ public.

LE TEMPO RAPIDE DES MÉDIAS

Métronome répond à un contexte de crispation identitaire qu'il entretient également. Mais, comme tout bon produit, il a aussi su créer sa propre demande. Il a été pour cela grandement aidé par des groupes médiatiques qui, à force d'articles dithyrambiques, ont assis son autorité. Lorànt Deutsch n'est pas un homme isolé, une sorte de David tentant d'imposer son récit face

* Bibliobs, 3 décembre 2009.

** SALMON Christian, *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à former les esprits*, op. cit., p. 42, 84 et 85.

au Goliath de « l'histoire officielle ». Il est en effet soutenu par deux des plus grandes entreprises audiovisuelles françaises, France Télévisions (dont *Métronome TV* est un des produits phares) et le groupe TF1 (qui détient la totalité du capital de la chaîne Histoire qui a produit *Paris Céline* et dont le président se trouve être Patrick Buisson). Comment alors s'étonner que Lorànt Deutsch ait un accès facilité à l'ensemble des médias de ces groupes qui ne font, pour ainsi dire, que défendre des produits maisons (sans parler de l'aspect idéologique). France Télévisions est par exemple particulièrement complaisante à l'égard de l'acteur. En moins d'un mois, il est invité deux fois à l'émission *Grand Public* (respectivement le 8 novembre et le 29 novembre 2012) alors que la polémique à propos de son *Paris Céline* enflé. S'ajoute à cela un soutien largement affiché par le groupe *Figaro* qui n'a jamais cessé d'encenser son travail dans ses différentes publications (voir plus bas). Citons aussi le magazine *Détours en France* qui, après avoir fait de Lorànt Deutsch son rédacteur en chef d'honneur pour son numéro 148 consacré à Paris au Moyen Âge, tire un numéro spécial à 120 000 exemplaires en avril 2012 pour la sortie de *Métronome TV*. Comme si tout cela ne suffisait pas, le groupe RATP fait une large publicité à la série dans le métro et sur ses sites. Bref, les quelques diatribes de Lorànt Deutsch dans *Métronome* sur les puissances de l'argent et son air enfantin ne doivent tromper personne. L'acteur est un privilégié et bénéficie de nombreux relais dans le monde médiatique.

Mais la notoriété n'explique pas tout. Nous l'avons vu, c'est le *storytelling* qui a séduit, qui a donné la fièvre

à la plupart des journalistes dès la sortie de l'ouvrage, y compris dans une presse qu'on a connu plus prudente, comme *Le Nouvel Observateur*, *Le Monde* ou encore *Télérama*, publication dans laquelle, en septembre 2011, Hélène Rochette n'hésite pas à expliquer à ses lecteurs que l'acteur « exhibe des lunettes noires carrées et le savoir exubérant d'un chartiste distingué » avant d'expliquer qu'il « se métamorphose en Alain Decaux frondeur* ». Frondeur? Diable! Par rapport à quoi, à qui? Personne ne le saura jamais, vu qu'il s'agit ici d'installer le personnage de l'enfant rebelle en marge et de ne voir l'histoire qu'à travers l'angle du *people*, sans aucun recul. Même chose dans *Libération* où l'on décrit l'acteur comme un « gavroche exalté, qui a en commun avec le gamin des *Misérables* d'avoir fait des pavés de Paris sa véritable maison** ». On ne compte d'ailleurs plus les articles dans lesquels Lorànt Deutsch est présenté comme un titi, une sorte d'ado rebelle. Oui, la presse d'opinion n'a pas fait son travail et le *storytelling* de *Métronome* a marché à plein.

Et cela continue, malgré les critiques d'historiens, de journalistes, de politiques. Là encore, il faut avouer que l'acteur est largement aidé. Non seulement la plupart des médias ont accredité le fait qu'il s'agirait uniquement d'un affrontement entre des élus « communistes » et Lorànt Deutsch, mais en plus ils n'ont jamais confronté directement l'acteur à des contradicteurs sérieux, ni à la télévision ni à la radio. À deux reprises seulement Lorànt Deutsch fera face à ses critiques, mais uniquement en différé. L'émission

* *Télérama*, 21 septembre 2011.

** *Libération*, 10 septembre 2011.

Grand Public du 8 novembre 2012 est à ce titre significative. D'ailleurs, la séquence consacrée à l'auteur du *Métronome* (« Lorànt Deutsch contre-attaque ») annonce la couleur : il s'agit de permettre, en urgence, à l'auteur d'un des produits maison (nous sommes sur France 2) de se défendre face à la polémique qui enfle autour du *Paris Céline*, livre dont Lorànt Deutsch n'avait, au passage, quasiment pas fait la promotion. Le spectateur a donc eu le droit d'assister à la défense de Lorànt Deutsch (ce qui place évidemment ses contradicteurs dans la position de procureurs) qui, face caméra, dans la pénombre d'une salle de café rideaux tirés (ce qui augmente l'effet de persécution), regarde sur un écran d'ordinateur portable les attaques portées à son encontre et y répond en bénéficiant, c'est entendu, d'un plus grand temps de parole.

L'aspect le plus grave de cette affaire, c'est que Lorànt Deutsch devient au final, grâce aux médias, une autorité historique. Ainsi, sur Europe 1, le 26 novembre 2012, le voilà qualifié « d'historien » par Nicolas Poincaré. Quant à TF1, elle n'hésite pas à l'inviter le 20 novembre 2009 (la promotion de *Métronome* commence à peine) pour faire office d'expert historique sur le projet du Grand Paris, intervention durant laquelle il déclare le plus sérieusement du monde que « César a décidé de réimplanter Paris à partir de la conquête des Gaules en -52 sur l'île de la Cité, à en faire le berceau de Paris sur cette petite île de la Cité » ce qui est non seulement faux mais en contradiction complète avec ce qu'il affirme dans son livre*.

* *Métronome*, p. 26-28.

Comment s'étonner d'un tel traitement vu l'état du paysage médiatique, pris entre ses collusions avec les intérêts économiques et la domination des «éditocrates», des experts autoproclamés maintes fois pris à défaut mais toujours présents. Qu'importe que ces hommes disent n'importe quoi, leur expertise est surtout synonyme de réseaux de relations*. Lorant Deutsch n'est rien d'autre que leur pendant pour l'histoire en occupant un espace public duquel sont en grande partie absents les historiens.

LE TEMPO LENT DES HISTORIENS

Avant d'examiner la réaction des historiens, ou plutôt, leur absence de réaction, il faut préciser tout d'abord que la profession n'est pas aisée à définir. Doit-on s'arrêter aux seuls professeurs des universités, ou bien inclure les professeurs de collège et de lycée, mais aussi les archivistes, les bibliothécaires (dont beaucoup ont une formation historique), les archéologues, les conférenciers? Même si l'on prend le métier dans son acception la plus stricte, en envisageant uniquement celles et ceux qui donnent des cours dans les universités, là encore, il est malaisé de parler d'une corporation unie. Chaque université a ses spécialités et, entre les individus et les laboratoires, les positionnements divergent. En guise d'exemple, rappelons simplement les conflits importants opposant dans les

* Voir COLLECTIF, *Les Éditeurs*, La Découverte, Paris, 2009. Voir aussi, pour une analyse plus large, HALIMI Serge, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Raisons d'agir éditions, Paris, 2005.

années 1980 (avec en fond la question de l'héritage de 1968), sur la question de la Révolution française, François Furet, tenant d'une analyse politique et libérale, et Michel Vovelle, partisan d'une analyse sociale d'inspiration marxiste.

Mais une fois cela dit, il faut noter que tous les historiens s'accordent sur une méthode qui reste la base du métier, notamment la question des sources, afin de garantir à leurs élèves, à leurs lecteurs et, plus largement, à la société tout entière, une histoire de qualité, que seules quelques rares personnes isolées négligent. Parmi elles, l'historien médiéviste Sylvain Gouguenheim qui en 2008 publia *Aristote au mont Saint-Michel*. Quelques semaines après sa sortie, un groupe de 56 chercheurs internationaux a affirmé, dans une tribune, que l'ouvrage propageait un « racisme culturel », des propos durs qui s'expliquent entre autres par le mépris des méthodes historiques de base dont a fait preuve l'auteur pour avancer des thèses que d'aucuns ont qualifié d'islamophobes*. Pourquoi ne pas être intervenu de la même manière avec Lorant Deutsch dès le départ? En l'absence d'une enquête approfondie, nous ne pouvons avancer que quelques hypothèses. Tout d'abord, il faut souligner que les historiens académiques s'investissent moins dans la vulgarisation que leurs collègues des sciences exactes (même si l'on peut citer de nombreux contre-exemples), ne serait-ce que parce que cet exercice est un véritable impensé. La plupart des textes

* Voir à ce sujet COLLECTIF, *Les Grecs, les Arabes et nous : enquête sur l'islamophobie savante*, Fayard, Paris, 2009.

produits par les historiens s'adressent avant tout à des pairs dans un but de discussion et de validation des hypothèses, et pas au grand public.

Aussi, les universitaires se sentent sans doute mal placés pour critiquer la moindre tentative, si mauvaise soit-elle, de diffuser largement des connaissances historiques. Il existe également une nette méfiance face aux médias de masse. Réflexe somme toute justifié ; la plupart des émissions de radio ou de télévision sont tenues par des historiens de garde (pensons à la chaîne Histoire), à quelques exceptions près, sur la radio publique notamment (*La Fabrique de l'histoire* sur France Culture, par exemple). Et, quand bien même, le temps médiatique, sous prétexte de résumer, rend les pensées simplistes. Les *talk-shows*, sous couvert de débats, écrasent les concepts. Les montages, quant à eux, trahissent (on le verra avec Franck Ferrand). Enfin, l'affaire Gouguenheim, pour qui de nombreux médias prendront fait et cause (notamment *Le Monde* et *Le Figaro*, sous la plume de Jean Sévillia), a montré que la voix des historiens n'avait en général que peu de poids dans le PAF*.

Le malaise est d'autant plus important que les historiens ne veulent pas apparaître comme des rabat-joie, ni laisser penser qu'il y aurait une sorte de réflexe corporatiste visant à défendre le privilège d'une seule profession à faire de l'histoire sa chasse gardée. Loin de l'image d'une communauté enfermée dans sa tour d'ivoire, il existe des historiens engagés dans des actions discrètes de vulgarisation,

* On se souviendra sur le sujet des critiques émises dans BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Raisons d'agir éditions, Paris, 1996.

de partage des connaissances, loin, très loin des spotlights médiatiques. Il faut s'appeler Lorant Deutsch pour être accompagné par des caméras de télévision lorsque l'on visite une école. Mais l'affaire *Métronome* est surtout le symptôme d'une université publique mise à l'encan. Depuis deux décennies, la mise en concurrence des universités, des laboratoires et des chercheurs via la pseudo-autonomie imposée par la loi LRU empêche peu à peu toute forme d'investissement des acteurs de l'université dans le débat public*. À la masse de rapports et de projets à rédiger pour complaire à des organismes de contrôle et obtenir des fonds s'ajoute la crainte de se les voir retirer en cas de prise de parole publique mal avisée. Le chercheur en sciences humaines est aujourd'hui encouragé à garder un silence auquel étaient sans doute moins soumis ses prédécesseurs. Pire, si on l'encourage de plus en plus à des actions de «valorisation», celles-ci sont soumises à des demandes utilitaristes qui doivent plaire aux nombreux «partenaires» privés de plus en plus présents dans les universités, des mécènes qu'on imagine peu intéressés à financer une histoire s'attaquant de front à des intérêts politiques, médiatiques et économiques.

S'ajoute à cela une vague d'anti-intellectualisme savamment entretenue par l'ancien pouvoir sarkozyste. Henri Guaino sera très clair à ce sujet :

J'ai le droit imprescriptible de chercher les références que je veux dans le passé de mon pays ou dans

* Voir sur le sujet la plupart des articles de « Qui veut la peau de la recherche publique ? », *Mouvements*, n° 71, 2012.

l'histoire du monde. L'historien n'a strictement rien à dire là-dessus. [...] Il est là pour attester la véracité des faits ; après l'interprétation que chacun en donne [...] n'appartient qu'à chacun d'entre nous*.

L'historien serait donc confiné, selon l'un des conseillers de l'ex-président de la République, à un rôle de vérification chronologique et à taire toute interprétation. Autant dire qu'il ne sert à rien. Pourtant l'affaire *Métronome* peut aussi être un moyen pour les historiens de réaffirmer leur rôle dans la cité, un rôle engagé, qui, sans donner de leçons, rappelle simplement les limites entre affabulation, mythes (qu'ils soient nationaux, religieux, politiques) et histoire. C'est pour cela que petit à petit, nombre d'entre eux (citons entre autres Nicolas Offenstadt, Gérard Noiriel, Christophe Prochasson, Joël Cornette) ont fini par critiquer ouvertement les ouvrages de Lorànt Deutsch, qui, contrairement à ce qu'il affirme, n'est pas confronté à une cabale de militants politiques, mais bien à des professionnels qui entendent défendre une histoire de qualité pour tous.

L'acteur, lui, se targue d'être soutenu par des historiens qui auraient « bien accueilli » son travail**. Il n'en cite en fait que deux, Michel Rouche et surtout Jean Tulard, président du comité scientifique du *Figaro histoire*, qui n'a pris la parole qu'une fois, pour le défendre mollement, tout en reconnaissant

* France 3, 28 octobre 2008, cité dans OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling*, Stock, Paris, 2009, p. 77.

** *Détours en France*, HS 19, mars 2012, p. 10.

que l'auteur de *Métronome* invente (voir plus haut). À part cela, on aura beau chercher, aucun historien n'a fait de déclaration publique de soutien à Lorànt Deutsch, ni d'archéologue ni d'historien de l'art. Aucun. En revanche, l'acteur va peu à peu bénéficier du soutien inconditionnel de ses amis historiens de garde : Jean Sévillia, Franck Ferrand, Stéphane Bern. S'il y a eu un réflexe corporatiste dans cette affaire, c'est bien chez eux qu'il faut le chercher.

UNE CAUTION OFFICIELLE DE POIDS :
LA MAIRIE DE PARIS

La question du *Métronome* n'est pas réductible à une opposition droite-gauche. La véritable alternative se situe entre roman national et histoire scientifique, entre une mythologie *people* et une histoire publique. Le choix de soutenir l'ouvrage de Lorànt Deutsch est sans doute révélateur du manque de réflexion sur le sujet de la part des politiques avant même d'y voir une tentative maladroite d'assurer une présence médiatique en surfant sur le succès de *Métronome*.

Dès décembre 2009, Robert Hue, tout juste partant du PCF, est invité à la *Bibliothèque Mécicis* de Jean-Pierre Elkabbach. Il cite *Métronome* comme son ouvrage coup de cœur et présente Lorànt Deutsch comme une « peinture historique réelle ». Mieux, selon l'ancien ministre, « ce n'est pas de l'anecdote, de la petite histoire, c'est vraiment fondé, un travail historique réel* ».

* *Bibliothèque Mécicis*, Public Sénat, 18 décembre 2009.

Les socialistes parisiens, avec à leur tête Bertrand Delanoë, ont été encore plus zélés. Il faut dire que *Métronome* peut être vu, au premier abord, comme une remarquable vitrine pour le patrimoine historique parisien. Il n'est donc pas étonnant de retrouver le travail du comédien relayé sur une page du site officiel de la mairie, notamment lors de la diffusion de la version télévisée. On y découvre également une vidéo de Lorànt Deutsch donnant des « cours d'histoire survoltés » à des élèves de primaire, le 14 juin 2010*. À la veille de la diffusion à la télévision, la première adjointe, Anne Hidalgo, se mue en attachée de presse sur son compte Twitter.

Lors de la remise de la médaille de vermeil à Lorànt Deutsch le 4 juin 2010, Bertrand Delanoë ne se contente pas de saluer l'amour du comédien pour la capitale, il loue sa « vision de Paris », et le fait que Deutsch « exprime bien mieux Paris que la plupart [*sic*] ». Il ajoute : « Son histoire [*NDA : celle de Paris*], vous l'aimez à travers la vie, à travers les gens [...] et à travers des moments et des lieux rares [...] et ça il y a très peu de gens qui savent le transmettre. » Il nuance toutefois en parlant de la « subjectivité » de l'acteur, « [qu'il] partage parfois, notamment sur Montmartre », mais ne parlant ici que des goûts esthétiques, pas du fond du propos. Le maire de Paris conclut par sa gratitude, son admiration pour Lorànt Deutsch, mais surtout par un encouragement à faire un film sur Paris, et à continuer d'écrire ! Il en fait

* « Cours d'histoire survoltés avec le comédien Lorànt Deutsch », paris.fr, 14 juin 2010.

même une sorte de gardien du patrimoine parisien, en lui demandant de l'alerter en cas de menace sur des monuments.

Bertrand Delanoë a-t-il lu le livre? On peut en douter, puisque même l'adjointe au patrimoine, Danièle Pourtaud, avouera qu'elle l'a « survolé à Noël* »... Le soutien officiel de la mairie de Paris donne en tout cas une véritable caution à Lorànt Deutsch, et participe à la construction de son autorité. Une responsabilité que les élus socialistes parisiens vont devoir assumer au cours des mois suivants.

LA POLÉMIQUE, DU NET AU CONSEIL DE PARIS

Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, *Métronome* a été globalement très bien accueilli à sa sortie en 2009, puis lors de celle de sa version illustrée l'année suivante. Aussi, rien d'étonnant que ce soit sur Internet que paraissent les premières critiques à partir de mars 2012, notamment sur Rue89 et sur le site d'*Arrêt sur images*, qui relaient d'autres articles publiés sur le Web, en particulier sur des sites d'histoire.

Ce n'est qu'à partir de mai que quelques rares articles paraissent dans la presse en format papier. Ainsi, le journaliste Pierre Assouline est le premier, dans les pages du magazine *L'Histoire*, à critiquer dans le même élan le travail de Lorànt Deutsch et de Franck Ferrand**.

* « *Métronome* : polémique PS/FdG à la mairie de Paris », *arrestsurimages.net*, 10 juillet 2012.

** ASSOULINE Pierre, « *Métronome* dites-vous? », *L'Histoire*, n° 377, mai 2012.

Alors que la plupart des auteurs des articles critiques précisait que leur analyse n'était pas politique, c'est une polémique politique, justement, qui va faire éclater l'affaire au grand jour. En juin 2012, l'élu parisien Alexis Corbière décide de déposer un vœu au Conseil de Paris pour que la Ville cesse de faire la promotion d'un ouvrage qu'il juge non seulement truffé d'erreurs historiques, mais vecteur d'une idéologie « hostile à la République, particulièrement à la Révolution française et [...] nostalgique de la monarchie* ». Lors de son intervention au Conseil de Paris, Alexis Corbière précise :

Nous refusons que soient valorisés, salués par la Ville, décorés par son maire, invités dans les écoles publiques en présence d'élus et de représentants du rectorat, financés par le service public de télévision, les tenants de cette histoire « peopolisée », « bling-bling », tant à la mode désormais, qui méprisent la République et la Révolution française**...

Le vœu est rejeté, mais les réactions sont très intéressantes. Les médias, tout d'abord, plongent dans le bain de la polémique, avec les raccourcis et caricatures inévitables. *Le Figaro* est en première ligne. Le journal relaie l'avis de mystérieux soutiens de Lorant Deutsch : « Certains défenseurs de *Métronome* s'interrogent toutefois en aparté

* lemonde.fr, 10 juillet 2012.

** Pour le texte complet de son intervention, voir son blog, « Mon intervention au Conseil de Paris à propos du *Métronome*... », alexis-corbiere.com, 10 juillet 2012.

sur la finalité de cette vaine polémique ourdie par des historiens ultragauchistes dénonçant la prétendue subjectivité royaliste et donc droitière du comédien*. » Pourquoi « en aparté »? Qui sont ces « défenseurs »? Nul ne le saura. Le quotidien mobilise ensuite plusieurs de ses plumes pour monter au créneau. Jacques de Saint Victor, historien du droit, défend un ouvrage qu'il estime consacré par le public**. Jean Sévillia est bien entendu sur le pont, pour défendre le comédien en reprenant le discours de son ouvrage *Historiquement correct****. Les deux hommes suivent une ligne bien précise, qui réduit le problème à un débat purement politique sans poser la véritable question de fond : l'histoire doit-elle être critique ou scientifique, ou bien peut-elle être réduite au seul roman national?

Quant aux politiques, les masques tombent. Du côté de la droite, les références aux autodafés, à la censure stalinienne, au goulag ou encore à la Terreur et à Robespierre pleuvent. De son côté, Bertrand Delanoë soutient Lorànt Deutsch : « S'il a envie d'être monarchiste, je le respecte. Moi, je suis républicain », avant de juger « sectaires » les élus de gauche****. L'adjointe au patrimoine, Danièle Pourtaud, qui n'avait donc que « survolé » l'ouvrage, relativise la caution que la médaille de Paris aurait apportée au comédien*****.

* « Lorànt Deutsch attaqué par des élus communistes », *Le Figaro*, 6 juillet 2012.

** « Lorànt Deutsch : un combat pathétique », *Le Figaro*, 11 juillet 2012.

*** « Paris *Métronome* : quels que soient les défauts du livre de Lorànt Deutsch, les communistes sont mal placés pour donner des leçons d'histoire... », *atlantico.fr*, 11 juillet 2012.

**** « La Ville soutient le *Métronome* de Lorànt Deutsch », *metro.fr*, 10 juillet 2012.

***** *arretsurimages.net*, 10 juillet 2012.

Mieux encore, elle prétend que la mairie de Paris n'est pas à l'origine de la venue de Deutsch dans les écoles parisiennes, et qu'elle n'a jamais fait la promotion du travail de l'acteur. Pourtant, c'est bien sur le site officiel de la mairie de Paris qu'est diffusée la vidéo de l'intervention de Lorànt Deutsch dans une école du 17^e arrondissement. Sur cette même page, le site paris.fr renvoie au site interactif et à la série « documentaire » [sic] de France 5*. Enfin, le tout nouvel adjoint à la culture, Bruno Julliard, y va de son commentaire un brin méprisant : « pas de quoi fouetter un chat » estime-t-il**. À l'instar de Bertrand Delanoë qui juge les élus à l'origine du vœu « sectaires », Bruno Julliard clame son droit d'être « ouvert ». On se demande alors bien pourquoi la mairie de Paris n'a pas soutenu un autre ouvrage de Lorànt Deutsch sur Paris, le *Paris Céline*, coécrit avec Patrick Buisson...

Et du côté de Lorànt Deutsch lui-même ? Profitant de son accès aisé aux médias, il a affirmé être l'objet d'une cabale politique, prétexte pour refuser tout débat sur le fond : « Je veux bien débattre de mon livre avec des historiens, mais pas avec des militants politiques***. » Le comédien serait donc du côté d'une histoire apolitique, même lorsqu'il participe au livre de Patrick Buisson, qu'il ne qualifie jamais de militant, mais bel et bien d'« historien compétent » dans l'émission *Grand Public* du 8 novembre 2012.

* « Partez avec Lorànt Deutsch pour une balade 3D dans Paris », paris.fr, 12 avril 2012.

** lelab.europe1.fr, 10 juillet 2012.

*** *Libération*, 10 juillet 2012.

Pour noircir le tableau, l'acteur, au fil des interventions, assimile la demande d'Alexis Corbière à une censure : « Vous savez que le Front de gauche, en la personne d'Alexis Corbière, a voulu faire interdire la promotion de mon travail. Je trouve ça très inquiétant quand la culture n'a plus le droit de s'exprimer^{*}. » Il ira même plus loin en affirmant que les historiens lui reprochent de ne pas avoir les diplômes qu'il faut (sur Europe 1, le 26 novembre 2012) et d'avoir voulu lui imposer « une vision de l'histoire » (sur iTélé, le 29 novembre 2012).

L'acteur a bien été aidé dans son travail de désinformation par certains médias, toujours aussi complaisants, et pour certains ouvertement complices. Nous l'avons vu au sujet du *Figaro*, mais que dire d'Éric Brunet? Le journaliste a invité Lorànt Deutsch dans son émission radio, non pour un débat (le comédien était en plateau, son contradicteur par téléphone, et avec bien moins de temps d'antenne), mais pour lui afficher un soutien politique sans ambiguïté^{**}. Il a reproché aux « socialistes » et aux « communistes » de se réserver des plages d'histoire, comme la Révolution française, qu'ils ont « écrite, réécrite ». Plus gênant encore que le soutien d'un éditorialiste réactionnaire (et revendiqué comme tel), Lorànt Deutsch a bénéficié de celui de sites Internet et de journaux d'extrême droite, comme le Bloc identitaire, *L'Œuvre française* ou encore *Rivarol* et *Minute*, mais aussi du secrétaire général du FN

^{*} *Métro*, 23 novembre 2012.

^{**} *Carrément Brunet*, RMC, 10 juillet 2012.

Steeve Briois*. Le comédien s'est bien évidemment désolidarisé de ce soutien, mais pas de celui d'Éric Brunet, ou même de Jean Sévillia, aux positions parfois très proches de celles de l'extrême droite.

Le très large consensus médiatico-politique entourant *Métronome* est symptomatique de la coupure existant entre la société et l'histoire scientifique. Derrière ce fossé se cache une absence de réflexion sur le rôle que l'on assigne à cette discipline, qui est au mieux assimilée à une culture de niche réservée à une élite. La faute en incombe peut-être aux historiens, mais surtout aux politiques et au monde médiatique. *Métronome* correspondrait, selon eux, au goût du public. Mais en le soutenant, en lui permettant d'occuper un espace sans commune mesure avec ses qualités intrinsèques, n'ont-ils pas imposé l'ouvrage de Lorànt Deutsch dans les goûts du grand public? Pensent-ils que l'histoire n'a comme vertu que d'être le levain du patriotisme le plus primaire? L'idée, en tout cas, n'est pas neuve.

* Lire « L'extrême droite monte au créneau pour soutenir Lorànt Deutsch et son *Métronome* », lesinrocks.com, 11 juillet. Pour la réaction de Steeve Briois, voir « Cabale des communistes contre Lorànt Deutsch : toujours plus proches de la Terreur que de la Révolution », briois.ublog.com, 12 juillet 2012.

LA VIEILLE GARDE

L'affabulation – c'est l'Histoire.

La continuité – c'est la France.

Et le fil conducteur – c'est l'Amour.

Sacha Guitry, Et Versailles vous est conté

La fascination du public pour le clinquant du roman national, fascination dont Lorant Deutsch fait son miel, ne vient pas de nulle part. Elle s'inscrit en effet, consciemment ou pas, dans une longue tradition de près d'un siècle qui, à travers l'édition, le cinéma et les parcs d'attraction, a été maintenue vivace malgré les ouvertures de l'histoire à d'autres horizons.

JACQUES BAINVILLE ET L'ÉCOLE CAPÉTIENNE

Encore sous le choc de la défaite, Marc Bloch écrit en 1941 son *Apologie pour l'histoire*. Fusillé en 1944 parce que résistant, l'historien ne verra jamais l'ouvrage fini, qui sera publié à titre posthume en 1949. Cet essai constitue une tentative de trouver une utilité à l'histoire scientifique et à l'historien au pire moment :

Ayant les hommes pour objet d'étude comment, si les hommes manquent à nous comprendre, n'aurions-nous pas le sentiment de n'accomplir qu'à demi notre mission ?

Peut-être, d'ailleurs, ne l'avons-nous point, en réalité, parfaitement remplie. L'ésotérisme rébarbatif où les meilleurs parfois d'entre nous persistent à s'enfermer; dans notre production de lecture courante, la prépondérance du triste manuel, que l'obsession d'un enseignement mal conçu substitue à la véritable synthèse; la pudeur singulière qui, aussitôt sortis de l'atelier, semble nous interdire de mettre sous les yeux des profanes les nobles tâtonnements de nos méthodes : toutes ces mauvaises habitudes, nées de l'accumulation de préjugés contradictoires, compromettent une cause pourtant belle. Elles conspirent à livrer, sans défense, la masse des lecteurs aux faux brillants d'une histoire prétendue, dont l'absence de sérieux, le pittoresque de pacotille, les partis pris politiques pensent se racheter par une immodeste assurance : Maurras, Bainville ou Plekhanov affirment, là où Fustel de Coulanges ou Pirenne auraient douté. Entre l'enquête historique, telle qu'elle se fait ou aspire à se faire, et le public qui lit, un malentendu incontestablement subsiste. Pour mettre en jeu des deux parts d'assez plaisants travers, la grande querelle des notes n'est pas le moins significatif de ces symptômes*.

Bloch bat sa coulpe et n'est pas tendre avec ses collègues de l'école des Annales. Certes scientifiquement en pointe (il vient de publier en 1939 *La Société féodale*, immense somme qui reste un modèle du genre), lui et d'autres grands noms de l'histoire universitaire ont délaissé la publication de textes pour le grand public. La dernière grande entreprise

* BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire*, Armand Colin, Paris, 1949, p. 40.

du genre date d'Ernest Lavisse, chantre d'un roman national républicain, et de son *Histoire de France* en 27 volumes, publiés entre 1892 et 1922*.

Si l'université est bien le lieu où se crée l'histoire officielle de la III^e République, au point que Lavisse rédigea un manuel qui servira dans les écoles jusque dans les années 1950 (le fameux « Petit Lavisse »), les adversaires du régime, monarchistes de l'Action française en tête, n'auront de cesse de produire des ouvrages historiques grand public destinés à contourner l'enseignement républicain, en s'appuyant notamment sur la légitimité de l'Académie française, bastion du conservatisme, voire d'une forme d'orléanisme bon teint. C'est à ce moment clé que naît une des traditions de la vulgarisation à la française, un genre qui, encore aujourd'hui, fait des émules.

Cette « école capétienne » historique compte dans ses rangs deux grands noms qui se verront élus à l'Académie : Charles Maurras, antidreyfusard et antisémite convaincu, membre central de l'Action française (et futur pétainiste), et surtout ce Jacques Bainville dont parle Bloch, plume de talent. Son *Histoire de France* (parue en 1924) et sa biographie de Napoléon (1931) – toutes deux parues chez Fayard, éditeur qui sera, pendant longtemps, l'un des fers de lance de l'école capétienne – battront des records de vente (160 000 exemplaires vendus entre 1924 et 1939, 63 000 entre 1940 et 1942), distançant largement les ouvrages dirigés par Lavisse et les publications spécialisées.

* NORA Pierre, « L'*Histoire de France* de Lavisse », dans NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, tome I, *op. cit.* p. 851-902.

La comparaison n'est pas gratuite. Dès le début, l'historiographie de l'Action française a un ennemi déclaré : la Nouvelle Sorbonne républicaine. S'il peut exister des convergences, notamment avant la Première Guerre mondiale (Lavissee préface en 1910 un livre de Maurice Barrès, chantre du nationalisme et un temps proche de l'AF) et pendant l'Union sacrée (Maurras sera ainsi heureux de proclamer « Lavissee retrouvé » en 1914), si les deux camps militent pour une histoire au service de la nation, afin de « travailler à la grandeur de la patrie » comme le proclame l'historien universitaire (et républicain) Gabriel Monod dans le premier numéro de la *Revue historique* (1876), et si tous s'accordent pour confiner l'histoire dans un cadre national, souvent limitée aux seules actions des grands hommes, à la politique et à la guerre, les deux écoles achoppent sur la méthode, un fossé qui se creusera définitivement avec les *Annales* et Marc Bloch qui, en s'ouvrant à l'histoire économique et sociale, prend ses distances dès les années 1920 avec le roman national.

Pour simplifier, les universitaires républicains s'appuient sur le modèle de l'érudition allemande afin de promouvoir une histoire nationale (en pensant que l'Allemagne avait en partie gagné la guerre parce qu'elle s'était forgé une véritable conscience historique unifiée). Or l'Action française rejette les apports méthodologiques et les pratiques d'outre-Rhin, les notes de bas de page par exemple, comme autant d'innovations « germaniques » donc antipatriotiques. Bainville, formé à l'école de la presse, ne dira pas autrement. Il explique préférer à la méthode « allemande »,

« l'histoire à la manière gréco-latine, le récit œuvre d'art, le sens étymologique du mot grec étant information, exactement comme l'entend le journalisme d'aujourd'hui* ». Aussi ne s'appuie-t-il pas sur des sources, mais presque exclusivement sur des travaux de seconde main (dont peu d'études scientifiques), ce qui l'amène forcément à interpréter les événements avec ses réalités contemporaines : « C'est aussi l'actualité qui nous permet mieux de saisir des aspects non pas nouveaux mais éternels de l'histoire**. » Cette vision anachronique, reconnue aujourd'hui même par les historiens les moins critiques à son égard, aboutit à ce qu'explique Guillaume Gros :

Au moment donc où les historiens professionnels délaissent le terrain des histoires nationales [...], on cherche toujours dans ses livres les indices d'une permanence des temps, les répétitions d'une même causalité politique aboutissant à une mécanisation de l'histoire, l'histoire devenant un recueil de répétitions qui prirent valeur de lois ou un arsenal d'arguments***.

L'histoire de Jacques Bainville n'en est donc pas une. Il ne cherche pas à comprendre les événements, les sociétés, les hommes, mais à les faire rentrer, de

* BAINVILLE Jacques, « Nouveau dialogue dans le salon d'Aliénor », dans BAINVILLE Jacques, DICKÈS Christophe (éd.), *La Monarchie des lettres*, Robert Laffont, Paris, 2011, p. 889.

** *Ibid.*, p. 891.

*** GROS Guillaume, « Jacques Bainville : entre histoire et journalisme », dans DARD Olivier (dir.), GRUNEWALD Michel (dir.), *Jacques Bainville. Profils et réceptions*, Peter Lang, Berne, 2010, p. 22.

force si possible, dans un récit au service de thèses bien précises. Quelles sont-elles ?

Tout d'abord, l'antigermanisme. Chaque événement est vu à l'aune d'une confrontation millénaire entre l'Allemagne et la France. Les invasions du III^e siècle sont ainsi dues à des « Allemands ». « Dans leur retraite, ils avaient même, comme en 1918, coupé les arbres fruitiers », déplore Bainville avant de continuer : « Quatre-vingts ans plus tard, Julien [...] est assiégé par les Allemands jusque dans la ville de Sens, puis les chasse au-delà du Rhin et leur impose un tribut pour la “réparation” (c'est déjà la chose et le mot) des destructions auxquelles ils s'étaient encore livrés* . » Évidemment, expliquer que les peuples germaniques de l'Antiquité tardive n'avaient rien à voir avec les Allemands du XX^e siècle n'était pas l'objectif de Bainville. Il écrivait comme un propagandiste qui trouvait le traité de Versailles trop doux et souhaitait mobiliser l'opinion contre l'Allemagne de Weimar. Son antigermanisme le poussera même jusqu'à inventer une confrontation médiévale quasi permanente entre la France et l'Allemagne alors qu'au Moyen Âge, à part Bouvines (1214), il n'y a quasiment pas eu de batailles entre les Capétiens et le Saint Empire.

Face à l'Allemagne menaçante, Bainville en appelle à un pouvoir fort, qu'il voit seul capable, à la différence du parlementarisme, de redresser le pays. L'histoire lui sert à faire de mauvais parallèles pour prouver sa thèse. Ainsi nous explique-t-il que Louis XIV « a laissé [l'État] singulièrement plus fort. Il en avait

* BAINVILLE Jacques, *Histoire de France*, Perrin, Paris, 2011, p. 20.

discipliné les éléments turbulents. [...] Pendant cinquante ans, les parlements n'avaient ni repoussé les édits ni combattu les ministres ou le pouvoir. Il n'y avait plus qu'une autorité en France. Les contemporains surent parfaitement reconnaître que la force de la nation française, ce qui lui avait permis de résister aux assauts de l'Europe, venait de là, tandis que le roi d'Angleterre devait compter avec sa Chambre des communes*. » Pas un mot des famines qui ont pulvérisé sous le règne du Roi-Soleil (notamment celle de 1709) ni des révoltes paysannes qui en ont découlé. Sur cette face obscure de la monarchie absolue, rien. Bainville voit surtout l'histoire du côté des salons de la haute bourgeoisie et des amateurs de *kriegsspiel*.

On ne s'étonnera ainsi pas de ses choix politiques. Car insister ainsi sur la grandeur de la monarchie et d'un pouvoir fort n'a rien de gratuit durant l'entre-deux-guerres. Bainville affichera des sympathies envers les régimes fascistes. Une caractéristique que nie Christophe Dickès, l'un de ses éditeurs récents, qui lui a consacré une thèse, en affirmant que « Bainville n'est donc pas réductible au fascisme parce qu'il n'en a jamais été l'un des promoteurs, ni de près, ni de loin** ». Pourtant, un simple coup d'œil à la bibliographie du journaliste de l'Action française suffit pour voir qu'il a rédigé en 1923 l'avant-propos de la traduction française du livre de Pietro Gorgolini intitulé *Le Fascisme* dont l'édition italienne avait été préfacée par Mussolini lui-

* *Ibid.*, p. 250.

** DICKÈS Christophe, « Le stoïcisme d'un Cassandre » dans BAINVILLE Jacques, DICKÈS Christophe (éd.), *La Monarchie des lettres*, op. cit., p. XII.

même. L'édition française à laquelle participe Bainville ne prête à aucune ambiguïté. Outre un portrait du Duce, le journaliste de l'Action française ne cache pas son admiration pour les Chemises noires :

Le fascisme est né de l'instinct de conservation naturel aux hommes et aux sociétés, mais qui leur manque parfois. [...] Qu'était-il arrivé en Italie depuis la fin de la guerre? Rien qui ne fût comparable à ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres pays, et la situation tient en peu de mots. Les institutions démocratiques n'ont pas suffi aux immenses besoins de notre temps.

Et de poursuivre sur trois pages avec un appel à en finir avec la démocratie*. Enfin, le tableau serait incomplet si l'on ne parlait pas de la proximité de Bainville avec le dictateur portugais Salazar : « C'est la dictature la plus honnête, la plus sage et la plus mesurée d'Europe », écrit-il à son propos**.

Toute remise en cause d'un pouvoir fort est évidemment vécue comme une atteinte à la patrie. Bainville voit ainsi les révolutionnaires soit comme des agents de l'étranger, soit comme une minorité du peuple qui, grincheux par nature, se révolte périodiquement. Son

* BAINVILLE Jacques, « Préface » dans GORGOLINI Pietro, *Le Fascisme, préface de Benito Mussolini*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1923, p. V-VI. En 1925, le journaliste de l'AF enverra, si l'on en croit le livre de Dominique Decherf, un exemplaire de son *Dix-Huit Brumaire à Mussolini*, cadeau auquel le dictateur répondra par ce petit mot : « Mon cher Bainville, je viens de lire votre *Dix-Huit Brumaire*. C'est un récit délicieux. » Voir DECHERF Dominique, *Bainville : l'intelligence de l'histoire*, Bartillat, Paris, 2000, p. 235-238. L'auteur ne cite malheureusement pas sa source, ce qui invite à la prudence quant à l'anecdote.

** BAINVILLE Jacques, *Les Dictateurs*, Les Éditions Denoël et Steele, Paris, 1935, p. 270.

Histoire de France est parsemée de multiples rébellions qui n'en forment en fait qu'une seule et même depuis les troubles paysans du III^e siècle de notre ère. Pour lui la France est depuis la conquête romaine « ce pays fertile, industriel, couvert de riches monuments, où une classe moyenne tendait toujours à se reconstituer comme un produit du sol après chaque tempête, [et qui] était d'instinct conservateur. Il avait l'horreur de l'anarchie. Les communistes du temps, les bagaudes, dont les tentatives révolutionnaires avaient toujours été vaincues, n'étaient pas moins redoutés que les Barbares du dehors ». Il conclut par cet appel : « La Gaule romaine désirait un pouvoir vigoureux. C'est dans ces conditions que Clovis apparut* . »

Les ouvriers, les femmes, les Juifs, les immigrés n'ont pas droit de cité dans les livres de Bainville. L'affaire Dreyfus est ainsi vue, dans l'*Histoire de France*, comme un simple affrontement entre révolutionnaires et conservateurs. L'écrivain ne dit rien de la furie antisémite qui avait agité une partie des antidreyfusards, dont Maurras. Est-ce par désaccord avec son maître à penser ? La réponse est évidemment négative. Bainville, membre de l'Action française de 1900 jusqu'à sa mort, voyait les Juifs comme un danger pour la France. Mais, incarnant d'une certaine façon la façade respectable et bourgeoise du mouvement monarchiste (notamment grâce au salon de sa femme), il réservait ses sorties antisémites pour des publications discrètes, au point que Patrice Gueniffey a pu écrire dans une édition à grande diffusion : « Il ne partageait, au fond, ni les

* BAINVILLE Jacques, *Histoire de France*, op. cit., p. 23.

haines, ni les passions mauvaises de certains de ses amis ; il n'était pas antisémite* . »

Pourtant, en cherchant un peu, on s'aperçoit vite que l'antisémitisme a été une constante chez Bainville. Dès ses débuts à l'Action française, en 1902, Bainville avoue son admiration pour les théories antisémites de Dühring et de Von Hartmann. En 1913, il crie son admiration pour la pièce *Esther* de Jean Racine parce que « toutes les raisons qui font que l'antisémitisme est une question de nationalité et d'État sont admirablement exposées par le poète. Lisez la prière d'Esther : c'est la prière d'une patriote juive. Esther dit très bien [...] qu'elle n'est persane que pour la frime [...]. Écoutez-la. Elle est inassimilable. Elle va trahir. C'est Dreyfusette** ». En 1927, voilà qu'il vitupère contre le poète Heinrich Heine : « C'est la grande impureté de son sang, c'est la névrose juive qui fait de Henri [sic] Heine un poète malsain, un poète à déconseiller et à éviter*** . »

La sympathie pour les pouvoirs autoritaires et le refus de l'altérité induisent chez Jacques Bainville un rejet viscéral de l'histoire scolaire que l'on retrouvera chez Sacha Guitry et, plus tard, chez Lorant Deutsch

* GUENIFFEY Patrice, « Jacques Bainville historien » préface de BAINVILLE Jacques, *Napoléon*, Fayard, Paris, 2005. L'antisémitisme de Bainville reste un sujet peu traité. Même la biographie de référence en parle peu. Voir KEYLOR William, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1979, p. 276. Sur l'antisémitisme de l'Action française, voir REYNAUD-PALIGOT Carole, « Maurras et la notion de race » dans DARD Olivier (dir.), LEYMARIE Michel (dir.), McWILLIAM Neil (dir.), *Le Maurrassisme et la culture. L'Action française : culture, société, politique (III)*, PUS, Villeneuve-d'Ascq, 2012, p. 111-120.

** Chronique parue dans *L'Action française*, 1^{er} mai 1913, rééditée dans BAINVILLE Jacques, *Une saison chez Thespis*, éditions Prométhée, Paris, 1929, p. 129.

*** BAINVILLE Jacques, *Le Vieil Utopiste*, Librairie de France, Paris, 1927, p. 72.

et certains historiens de garde. « Quand il était au collège, il n'aimait pas beaucoup l'histoire », affirmait-il en introduction de son *Histoire de France* (en parlant de lui à la troisième personne) avant de se lancer dans une longue diatribe contre l'école de la République, dont la gratuité (et son idée même) choquait Maurras*.

Bainville sera vertement critiqué par des historiens. Louis Halphen, par exemple, ne s'y trompe pas en livrant, dès sa sortie, une critique assassine de l'*Histoire de France* :

On devine aisément que ce volume ne saurait donner de l'histoire de France autre chose qu'une vue conforme aux tendances intimes de l'auteur. Convaincu de l'instabilité du gouvernement républicain, de la nécessité d'un retour aux principes d'« ordre et d'autorité », sauvegardes suprêmes « des libertés » et « des franchises », il n'a voulu voir dans toute notre histoire qu'un perpétuel effort vers la monarchie, vers le « bon tyran », depuis les temps de l'Empire romain jusqu'à l'époque bénie où nous verrons reflourir, sous une forme ou sous une autre, un régime d'autorité**.

Mais que pesaient ces quelques critiques isolées dans des revues spécialisées face aux longs cortèges d'éloges dans la presse à grande diffusion dont bénéficia Bainville et qui explique sans doute en partie son succès. Parce qu'il a été l'un des seuls à reprendre

* BARREAU Jean-Michel, *L'Extrême Droite, l'école et la République, petits détours par l'histoire*, Syllepse, Paris, 2003, p. 66, 80-82.

** HALPHEN Louis, « Jacques Bainville : Histoire de France », *Revue historique*, CXLVII, 1924, p. 99-100.

le flambeau d'un roman national peu à peu délaissé par l'université et l'école des Annales de Bloch et de Febvre, son *Histoire de France* sera longtemps rééditée et connaîtra même une version illustrée par Job quatre ans après sa première publication.

Aujourd'hui encore, certains journalistes comme Franz-Olivier Giesbert et Jean Sévillia le célèbrent avec bien peu de distance, ne retenant contre lui que son antigermanisme, oubliant les critiques des historiens de l'époque, son antisémitisme et sa proximité avec Mussolini. Marine de Tilly, dans *Le Point*, en fait un « historien culte » avant de faire du journaliste ultra-conservateur une sorte d'Iggy Pop des bibliothèques : « Bainville le confesse volontiers, enfant, il n'aimait pas l'histoire. Pas étonnant qu'il ait lui-même récrit, des années plus tard, une version autrement plus *rock'n'roll* de celle de nos bancs d'école ! » Quant à Emmanuel Hecht, il célèbre dans *L'Express* le journaliste de l'Action française tout en gommant son passé antisémite : « Les coups de poing des Camelots du roi, la crudité et la violence du langage de son voisin de bureau et néanmoins ami, le “gros Léon” Daudet, l'antisémitisme, répugnaient au distingué Jacques Bainville* . »

Cette presse peu critique relaie les rééditions de plus en plus importantes des travaux de Bainville jusque-là confinés aux maisons d'édition d'extrême droite. Ainsi

* Pour tous ces articles : SÉVILLIA Jean, « Bainville : cet historien fut un prophète », *Figaro Magazine*, 25 novembre 2000. Article repris en grande partie dans *Id.*, « Jacques Bainville, historien et prophète », *Figaro Magazine*, 19 mars 2011. DE TILLY Marine, « Bainville, historien culte », *Le Point*, 17 mars 2011. HECHT Emmanuel, « Bainville, prophète de la Seconde Guerre mondiale trop oublié », *L'Express*, 12 août 2011.

la prestigieuse collection «Bouquins» de Robert Laffont réédite une partie de ses œuvres en 2011. Une réédition qui coïncide curieusement avec l'immense succès de Lorant Deutsch. La même année, une version de poche est même offerte par les éditions Perrin (qui avaient publié son *Louis II de Bavière* en 1900) qui exultent, en quatrième de couverture : « Voici enfin une histoire de France qui fait aimer la France. » Doit-on comprendre que les autres histoires la font détester*? Au même moment Alain Minc affirmait l'avoir lu avant d'écrire *Une histoire de France* (2008) et Éric Zemmour en fait une référence dans son livre *Mélancolie française* (2010)**.

Ce renouveau bainvillien est troublant, car il correspond à la période du quinquennat de Nicolas Sarkozy (notamment la seconde moitié). L'ancien président est grand consommateur du roman national. Mais il n'est pas le seul. François Fillon, son Premier ministre, citera Bainville en référence dans son discours du vendredi 4 décembre 2009 pendant le débat sur l'identité nationale alors qu'en parallèle, le président Sarkozy s'évertuait à récupérer la figure de Marc Bloch, malgré les protestations de sa petite-fille et de plusieurs historiens. Le roman national fait maintenant place à un roman historiographique. Alors que Bainville s'inventait une continuité et une unité quasi éternelles

* L'édition des œuvres de Jacques Bainville chez Robert Laffont est le fruit du travail de Christophe Dickès, qui écrit son éloge dans le numéro hors série de *L'Action française* 2000 daté du printemps 1999. Quant à l'édition parue chez Perrin, elle est préfacée par Franz-Olivier Giesbert.

** Affirmations tirées de DICKÈS Christophe, « Le stoïcisme d'un Cassandre », art. cit., p. II, note 1.

de la France et de ses grands hommes, qui auraient tous poursuivi un but commun (la grandeur de la patrie), ses continuateurs font de même avec les historiens français. Tous auraient eu pour but de célébrer la nation, une affirmation qui balaie d'un revers de main tout ce qui peut opposer un Bainville, journaliste et pamphlétaire d'extrême droite, et un Marc Bloch. Cette tactique dite de « désaffiliation » a été théorisée par Henri Guaino lors de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, et mise en pratique notamment avec Jaurès et Guy Môquet*. Elle permet non seulement de récupérer pour son propre compte les figures progressistes, mais aussi de réhabiliter des personnages sulfureux. Historiquement, Bainville, moins entaché que Maurras (il aura le bon goût de mourir en 1936), est la clé de ce processus. Il est le premier à avoir contourné l'enseignement scientifique en usant à plein d'images d'Épinal pour mieux faire passer son propos. Voilà ce qui explique qu'il soit maintenant mis en avant par ceux qui souhaiteraient le retour au roman national. Lors de l'offensive lancée dans plusieurs publications du *Figaro* à propos des programmes scolaires à la rentrée 2012, Bainville sera cité avec force éloges et mis, là encore (et sur la même page), sur le même plan

* Voir, pour la désaffiliation, COLLECTIF, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, op. cit., p. 13-20 et p. 103-107 pour le cas de Jaurès. Voir aussi OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling*, op. cit., p. 23-25 et 29-31. Pour la récupération de la figure de Marc Bloch par Nicolas Sarkozy, voir BLOCH Suzette, OFFENSTADT Nicolas, « Laissez Marc Bloch tranquille, monsieur Sarkozy », *Le Monde*, 29 novembre 2009.

que Marc Bloch par Jean-Louis Thiériot (maire et député suppléant UMP) qui pousse quand même la désaffiliation loin en mettant dans la bouche de Bloch une citation d'un discours de Philippe Pétain prononcé le 20 juin 1940*.

Si Bainville est une figure bien vivante (dans une tribune parue dans *Le Figaro* datée du 1^{er} novembre 2012, un lycéen demande son retour dans les livres d'école, alors que ses ouvrages n'ont jamais, et pour cause, fait partie des livres de référence), c'est qu'il a fait des émules parmi les « vulgarisateurs ». Citons Pierre Gaxotte, journaliste à *Je suis partout*, qui refusa certes de collaborer mais sans résister pour autant. S'il a su tirer profit de certains enseignements des Annales, il n'en reste pas moins un vulgarisateur typique de l'école capétienne, auteur notamment d'une biographie de Frédéric II et d'une monographie consacrée à la Révolution française dans laquelle il enchaîne les poncifs négatifs. Gaxotte a connu un bref regain d'intérêt lorsque Marine Le Pen a déclaré qu'elle avait été intellectuellement nourrie par ses ouvrages**. Rien d'étonnant en fait. À la fin de sa vie, Gaxotte avait rejoint la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist, un cercle de réflexion néofascisant où on retrouvait par exemple Jean Mabire, membre de l'extrême droite païenne

* « Marc Bloch dresse un tableau éblouissant des faiblesses récurrentes de la France : luttes des classes, élites coupées du peuple, ouvriers plus préoccupés de l'esprit de jouissance que de celui de sacrifice... », *Le Figaro histoire*, n° 4, 2012, p. 88, à mettre en parallèle avec la phrase de Philippe Pétain : « Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. »

** *Semaine critique*, France 2, 10 septembre 2010.

et auteur de livres « d'histoire grand public » (parus chez Fayard) sur les SS.

SACHA GUITRY OU L'HISTOIRE AVEUGLE

Certes doté d'une très belle plume, Bainville n'était qu'un homme de lettres et ne touchait, en fin de compte, qu'un public lettré. Le roman national, pour être porté à un plus vaste public, avait besoin de migrer vers d'autres médias, comme le théâtre et le cinéma. Sacha Guitry est l'homme qui incarne le mieux cette transition. Auteur prolifique, metteur en scène parfois génial, il fera de l'histoire son thème de prédilection et un moyen pour lui d'affirmer son amour pour la France (l'histoire, chez lui, n'est d'ailleurs qu'une manière de provoquer un sentiment patriotique) et son admiration pour les grands personnages historiques, caractéristique qu'il partage avec Bainville qui était seulement de six ans son aîné. Guitry, dès les années 1930, enchaîne les films historiques selon un modèle assez original : résumer l'histoire de France à travers un lieu dans lequel défilent des personnages à travers le temps. La démarche est intéressante à plus d'un titre, et révélatrice. Car, pour Guitry, le principal reste le décor, le monument, un témoignage de la gloire nationale, mais aussi de l'œuvre des grands hommes qui l'ont construit. Rien n'exprime mieux cela que ce quatrain, tiré de son premier film-décor *Remontons les Champs-Élysées* (1938) :

On dit que nos rois dépensaient sans compter
Qu'ils prenaient notre argent sans prendre nos conseils

Mais quand ils construisaient de semblables merveilles
Ne nous mettaient-ils pas notre argent de côté* ?

Le réalisateur plaque sur le passé des conceptions de son temps. Versailles, par exemple (à propos duquel Guitry tournera un film), n'a pas été construit par Louis XIV pour faire plaisir à son peuple, mais comme un outil de domination servant à sa propre gloire. Comme nous l'avons vu, l'Ancien Régime est étranger à cette notion de patrimoine**. Mais les nuances importent peu à Guitry. Son discours dans *Remontons les Champs-Élysées* est bien moins mesuré que celui de *Si Paris nous était conté* que nous avons vu plus haut. Prenant (déjà) la position du maître face à de jeunes élèves, il affiche d'emblée vouloir restituer la vérité du passé. Écrasé par la force de l'image, par l'autorité que lui confère sa notoriété et par son talent de mise en scène, le spectateur est prié de le croire sur parole. Ainsi présente-t-il son projet au début du film :

Voici l'histoire des Champs-Élysées de 1617 à 1938. La voici véridique et – et parfois vraisemblable –, car je prétends que ce n'est pas mentir que d'affirmer effrontément des vraisemblances irréfutables. Oui, je revendique le droit absolu de supposer des incidents restés secrets et de conter des aventures dont je n'ai pas trouvé la preuve du contraire***.

* GUITRY Sacha, GAUTEUR Claude (éd.), *Cinéma*, Omnibus, Paris, p. 633. Remarquons au passage que Sacha Guitry et *Remontons...* sont cités par Lorant Deutsch dans *Métronome TV 4*.

** Voir pour un premier résumé, CHASTEL André, « La notion de patrimoine » dans NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, tome I, *op. cit.*, p. 1433-1469.

*** GUITRY Sacha, GAUTEUR Claude (éd.), *Cinéma*, *op. cit.*, p. 626.

Remontons... est révélateur à plus d'un titre. Outre une nostalgie affirmée pour la monarchie et l'Empire, et, en contrepoint, un mépris hautain pour la Révolution, Guitry développe une conception quasi consanguine de l'histoire de France. Il fait ainsi descendre le personnage du conteur de l'histoire (qu'il incarne bien sûr) de Louis XV, de Napoléon et de Marat, faisant de lui une sorte de synthèse généalogique de l'histoire contemporaine française, réconciliant en une seule famille royalistes, bonapartistes et républicains. C'est aussi une manière de dire que pour s'inscrire dans l'histoire, pour en parler, il faut être français par droit du sang.

Cette exclusion de l'autre apparaît encore plus clairement dans les commentaires en voix off de *Remontons...* où l'on peut entendre ces propos : « Nous avons toujours une fâcheuse tendance à accueillir chez nous des étrangers qui ne nous étaient pas absolument nécessaires* . » Cette phrase, remise dans le contexte de l'époque, fait froid dans le dos : devant l'afflux d'Arméniens, de Juifs fuyant les persécutions nazies, de réfugiés espagnols chassés par le franquisme et d'Italiens qui cherchaient à échapper au fascisme, les gouvernements français successifs durcissent les lois sur l'immigration (par exemple les décrets-lois de mai et de novembre 1938) et mettent en place les premiers camps d'internement.

L'Occupation permettra à Guitry de développer un autre de ses thèmes phares. Son antigermanisme l'empêche de tremper dans une collaboration trop évidente. Il n'en est pas moins un partisan de Pétain et dirigera

* Pour *Remontons...* voir SIMSOLO Noël, *Sacha Guitry*, Cahiers du Cinéma, Paris, 1988, p. 73 à 76.

un livre historique (et un film de promotion) à la gloire de son héros, intitulé *De 1429 à 1942 : De Jeanne d'Arc à Philippe Pétain*, dans lequel il fait un parallèle entre la situation des Armagnac en 1429 et celle de la France d'après la défaite de juin 1940 :

1429 – 1942! C'est le même problème – avec les mêmes chiffres [...]. Voilà pourquoi je dis de Jeanne d'Arc à Philippe Pétain, de Celle qui l'a faite à Celui qui la tient tendrement dans ses bras. Et si quelqu'un s'avisait de me dire : — Mais... Je lui couperais la parole [...] en lui répondant que, pour moi, il n'y a pas de « mais ».

Guitry reprend là, sans distance aucune, deux discours étroitement liés. Tout d'abord, il emboîte le pas à la propagande de l'extrême droite (et de l'Action française) qui faisait de Jeanne d'Arc l'incarnation de la patriote (opposé à « l'anti-France » représentée par le Juif). En 1942, une brochure de propagande collaborationniste intitulée *Jeanne d'Arc, sa mission, son exemple* affirme que « si les moyens diffèrent, avec Pétain comme avec Jeanne, le combat reste identique ». Guitry calque également son discours sur le modèle bainvillien (jusqu'à le caricaturer) qui consiste à faire de l'histoire de France une suite de biographies de héros providentiels répétant la même geste épique dans un décor qui ne change pas. Un discours qui, comme le montre l'extrait, ne souffre aucune critique, pas de « mais »*.

* GUITRY Sacha, *De 1429 à 1942, de Jeanne d'Arc à Philippe Pétain*, Perrin, Paris, 1966, p. 10-11. Sur Jeanne d'Arc, pour un premier tour de la question, voir BOVE Boris, *Le Temps de la guerre de Cent Ans*, Belin, Paris, 2009, notamment p. 560-562.

Le réalisateur sera emprisonné à la Libération (une quarantaine de jours). Très vite, il pourra reprendre son activité cinématographique historique. *Le Diable boiteux* (1948), dans lequel il incarne Talleyrand, sera pour lui le moyen de s'expliquer de son comportement durant l'Occupation. Puis ce sera *Si Versailles m'était conté* (1953), dont la dernière scène est un condensé du discours de Guitry sur l'histoire de France. On y voit un des guides du château, joué par Bourvil, s'exclamer :

Les omissions et les erreurs – tout comme les anachronismes –, on s'en fiche bien quand c'est le cœur qui les commet. Et si cela me plaît à moi de les imaginer, tous ces rois, toutes ces reines et toutes ces favorites... et tous ces grands soldats... et tous ces grands poètes... pêle-mêle, descendant le plus bel escalier du monde, c'est mon droit. Et je les imagine en ce moment, tenez...

Oui, en mettant mes mains sur mes deux yeux, je les vois*.

Et, se couvrant les yeux, le guide imagine le vaste escalier des jardins de Versailles filmé en contreplongée où descendent à la file tous les grands personnages (et leur suite) qui sont passés par le château. Cette fantaisie patriotique, cette histoire qu'on pourrait qualifier d'aveugle à l'instar du personnage de Bourvil qui se voile la face pour mieux imaginer est sans doute une manière pour Guitry de montrer qu'il oppose sa vision (aveugle) de l'histoire (dictée par la seule passion cocardière) à l'histoire scientifique en se cherchant

* GUITRY Sacha, GAUTEUR Claude (éd.), *Cinéma, op. cit.*, p. 905.

des excuses (« c'est le cœur qui les commet ») et en se posant d'emblée en victime de juges et de censeurs (« c'est mon droit »). L'aveuglement est même double, car, en se couvrant les yeux, Guitry clôt aussi ceux de ses spectateurs en les invitant ni plus ni moins à faire parler leur cœur plutôt que leur tête. La scène de l'escalier, accompagnée d'images spectaculaires, pleines de lumières aveuglantes et d'une musique grandiloquente, se finit sur un gigantesque drapeau tricolore s'envolant vers le ciel. Ici, pas question de faire preuve d'esprit critique, mais d'adhérer, au garde-à-vous. Dans l'histoire de Guitry, définitivement, il n'y a pas de « mais ».

Si Versailles... a suscité des critiques venues autant d'historiens que de députés à l'Assemblée nationale. Le débat portait non seulement sur le fond du discours du réalisateur, mais aussi sur les conditions de financement du film. Guitry se targuait en effet de contribuer aux restaurations de Versailles (manière sans doute pour lui de s'inscrire dans la lignée des rois et de grands hommes constructeurs de « merveilles » qui mettaient, pour reprendre ses propres mots, « notre argent de côté »). Comme l'historien du cinéma Georges Sadoul, beaucoup s'étonnaient :

Cet incomparable trésor français [Versailles] tombe en ruine; les ministres ou leurs sous-secrétaires [...] ne songent pas à l'État pour le sauver, mais aux initiatives particulières. Plutôt que de sacrifier le prix de quelques bombardiers et de leur charge de napalm [...] à la restauration des toitures de Versailles, ces gouvernants vont, la sébile à la main, quêter auprès de M. Rockefeller et de Sacha Guitry.

Le critique pointait là un fait essentiel. Avec le développement d'une société du loisir et du spectacle, une personne dotée de suffisamment d'argent et d'entregent (et, dans le cas de Guitry, de talent) pouvait, sous couvert ou non de la fiction et de l'amusement, imposer sa vision de l'histoire (tout en passant pour un mécène). *Si Versailles...*, dix ans après la sortie *De 1429 à 1942 : De Jeanne d'Arc à Philippe Pétain*, cumulera ainsi près de 650 000 entrées*.

TÉLÉVISION, L'HISTOIRE-SPECTACLE

À l'instar de Guitry, les propagateurs du roman national comprendront bien avant les universitaires l'intérêt et la puissance de l'image. La télévision sera ainsi une grande productrice d'images d'Épinal historique à travers des séries comme *Thierry la Fronde*, transposant les représentations de la Résistance (et de Robin des bois) dans la Sologne du XIV^e siècle. Mais l'émission phare du phénomène reste *La Caméra explore le temps* (1956-1966), née d'une rencontre improbable entre trois hommes : André Castelot, ancien vichyste et directeur de collection chez Perrin à partir de 1947, créateur en 1951, pour la radio, de *La Tribune de l'histoire*; Alain Decaux, son confrère à *La Tribune* (considéré à l'époque comme un progressiste modéré) et Stelio Lorenzi, réalisateur communiste qui était au cœur du projet. Les divergences, qui

* Pour un dossier complet sur les débats autour de *Si Versailles...*, voir DE BAEQUE Antoine, « De Versailles à l'écran » dans *Id.*, *L'Histoire-caméra*, Gallimard, Paris, 2008, p. 108-138. Précisons également que Georges Sadoul était membre du PCF.

apparaissent parfois à l'antenne, par exemple pour *La Terre et la Vertu* (1964), double épisode consacré à Danton et à Robespierre, ne sont que de façade. Tout comme les écoles capétienne et lavissienne pouvaient trouver des points de convergences, le trio Lorenzi-Decaux-Castelot affiche une même croyance dans le roman national mû, en grande partie, par le destin des grands hommes. Ainsi, le Philippe le Bel de l'épisode des Templiers, dans la plus pure tradition bainvillienne, est-il représenté comme un souverain construisant l'État contre les féodalités (représentés ici par les Templiers), allusion à peine voilée au général de Gaulle confronté à une rébellion sourde de l'armée de métier en Algérie. Les protagonistes se défendront quelques années plus tard d'avoir fait le moindre parallèle*. Et pourtant, en regardant l'émission tournée au moment même du putsch des généraux d'Alger en avril 1961, on ne peut qu'être surpris lorsque le personnage de Jacques de Molay (grand maître de l'ordre du Temple) explique que son ordre a conquis la Terre sainte (comme l'armée a conquis les colonies) et que certaines de leurs actions ont déplu en « métropole ».

Malgré quelques timides critiques d'historiens (que Lorenzi balaie d'emblée en affirmant qu'elles venaient d'intellectuels « rive gauche »), le succès de *La Caméra...* est impressionnant, et l'on mesure mal aujourd'hui à quel point, la force des images aidant, l'émission a pu faire autorité, parfois pour le meilleur, souvent pour le

* Voir VEYRAT-MASSON Isabelle, *Quand la télévision explore le temps : l'histoire au petit écran, 1953-2000, op. cit.*, notamment le chapitre III, p. 88-113. Pour l'épisode des Templiers, voir p. 96.

pire. *La Caméra...* se forgea vite une image de contre-pouvoir historique, ce qui amena parfois ses auteurs à verser dans la fantaisie et le sensationnalisme pour mieux se donner l'air de nager à contre-courant. Ainsi, le dernier épisode de la série consacré aux Cathares fut un condensé de contresens les plus farfelus, faisant des hérétiques méridionaux les victimes d'une colonisation outrancière par des chevaliers du Nord et des inquisiteurs montrés comme des brutes sanguinaires. La mode cathare était lancée ! Le dimanche suivant, des milliers de personnes s'en allaient camper à Montségur, dernier lieu de la « résistance cathare* ».

À partir de *La Caméra...*, le service public audiovisuel fera majoritairement le choix d'émissions plus divertissantes qu'instructives. Comme l'explique le directeur des programmes en 1965, il faut, pour intéresser le grand public, que « les éléments culturels prennent une forme spectaculaire ». Les rares tentatives d'amener aux téléspectateurs un discours historique construit, basé sur les derniers développements de la discipline et fruit d'une collaboration entre historiens et gens du spectacle resteront sans lendemains. *Présence du passé*, émission qui remplacera *La Caméra...* et produira d'authentiques chefs-d'œuvre, comme *La Prise du pouvoir par Louis XIV*, dirigé (de manière tout sauf spectaculaire) par Roberto Rossellini et coécrit par l'historien Philippe Erlanger, sera vite placardisée**. Priorité

* Voir, pour une critique de cet épisode, CARBONELL Charles-Olivier, « Vulgarisation et récupération : le catharisme à travers les mass-media », dans *Historiographie du catharisme*, Privat, Toulouse, 1979, p. 364-367.

** VEYRAT-MASSON Isabelle, *Quand la télévision explore le temps : l'histoire au petit écran, 1953-2000*, op. cit., p. 71 et 120-125.

au spectacle incarné par Alain Decaux qui, auréolé du prestige de *La Caméra...*, continuera sa carrière et deviendra une véritable autorité historique pour beaucoup de Français. Il lancera même, en 1979, dans les colonnes du *Figaro littéraire*, une polémique sur l'enseignement de l'histoire, regrettant que l'on se détourne (même légèrement) du roman national. Encore aujourd'hui, le service public vit dans la même logique, produisant des émissions de piètre qualité où apparaissent des stars du PAF se réclamant d'Alain Decaux, comme Stéphane Bern ou Franck Ferrand. *Métronome* n'est pas une exception.

LES PARCS D'ATTRACTION, L'HISTOIRE-BUSINESS

Priorité au spectacle donc, et notamment au spectacle vivant. Recréer l'histoire n'est pas un phénomène nouveau. Déjà, pour l'Exposition universelle de 1900, le dessinateur Robida avait recréé, aidé par les recherches archéologiques de son temps, des maisons du vieux Paris sur le bord de la Seine. Il s'agissait notamment de défendre le patrimoine mis en péril par l'haussmannisation forcenée de la fin du siècle et pour Robida d'exprimer un dégoût de toute modernité empreint d'une certaine nostalgie (ce qui le poussera parfois à exagérer certains détails, notamment l'aspect festif du Moyen Âge*).

* EIZYKMAN Boris, « Le "vingtième siècle" de Robida », *Romantisme*, n° 76, 1992, p. 120-130. Voir également FIORI Ruth, *L'Invention du vieux Paris : naissance d'une conscience patrimoniale dans la capitale*, Mardaga, Wavre, 2012, p. 99-108.

Pour le Puy du Fou, la donne est tout autre. Imaginé en 1977 par Philippe de Villiers, alors jeune énarque et fils du vice-président du conseil général de Vendée, le dispositif est à la base une sorte d'écomusée doublé d'un grand spectacle (la cinéscénie) retraçant l'histoire de la Vendée à travers celle d'une famille, les Maupillier. Comme chez Bainville, l'histoire est cyclique et montre une Vendée toujours renaissante, jamais vaincue. En jouant sur la fierté des habitants d'une région rurale laissée souvent en marge du développement économique, en leur permettant de s'investir dans ce qu'ils considèrent être leur histoire (même si en fin de compte, le créateur du Puy garde la main sur le scénario), Philippe de Villiers arrive à développer un spectacle à succès dont le but est avant tout de maintenir une identité vendéenne forte centrée sur le souvenir de la guerre civile de 1793, la détestation du « centralisme jacobin » et évidemment de la Révolution*.

Mais l'aspect le plus novateur du Puy du Fou ne se situe pas là. En effet, à côté de la cinéscénie s'est développé petit à petit un vaste parc d'attractions historiques où l'épopée vendéenne ne joue en fin de compte qu'un rôle mineur. Il s'agit d'attirer le plus de public possible et d'assurer le succès du dispositif en jouant sur une version spectaculaire de l'histoire (en construisant de toutes pièces, pour les besoins de la cause, un amphithéâtre romain) tout en proposant à de grands noms de la scène de participer (Jean Piat ou, plus récemment,

* MARTIN Jean-Clément, SUAUD Charles, *Le Puy du Fou, en Vendée : l'histoire mise en scène*, L'Harmattan, Paris, 1996. Voir aussi VOVELLE Michel, « Un historien au Puy du Fou », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

Lorant Deutsch). Avec le Puy du Fou, l'histoire s'est faite entreprise locale puis nationale dont le succès (80 000 spectateurs la première année, aujourd'hui près de 1,5 million) a assuré à Philippe de Villiers une place pivot dans le paysage politique vendéen, cumulant les casquettes de défenseur de l'identité locale, d'entrepreneur en phase avec la mondialisation et de créateur d'emplois (même si la majorité des acteurs de la cinéscénie restent bénévoles, ce qui permet, en jouant sur la passion des participants, de réduire les coûts). Ce mariage (à la base improbable) entre discours réactionnaire et succès commercial explique que le Puy et son créateur aient été célébrés en 1984 dans l'émission libérale *Vive la crise**.

La gestion patronale de l'histoire dans laquelle le Patrimoine s'est mué en un simple patrimoine bannit toute vision critique ou scientifique de l'histoire. Il ne s'agit pas d'instruire les visiteurs ni de leur proposer des visions appelant au débat, à la critique, mais plutôt des spectacles-images d'Épinal facilement commercialisables. Le succès de Philippe de Villiers a suscité des vocations parmi d'autres barons locaux, notamment dans des régions fortement touchées par le chômage. La méthode est toujours la même : saisissant le moindre prétexte historique, ces édiles cherchent à cumuler un discours historique caricatural (et souvent rétrograde) avec un profit maximum.

Dernier projet en date, le parc Napoléon du député-maire Yves Jégo, non loin de son fief de Montereau

* CUSSET François, *La Décennie : le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, Paris, 2008, notamment p. 90-100.

(Seine-et-Marne), pour qui le vaincu de Waterloo symbolise « l'habileté politique et le génie militaire, l'esprit révolutionnaire et la puissance de l'État, la force guerrière et un indiscutable romantisme* ». Des propos qui augurent bien du ton hagiographique du futur parc pour lequel son créateur affiche pourtant des prétentions scientifiques. Regrettant qu'il n'y ait « pas en France de musée spécifiquement dédié à Napoléon », le parc serait « l'endroit et l'occasion de pallier cette lacune** ». Avec quelle collection? Mystère. Quant au discours scientifique, lorsque l'on sait que l'adjoint d'Yves Jégo n'est autre que Jean-Louis Thiériot (chantre de Bainville dans les colonnes du *Figaro histoire*), cela fait froid dans le dos. Une chose est certaine : ce projet, avec son budget pharaonique (250 millions d'euros), son inutilité historique et son gaspillage de terres agricoles (100 hectares) promet d'être un petit Notre-Dame-des-Landes à moins de 100 kilomètres de Paris pour le seul plaisir de promouvoir la « marque Napoléon ». Les grands hommes de l'histoire, mieux que Coca-Cola*** ?

Les prochaines étapes? Dimitri Casali, partisan du retour du roman national à l'école dont nous reparlerons, les a tracées dans l'émission d'Éric Brunet :

Aux États-Unis [...] il y a un serment d'allégeance qui doit être prêté par l'immigré aux idéaux de l'Amérique [à son « histoire » ajoute le présentateur] d'où leur force, leur

* JÉGO Yves, « Un Napoléonland en Seine-et-Marne », *atlantico.fr*, 18 février 2012.

** *Ibid.*

*** FLOUQUET Sophie, « Le "Napoléonland" d'Yves Jégo », *Le Journal des arts*, 2 mars 2012.

cohésion, et ça leur donne la force de gagner des positions économiques dans le monde mondialisé dans lequel nous vivons. [...] Cette histoire de France, que le monde entier nous envie, nous sommes la première destination touristique du monde, 80 millions de visiteurs chaque année, cela vient de notre histoire [...]. Les Britanniques dernièrement m'ont engagé comme conseiller scientifique sur un jeu vidéo de stratégie sur PC, [...] ils l'ont vendu à sept millions d'exemplaires à travers le monde [et] la boîte a pu créer 50 emplois. Voilà, Napoléon a créé 50 emplois! [...] Il y a cinq-six ans, je me souviens, j'ai, à une grande boîte éducative, une grande maison éducative, j'ai proposé la même idée, on m'a dit : pas question de faire un jeu vidéo sur Napoléon, c'est un tel dictateur*.

Si au temps de Lavisse le roman national permettait d'insuffler un sentiment patriotique aux soldats, il devrait aujourd'hui, pour M. Casali, servir à préparer des futurs VRP aptes à gagner des parts de marché en usant de l'histoire et du patrimoine comme d'un produit touristique ou ludique. Cette dystopie entrepreneuriale a un ennemi : l'histoire scientifique, critique et publique, qui enseigne la distance, la réflexion, et qu'il faut en fin de compte étouffer ou contourner. Ces dernières années, rarement l'offensive aura été aussi ample.

* *Carrément Brunet*, RMC, 3 novembre 2012.

LA NOUVELLE GARDE

*On a capitulé sur les valeurs de la France éternelle alors
qu'il existe un modèle d'intégration basé sur l'histoire.
Dimitri Casali, Riposte laïque, 6 décembre 2010*

*Historiquement, la civilisation occidentale et la nation
française sont liées au christianisme.
Jean Sévillia, Action française 2000, décembre 2011*

UN TERREAU FAVORABLE
AU « NÉONATIONALISME HISTORIQUE » ?

Lorànt Deutsch n'est pas le seul héritier de la vieille garde. Le roman national connaît, depuis le début des années 2000, un retour en force sur le devant de la scène. Pourquoi? On pourrait expliquer cela par des causes extérieures, une sorte de demande d'un grand public vieillissant et d'un pays en plein repli identitaire. Mais cela exonère-t-il ceux qui usent de ces concepts dangereux et qui, en fin de compte, contribuent à créer le phénomène?

Si le néoroman national traduit bien quelque chose, ce sont surtout deux usages de l'histoire en phase avec notre temps. Tout d'abord, une forme d'utilitarisme facile, dans lequel le passé n'est pris que parce qu'il est bon à servir de suite dans le présent.

De cela découle une forme d'usage du récit historique en politique dont Nicolas Sarkozy a été le parfait exemple, d'abord comme candidat, puis comme président. Il s'agissait pour lui de prendre des figures historiques et de les décontextualiser avant de les placer çà et là dans ses discours pour faire de lui leur héritier naturel. Il s'est appuyé pour cela sur les conseils de Max Gallo, d'Henri Guaino et de Patrick Buisson, que nous avons déjà croisé*.

Il s'agit en fait de figer dans un même moule l'histoire et l'identité (au singulier) nationale. Cette dernière, comme l'explique Paul Ricœur, repose sur deux fondements qu'il a résumés à travers deux néologismes : la « mêmété » (partage de certaines caractéristiques distinctives) et « l'ipséité » (adhésion à des valeurs communes qui ont perduré dans le temps, origine commune). Nicolas Sarkozy a été un farouche défenseur d'une ipséité intégrationniste où l'adhésion à des caractéristiques culturelles et à une histoire héroïque empreinte de fierté nationale fait office de certificat de nationalité, une sorte de naturalisation « réelle » opposée à la celle « légale » que garantit la loi. Conséquence immédiate : fustiger ceux qui se refuseraient à cet effort d'assimilation, présentés comme autant de communautaristes qui détesteraient la France**. Cette ipséité passe évidemment par les sentiments, que ce soit l'amour, la piété (ou, chez Nicolas Sarkozy, la fierté). Des émotions

* COLLECTIF, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, *op. cit.*

** Pour un résumé, voir NOIRIEL Gérard, *À quoi sert « l'identité nationale »*, *op. cit.*, p. 13-14 et p. 89-92.

qui s'opposent à tout esprit critique. L'identité nationale, comme l'expliquait Lorànt Deutsch, « y a pas à débattre » – une posture qui rappelle le « il n'y a pas de mais » de Guitry.

L'application concrète de ce que l'historien Nicolas Offenstadt a appelé « le néonationalisme historique », ou encore « sarkozysme historique », devait être la Maison de l'histoire de France*. La défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2012 et l'abandon par la nouvelle ministre de la Culture du projet de Maison de l'histoire de France pourraient laisser croire à une défaite de cette vision de l'histoire.

Pourtant, jamais depuis vingt ans autant d'auteurs n'avaient pris leur plume pour demander, clairement ou de manière plus subreptice, le retour au roman national. Leur but est de diffuser et de promouvoir une vision de la France sous couvert d'ouvrages ou d'émissions de vulgarisation, et par la critique de l'enseignement de l'histoire en France. Il existe des chiens de garde journalistique ou économique de la pensée dominante, ces hommes sont leur pendant pour l'histoire**. Se défendant de toute idéologie, bénéficiant comme eux d'une large couverture médiatique, ils se prétendent pourtant ostracisés par la pensée unique.

* NAUDIN Christophe, « Le sarkozysme historique », histoire-pour-tous.fr, 25 avril 2012. Lire aussi l'ouvrage de OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling : le retour du roman national*, op. cit. et BACKOUCHE Isabelle, DUCLERT Vincent, *Maison de l'histoire de France. Enquête critique*, op. cit..

** HALIMI Serge, *Les Nouveaux Chiens de garde*, op. cit.

UN REJET COMMUN
DE « L'HISTORIQUEMENT CORRECT »

S'ils ne sont pas tous à proprement parler des « historiens », tous parlent d'histoire, débattent et prennent parti sur la façon de l'enseigner, voire écrivent des essais qui se veulent, de façon plus ou moins assumée, des travaux d'historiens ou de vulgarisation. Tous partagent, à quelques différences près (notamment dans le rapport à l'étranger), une même vision de ce que doit être l'histoire de France. Ces journalistes, philosophes médiatiques, animateurs, enseignants ou éditorialistes tentent de se faire passer pour des résistants à une pensée unique, « l'historiquement correct », qui prônerait une histoire multiculturelle et différentialiste, contaminée par « le paradigme des droits de l'homme* ». Les historiens de garde font croire qu'ils sont minoritaires (et persécutés), mais s'estiment garants de la défense d'une vérité historique qu'ils se doivent de transmettre au grand public, abruti par des professeurs gauchistes et des médias complaisants envers certaines revendications considérées comme « communautaristes** ». Ils ont leurs sujets de prédilection, en particulier la Révolution française, une fois encore à l'instar de Lorànt Deutsch, avec lequel ils partagent une vision caricaturale et diabolisée de la période 1789-1799.

* Propos tenus par Jean Sévillia à l'émission *Service public*, France Inter, 12 juin 2012, dans un débat avec Nicolas Offenstadt et Laurence de Cock sur l'enseignement de l'histoire.

** Aux historiens de garde, on peut ajouter des philosophes, comme Alain Finkielkraut, ou des éditorialistes comme Ivan Rioufol ou Éric Brunet. Lire pour aller plus loin FONTENELLE Sébastien, *Les Briseurs de tabous*, La Découverte, Paris, 2012.

Tous ne forment pas un groupe homogène, ils ont même des profils différents et parfois peuvent s'opposer frontalement sur certains sujets. Ils n'agissent pas comme une sorte de lobby concerté pour diffuser leur vision de l'histoire, et plus spécialement de l'histoire de France. Mais la proximité de leurs opinions sur les thèmes que nous allons aborder, conjuguée à leur forte présence médiatique et à leur succès d'audience ou d'édition, pose vraiment question quant à l'impact de ce « néonationalisme historique » sur le grand public.

Précisons qu'il a évidemment fallu faire des choix et que les historiens de garde présentés ici, ainsi que leurs travaux, leurs propos ou leurs émissions, ne sont pas les seuls...

SUS À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE !

La Révolution reste le thème fédérateur de la plupart des historiens de garde. Jean Sévillia est le plus virulent d'entre eux sur la question. Membre du comité scientifique du *Figaro histoire*, proche des cercles monarchistes, il contribue régulièrement à des revues catholiques comme *L'Homme nouveau*. Son aversion pour la Révolution française est particulièrement criante dans ses deux ouvrages à succès, *Historiquement correct* et *Historiquement incorrect*^{*}. Tout y passe, et l'auteur emprunte largement au discours de l'historiographie contre-révolutionnaire présentant la Révolution comme un bloc de terreur, dix années (1789-1799),

^{*} SÉVILLIA Jean, *Historiquement correct*, Perrin, Paris, 2003 et *Id.*, *Historiquement incorrect*, Fayard, Paris, 2011.

durant lesquelles tous les idéaux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen auraient été bafoués*. Le prétendu lien Révolution/totalitarisme est grossièrement proclamé : « Une même chaîne sanglante relie Robespierre, Lénine, Staline et Hitler** ». Jamais le journaliste ne remet en contexte la violence révolutionnaire, jamais il n'évoque celle de l'Ancien Régime. Au contraire de ses grandes déclarations en introduction, où il se présente comme un historien analysant les faits sans parti pris, Jean Sévillia est en plein dans le procès politique et idéologique de la Révolution dans son ensemble. Citant François Furet, il fait de la Révolution une persécutrice du catholicisme, avant de l'accuser (citant cette fois Pierre Gaxotte) d'avoir déclaré la guerre à l'Europe, une fois de plus sans contextualisation. Le journaliste aborde également l'épineuse question d'un prétendu génocide vendéen. Jean Sévillia, à la différence de Lorant Deutsch, parle de « populicide » (reprenant un terme de Babeuf), mais rend hommage au travail de l'historien Reynald Secher et maudit « la surenchère des factions révolutionnaires ». Il enchaîne ensuite les mêmes références que tous les théoriciens du « génocide » vendéen, citant hors contexte et souvent de façon tronquée Barère, Westermann ou Haxo, sans oublier évidemment de mentionner les « colonnes infernales de Turreau », avant d'affirmer que « l'entreprise exterminatrice [a été faite] pour des raisons idéologiques*** ».

* SÉVILLIA Jean, *Historiquement correct*, op. cit., p. 178.

** *Ibid.*, p. 200.

*** *Ibid.*, p. 191-192.

On remarquera enfin que Jean Sévillia semble également partager avec Lorant Deutsch son dégoût de la Commune, « une tache sanglante dans l'histoire de France », qu'il résume ainsi : « La Commune de 1871, révolte dressée contre un parlement élu par les Français au suffrage universel, représente soixante-douze jours d'anarchie au cours desquels un pouvoir insurrectionnel a régné par la terreur sur la capitale* . »

Un autre historien de garde, dont la portée médiatique et le succès sont supérieurs à ceux de Jean Sévillia, porte sensiblement le même regard sur la Révolution française. Diplômé de Sciences Po, ancien élève de l'EHESS, devenu journaliste, Franck Ferrand est l'auteur de plusieurs romans historiques et d'ouvrages sur Versailles; il a également publié *L'Histoire interdite, révélations sur l'histoire de France*** . Il anime deux émissions autour de l'histoire : *Au cœur de l'histoire* (Europe 1), et *L'Ombre d'un doute* (France 3), dont l'un des épisodes, intitulé « Robespierre bourreau de la Vendée ? » est particulièrement significatif*** . L'historien commence par cette sentence : « Le grand dossier que nous ouvrons ce soir est un dossier tabou. Depuis deux siècles en France, c'est le sujet dont on ne parle pas. » Le décor est planté, les massacres de Vendée ont été occultés,

* *Ibid.*, p. 202.

** FERRAND Franck, *L'Histoire interdite, révélations sur l'histoire de France*, Tallandier, Paris, 2008.

*** Diffusée sur France 3 le 7 mars 2012. S'il est seulement présentateur de l'émission, Franck Ferrand a évidemment son mot à dire sur les sujets traités. Un autre numéro du magazine a d'ailleurs été consacré à Yolande d'Aragon, dans la lignée de ce que Ferrand écrit dans son livre.

allusion ici au « mémoricide* ». Ferrand continue en disant que la répression est menée par le Comité de salut public, « aux mains de Robespierre », donc implicitement que c'est ce dernier qui décide des massacres. Il va plus loin encore en racontant que « les soldats de la République [pratiquent en Vendée] l'extermination organisée. Hommes, femmes, enfants sont supprimés en masse et leurs corps jetés dans des charniers ». Il insiste sur le fait que les généraux coupables de crimes de guerre sont commandés par Paris. Si bien que quand il prétend poser la question des responsables de ces massacres, et surtout si ces crimes ont été sciemment planifiés en haut lieu (ce qui ouvrirait la voie à une qualification de génocide, ou au moins de crime contre l'humanité), Ferrand a déjà répondu. Même s'il n'emploie pas le terme de « génocide », les formules « extermination organisée » et « hommes, femmes et enfants supprimés en masse », ne laissent aucun doute à ce sujet.

Le documentaire en lui-même (réalisé par Richard Vargas) est, tout aussi finement, sur une ligne identique. Par un habile jeu de montage (dont une ouverture sur des images d'ossements et de crânes humains, et la musique macabre de circonstance), il parvient à donner la part belle aux théoriciens du génocide et du crime contre l'humanité, avec à leur tête Reynald Secher, et à distiller ponctuellement les interventions de l'historien Jean-Clément Martin, qui conteste la

* Terme que n'emploie pas Ferrand, mais inventé par Secher. Pour une critique plus complète, se reporter à : BELISSA Marc, BOSCH Yannick, « “Robespierre, bourreau de la Vendée?” : une splendide leçon d'anti-méthode historique », revolution-francaise.net, 15 mars 2012.

qualification de «génocide» et l'idée d'un massacre piloté par les révolutionnaires, sans toutefois nier les massacres et le nombre de victimes. Est-ce un hasard s'il «disparaît» du montage du documentaire pendant de longues minutes, celles qui évoquent précisément les massacres et leur organisation, avant de «réapparaître» à la fin, telle une caution (on aurait laissé la parole à tout le monde)? Le téléspectateur aura pu conclure, après avoir regardé cette émission, que si on ne peut pas forcément parler de «génocide», on peut en revanche parler de crimes contre l'humanité, crimes dirigés contre une population entière (civils compris) et organisés à Paris par un Comité de salut public dirigé par l'omnipotent Robespierre, le tout en pleine Terreur. Il n'est donc guère étonnant qu'au final ce documentaire ait été salué par nombre de sites Internet vendéens, royalistes, voire d'extrême droite.

La théorie du génocide vendéen déborde largement des sphères de la droite extrême, comme l'a montré la proposition de loi visant sa reconnaissance déposée par des députés UMP le 6 mars 2012, renouvelée le 16 janvier 2013 avec l'aide de la députée FN Marion Maréchal-Le Pen. Des personnalités classées à gauche amalgament aussi Révolution et violence, tel le philosophe médiatique, historien amateur à ses heures, Michel Onfray. Par deux fois, il s'est attaqué à la Révolution, d'abord par le biais d'un personnage, Charlotte Corday, puis en ressortant tous les poncifs les plus éculés sur la Terreur. Son livre, *La Religion du poignard : éloge de Charlotte Corday*, a connu un certain succès, et a souvent été

mal compris*. L'historien Guillaume Mazeau a critiqué l'ouvrage du philosophe, démontrant que non seulement ce n'était pas un travail sérieux (historiographie dépassée et traitée sans recul critique, anachronismes, contresens...), mais aussi qu'Onfray se servait du personnage de Charlotte Corday à des fins politiques douteuses, pour cibler Marat, et à travers lui une partie des politiques français qu'il exécère**.

Parmi eux, Jean-Luc Mélenchon qu'il n'épargne pas, au point de reprendre tous les arguments des contre-révolutionnaires, voire des théoriciens du «génocide» vendéen***. Il assimile ainsi Jean-Baptiste Carrier, qui ordonna les noyades de Nantes, au SS Eichmann, et la Révolution à une dictature terroriste incarnée par Robespierre, qui se serait drapé dans la vertu tout en envoyant des gens (comme Carrier) faire le sale boulot. Pour appuyer ses analyses, il citera Jean Tulard et surtout... Laurence Parisot.

En ce qui concerne les autres historiens de garde que nous allons rencontrer plus loin, notamment Dimitri Casali et Éric Zemmour, s'ils ne s'attaquent pas pour majorité d'entre eux de façon aussi frontale à la Révolution, ils partagent en revanche la même admiration pour Napoléon, et plus généralement pour

* ONFRAY Michel, *La Religion du poignard : éloge de Charlotte Corday*, Galilée, Paris, 2009.

** Maître de conférence en histoire moderne à Paris-I, membre de l'IHRF, auteur de *Le Bain de l'histoire : Charlotte Corday et l'attentat contre Marat (1793-2009)*, Champ Vallon, Seyssel, 2009. Sur la critique du livre de Michel Onfray, voir MAZEAU Guillaume, « Michel Onfray, *La Religion du poignard. Éloge de Charlotte Corday* », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 360, avril-juin 2010. Disponible sur le site ahrf.revues.org.

*** *Ce soir ou jamais*, France 3, 10 avril 2012.

les « grands hommes », sentiment non dénué d'arrière-pensées politiques. Dimitri Casali l'affirme sur le site atlantico.fr (le 6 janvier 2013) : face à la crise, « seul un homme providentiel pourrait débloquer la situation ».

DES HISTORIENS DE GARDE OSTRACISÉS,
VICTIMES DE LA « PENSÉE UNIQUE » ?

On peut trouver curieux que des gens que l'on voit ou entend autant dans les médias, qui publient régulièrement dans les plus grandes maisons d'édition, s'estiment ostracisés. Pourtant ils font mine de l'être. Ils seraient victimes de la pensée unique, de « l'historiquement correct » évoqué plus haut, et n'hésitent pas à se présenter, à la fois, comme la voix ou le relais d'historiens rejetés par l'institution, et comme des pédagogues au service du peuple auquel on cacherait tout. Certains historiens de garde fondent par exemple leur succès sur la résolution de prétendues énigmes historiques, avec un vocabulaire se rapprochant souvent de celui des adeptes des complots en tous genres. *L'Histoire interdite, révélations sur l'histoire de France* de Franck Ferrand résume parfaitement cette méthode.

Lui-même issu par son parcours de « l'institution », Franck Ferrand s'en démarque aujourd'hui, estimant en avoir été exclu par ses prises de position. N'hésitant pas à se mettre au niveau de Voltaire en prenant à son compte une citation du philosophe, il croit en sa mission pour le public à qui on mentirait : « Je croirais manquer au public, à la vérité, à

ma profession et à moi-même (comme on dit) si je restais muet. J'ai pris des engagements, il faut les remplir » (*Lettres*, 1762). Par une nouvelle citation, de Napoléon cette fois, il prend des accents deuschiens : « L'histoire, ironisait Napoléon, est un mensonge que personne ne conteste. » Mais alors qui ment, et qui cache quoi? Il cite pêle-mêle « la mémoire commune », « l'orthodoxie », « les institutions », les « tenants du consensus, gardiens de la sacro-sainte pensée unique », ou encore « l'université ». L'école n'est pas en reste, devenue le refuge du fanatisme et de l'intolérance. En chevalier de la vérité historique, Franck Ferrand, qui assume les risques qu'il prétend courir (« Le présent ouvrage va me faire des ennemis, à coup sûr, m'attirer sans doute la condescendance des mandarins et peut-être même me créer des ennuis. On ne s'attaque pas impunément à certains bastions... »), a pour ambition de donner la parole à des historiens dont les thèses ont été rejetées, n'étant pas dans la ligne orthodoxe et politiquement correcte. Il s'attaque donc à cinq « mythes » : l'emplacement d'Alésia, le rôle de Yolande d'Aragon dans l'épopée de Jeanne d'Arc, celui de Corneille dans les œuvres de Molière, l'énigme du tombeau de Napoléon et l'affaire qui se cacherait derrière l'affaire Dreyfus.

Il ne s'agit pas ici de discuter du fond de ses prises de position, mais plutôt de l'angle avec lequel il les aborde. En effet, Franck Ferrand se place en défenseur de la vérité historique (« La seule cause qui vaille pour un homme dont l'existence est vouée à l'histoire événementielle [est] le lent progrès

– l’inexorable progrès – de la vérité*. ») que cacheraient des institutions fantasmées, particulièrement l’Université et l’Éducation nationale. Procédé repris par tous les historiens de garde, comme par Lorant Deutsch, nous l’avons vu. Pierre Assouline ne s’y est pas trompé, réunissant les deux hommes dans son billet paru dans le magazine *L’Histoire***.

Une fois encore, Franck Ferrand est rejoint par Jean Sévillia sur le discours rejetant une pensée unique imposée au public par une histoire officielle, évidemment plutôt marquée à gauche et imprégnée de repentance et de multiculturalisme. Le journaliste du *Figaro* commence en citant l’historien catholique Alain Besançon :

Les gardiens sévères de la bienséance intellectuelle [...], les policiers de la pensée, cadrent leurs propos par rapport à des représentations du passé qui sont fausses. Que les vrais historiens savent fausses. Le débat public en France navigue en se repérant sur des blocs historiques massivement ignorés ou falsifiés***.

Les « vrais historiens » qu’évoque Sévillia par sa citation ne sont toutefois pas des illustres inconnus rejetés par l’institution comme chez Ferrand, puisque pour la Révolution par exemple, le journaliste cite rien moins que Jean Tulard et François Furet****... Cette idée de vérité est en tout cas fondamentale dans l’esprit des

* FERRAND Franck, *L’Histoire interdite, révélations sur l’histoire de France*, op. cit., p. 9-12.

** ASSOULINE Pierre, « Métronome, dites-vous? », art. cit.

*** SÉVILLIA Jean, *Historiquement correct*, op. cit., p. 11.

**** *Ibid.*, par exemple p. 178, 198-199.

historiens de garde, et elle s'oppose à « l'historiquement correct » coupable pour Sévillia de juger « le passé au nom du présent, [de traquer] le racisme et l'intolérance au Moyen Âge, le sexisme et le capitalisme sous l'Ancien Régime, le fascisme au XIX^e siècle », ainsi que d'anachronisme et de manichéisme*. Il va même plus loin en accusant « l'historiquement correct », sous couvert de diabolisation de personnalités et de périodes entières, de vouloir s'en prendre au final à « nous ». Mais qui est ce « nous » ? Il ne le précise pas**. À l'instar de Franck Ferrand, Jean Sévillia est en mission pour la vérité, et il insiste pour se présenter comme étant sans parti pris.

Cette volonté de paraître hors du système, et parfois persécuté par « l'institution » ou le système médiatique, se retrouve chez les autres historiens de garde. Cette victimisation systématique se rapproche de la rhétorique des « briseurs de tabous » dont parle le journaliste Sébastien Fontenelle***. Éric Zemmour fait d'ailleurs parfaitement le lien entre les deux groupes.

Pourfendeur autoproclamé du « politiquement correct » et de la « pensée unique », le journaliste est surtout connu pour des phrases chocs et des prises de positions souvent ambiguës, particulièrement sur l'immigration. Pour appuyer ses propos, Éric Zemmour fait souvent appel à l'histoire se référant à une historiographie du XIX^e siècle, n'hésitant pas non plus, comme Lorànt Deutsch et bien d'autres, à

* *Ibid.*, p. 12.

** « Des personnages, des sociétés et des périodes entières sont ainsi diabolisés. Toutefois, ils ne forment qu'un leurre. Ce ne sont pas eux qui sont visés : par procuration, c'est nous », *ibid.*, p. 12.

*** FONTENELLE Sébastien, *Les Briseurs de tabous*, *op. cit.*

tordre les faits, à enchaîner les anachronismes et les erreurs évidentes, ou à ne choisir que ce qui étaye sa thèse (l'acteur et lui adoptent d'ailleurs devant les critiques les mêmes réflexes en se disant victime du totalitarisme). Son mérite serait de faire entendre une voix minoritaire au sein de médias présentés comme une masse gauchisante et « droits-de-l'hommeiste » prônant un multiculturalisme « bien-pensant ».

On pourrait également citer, parmi les historiens de garde se prétendant ostracisés, l'ancien professeur Dimitri Casali, qui aurait fui une Éducation nationale sclérosée par une idéologie rejetant ce que lui estime devoir être l'histoire de France. Il se présente aujourd'hui comme le défenseur d'un roman national abandonné par l'institution, et va jusqu'à proposer au public un *Altermanuel de l'histoire de France*^{*}. Lui qui n'enseigne plus depuis longtemps, voilà même qu'il serait la voix d'un grand nombre de professeurs d'histoire-géographie qui n'oseraient pas se dresser contre l'inspection.

« POPULARISER » L'HISTOIRE DE FRANCE

Au-delà de l'aspect idéologique, le roman national est aussi un business, que ces historiens de garde exploitent avec beaucoup de cynisme, et un populisme à peine masqué, en déclinant leurs travaux sur tous les supports possibles et imaginables.

Nous avons déjà cité Franck Ferrand qui, en plus de ses deux émissions (radio et télévision), publie

^{*} CASALI Dimitri, *L'Altermanuel d'histoire de France*, Perrin, Paris, 2011.

régulièrement des ouvrages, et pas uniquement sur les énigmes de l'histoire. On le voit aussi donner sa voix à des spectacles, comme récemment sur l'histoire de Paris*. Il existe d'après lui une demande d'histoire de la part du public, en particulier à cause de la crise qui provoque « une perte de repères, et les gens ont besoin qu'on leur raconte leur histoire, qu'on les remette au cœur de ce qui est leurs racines au fond** ». Comme Lorant Deutsch, Franck Ferrand estime que pour populariser l'histoire, il faut qu'elle soit humaine et incarnée : « Il faut des portes d'entrée dans l'histoire, c'est-à-dire que si vous présentez les choses de manière trop désincarnée, ça n'intéresse personne***. » Il explique son succès par le « besoin de rêve, d'évasion et de dépaysement » du public, qu'il faut satisfaire****.

Stéphane Bern pourrait passer pour le « bisounours » des historiens de garde, surtout à côté de gens comme Sévillia ou Casali. Et pourtant, dans un entretien croisé avec Franck Ferrand pour le journal *Le Monde*, il affirme être complémentaire du présentateur de *L'Ombre d'un doute*. Lui, il « fait rejaillir ce qu'il y a eu de plus brillant dans le passé, [Ferrand] essaie de chercher les choses obscures ou cachées***** ». Bern n'hésite pas à expliquer, dans la même interview, qu'il travaille à « populariser » l'histoire. Mais cela ne passe que par des récits *people*, centrés sur les têtes couronnées et sur les histoires de

* « Paris en 3D », 29 septembre 2012.

** *La Nouvelle Édition*, Canal+, 3 décembre 2012.

*** *Ibid.*

**** *Le Monde*, 5 novembre 2012.

***** *Ibid.* Les deux hommes publient également *Portraits de cour*, Chêne, Paris, 2012, préfacé par le prince de Monaco.

coucheries, le plus souvent. Revient toujours cette idée que l'histoire destinée au grand public ne peut qu'être simplifiée à l'extrême, fantasmée souvent, et concentrée sur des thèmes légers. Tout comme les autres historiens de garde, Deutsch compris, Stéphane Bern estime que transmettre la vision qu'il défend de l'histoire de France est nécessaire à la sauvegarde du patrimoine, et même à l'intégration. Très actif, il décline ses *Secrets d'histoire* en ouvrages à succès, et finira par soutenir le « merveilleux Lorant Deutsch* ».

Le plus prolifique en termes de « popularisation » de l'histoire de France reste cependant Dimitri Casali. Dans son *Altermanuel* déjà cité, il explique, dans des termes proches de ceux de Lorant Deutsch, qu'il faut « humaniser une histoire souvent désincarnée, [et susciter] chez les enfants une véritable émotion, assez proche de celle ressentie lors d'un spectacle** ». L'ancien « professeur de ZEP », comme il aime à le rappeler, a également publié des livres traitant de l'histoire de France par l'image, et même un ouvrage nostalgique de l'histoire à l'ancienne***. Devenu éditeur, il s'est lancé dans une production artistique, qualifiée par son auteur d'opéra-rock, qui loin de vulgariser quoi que ce soit tourne autour de la glorification de Napoléon et de son œuvre, avec le soutien affirmé d'Alain Decaux et de Jean Tulard****. Comme

* *Le Figaro TV magazine*, 10 octobre 2012.

** CASALI Dimitri, *L'Altermanuel d'histoire de France*, op. cit., p. 12.

*** BELEYER Christophe, CASALI Dimitri, *L'Histoire de France vue par les peintres*, Flammarion, Paris, 2012 ; BOURGEADE Guillaume, CASALI Dimitri, *Le Grand Album de l'histoire de France de notre enfance*, Gründ, Paris, 2012.

**** Voir sur le site suivant : historock.com.

ses deux compères, et comme Lorant Deutsch, il est un habitué des plateaux télévisés, particulièrement quand il s'agit de fustiger l'enseignement de l'histoire.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DE FRANCE : LA « CROISADE » DES HISTORIENS DE GARDE

Le débat sur les programmes d'histoire est un maronnier de chaque rentrée, mais l'année 2012 a certainement marqué un tournant. Nous avons assisté à une véritable offensive médiatique des historiens de garde, principalement menée par le groupe *Figaro* (avec un relais sur TF1, mais aussi France 3, notamment dans l'émission *Ce soir ou jamais*), qui se double de la publication de plusieurs ouvrages très critiques envers les programmes et les manuels, en défendant tous une vision de l'histoire de France très proche du néonationalisme historique. On ne s'étonnera donc pas de retrouver en première ligne Jean Sévillia et Dimitri Casali*.

L'attaque a connu deux grandes phases. La première salve part du *Figaro Magazine* paru le 24 août 2012, sous le titre « Qui veut casser l'histoire de France ? ». Il est difficile de ne pas faire le parallèle avec une autre affaire, qui éclate en 1979, impliquant à l'époque l'un des modèles de nos historiens de garde, Alain Decaux. Celui-ci rapportait le témoignage d'une auditrice se plaignant que ses « élèves [venaient] en classe d'histoire comme à

* Celui-ci est déjà à l'origine d'une première offensive, en 2010, avec une pétition, « Notre histoire forge notre avenir », adressée à Luc Chatel. Le texte, signé par Max Gallo, Éric Zemmour et Stéphane Bern demande le maintien de Napoléon et Louis XIV dans les programmes scolaires. Il a récidivé en 2011, notamment avec son *Altermanuel*.

l'abattoir ». Il n'en avait pas fallu beaucoup plus au *Figaro Magazine*, déjà, pour titrer « On n'enseigne plus l'histoire à nos enfants ». On fustigeait la prétendue disparition de la chronologie et des grands hommes, et le fait que les enfants étaient « coupés de leurs racines ». Plus de trente ans ont passé, et le discours n'a guère changé, si ce n'est pour affirmer que la situation s'est encore aggravée.

Le numéro du *Figaro Magazine* est centré sur un article de Jean Sévillia, qui se fait le relais de trois ouvrages à paraître à ce moment*. Tout d'abord, *Ils ont tué l'histoire-géo*, de Laurent Wetzel**. Ce dernier, ancien inspecteur d'académie et élu UDF ayant frayed un temps avec le Front national, affirme dans l'interview que « les programmes d'histoire doivent être recentrés ». Par ce terme, il faut comprendre « recentrés autour de l'histoire de France ». Laurent Wetzel semble vouloir se venger de l'inspection, enchaîne les contre-vérités sur le contenu des nouveaux programmes et propose des solutions pédagogiquement réactionnaires, comme le rétablissement de l'apprentissage par cœur et de la chronologie (qui n'a pourtant pas disparu).

Le second ouvrage, *L'Histoire fabriquée ?*, par Vincent Badré, s'attaque avant tout aux manuels scolaires***. Badré se sert de ce point de départ pour s'en prendre

* Nous nous sommes basés essentiellement sur les analyses des trois ouvrages par Laurence de Cock, Benoît Kermoal et Éric Fournier, sur le site Aggiornamento Hist-Géo : aggiornamento.hypotheses.org.

** WETZEL Laurent, *Ils ont tué l'histoire-géo*, Éditions François Bourin, Paris, 2012.

*** BADRÉ Vincent, *L'Histoire fabriquée ? : ce qu'on ne vous dit pas à l'école*, éditions du Rocher, Monaco, 2012. Le titre fait volontairement écho à l'ouvrage de DE COCK Laurence (dir.), PICARD Emmanuelle (dir.), *La Fabrique scolaire de l'histoire : illusions et désillusions du roman national*, Agone-CVUH, Marseille, 2009, qui se situe à l'opposé de l'approche de Badré sur l'enseignement de l'histoire.

plus largement à l'enseignement de l'histoire, dans une vision très droitière, visant à valoriser certains épisodes historiques pour en combattre d'autres. Dans *Le Figaro Magazine*, Jean-Christophe Buisson salue l'ouvrage qui remettrait en cause les idées reçues véhiculées par l'enseignement, comme la tolérance envers l'islam au Moyen Âge, une Résistance qui n'aurait eu dans ses rangs que des gens de gauche, ou encore une guerre d'Algérie où les Français avaient le monopole de la violence. Tout comme Casali dans son *Altermanuel*, Badré propose des compléments d'information, pour aider les lecteurs à « remettre l'histoire à l'endroit* ».

Le troisième livre mis en lumière par *Le Figaro Magazine* est celui de Dimitri Casali, *L'Histoire de France interdite*, dont le titre fait un écho savoureux mais logique à celui du livre de Franck Ferrand déjà évoqué, *L'Histoire interdite***. L'historoqueur y développe toujours le même argumentaire, mais cette fois avec bien plus de violence et d'agressivité que dans ses ouvrages précédents, souvent assez bon enfant. Il se fait plus politique, plus proche d'un Sévillia, refusant un enseignement de l'histoire qui encouragerait à la repentance.

Ce numéro du *Figaro Magazine* a provoqué la réaction d'historiens et d'enseignants en histoire réunis au sein du Comité de vigilance face aux usages de l'histoire (CVUH) avec l'article « Vague brune sur l'histoire de France*** ». Ils y dénoncent des « propos qui transpirent

* BUISSON Jean-Christophe, *Le Figaro Magazine*, 24 août 2012.

** CASALI Dimitri, *L'Histoire de France interdite : pourquoi ne sommes-nous plus fiers de notre histoire ?*, Lattès, Paris, 2012.

*** « Vague brune sur l'histoire de France : réponse au *Figaro Magazine* », cvuh.blogspot.fr, 27 août 2012.

le racisme et l'islamophobie » et une offensive éditoriale qui serait une réponse à la fin de la Maison de l'histoire de France, le projet cher à Patrick Buisson et Nicolas Sarkozy. Un parallèle que fait d'ailleurs Jean Sévillia dans son article avant de rendre hommage à Lorànt Deutsch.

La deuxième salve est lancée par le nouveau magazine du groupe *Figaro*, le luxueux *Figaro histoire*. Ce sont plus de 40 pages qui sont consacrées au dossier « La vérité sur l'histoire scolaire » ! En guise de mise en bouche (mais séparé du dossier), un article prend à nouveau la défense de Lorànt Deutsch, tout en présentant dans un petit encart le *Paris Céline* de Buisson.

Le dossier du *Figaro histoire* est une sorte de bréviaire des historiens de garde, dénonçant la tournure des programmes actuels, avant de rendre hommage aux anciens programmes et aux grands hommes du roman national, du XIX^e siècle à nos jours. On retrouve pêle-mêle dans ce panthéon les Lavisse ou Michelet, mais aussi François Furet ou Pierre Nora.

Il s'agit ni plus ni moins de militer ouvertement pour un retour du roman national à l'école, qui serait une sorte de synthèse entre roman national républicain et école capétienne (Jacques Bainville est plusieurs fois cité), un roman « néonational » en somme, se voulant une réponse à la crise de l'enseignement datant « de la fin des années 1960* ». Malgré des références à quelques figures de l'histoire scientifique récente, le récit historique est surtout vu comme un moyen de promotion du patriotisme selon le directeur de la rédaction, Michel de Jaeghere.

* DE JAEGHERE Michel, « Fils de personne », *Le Figaro histoire*, n° 4, 2012, p. 3.

L'HISTOIRE ET LA FRANCE RÊVÉES
DES HISTORIENS DE GARDE

Cette exaltation du patriotisme et des grands hommes cache mal une vision téléologique de l'histoire de France, rythmée par des grandes dates sacrées, visant à démontrer la continuité historique d'une « France éternelle ». Cette vision très restrictive et fermée, essentialiste, conduit certains d'entre eux à un rejet de toute influence étrangère (en particulier extra-européenne), suspectée de refuser une assimilation et une adhésion à ce roman national censé unir tous les Français, quelles que soient leurs origines. On peut parler d'une histoire identitaire.

Cet aspect est particulièrement prégnant dans leur opposition à l'ajout aux programmes scolaires de l'histoire de la Chine des Han, de l'Inde des Gupta en sixième, ou des empires africains du Moyen Âge en cinquième (voire des débuts de l'islam). Lorant Deutsch, qui se navre de l'enseignement de l'histoire du Ghana au détriment d'événements qu'il juge incontournables pour l'histoire de France, est rejoint par Dimitri Casali qui estime que « ces nouvelles thématiques s'intègrent dans les programmes aux dépens de parties capitales de l'histoire de France et de l'Europe* ». Ne nous laissons pas tromper par le fait que Casali évoque l'Europe, car plus loin il rejette tout autant un « européocentrisme caricatural ». La priorité doit bien être l'histoire de France. Et si Lorant Deutsch se plaint de la dissection de l'histoire,

* *Télé Obs*, 13 décembre 2011. Voir, pour la seconde citation, CASALI Dimitri, « Ce que nos enfants n'apprennent plus à l'école », *Le Figaro*, 27 août 2011.

Casali parle d'histoire « atomisée », « en miettes, une espèce de zapping historique* ». Car le but de l'enseignement de l'histoire de France est de créer une unité de l'identité nationale et de promouvoir le patriotisme.

Le problème est que la nature de cette histoire est imposée, et qu'il faut s'y plier pour être intégré. En effet, pour les historiens de garde, la menace d'une histoire ouverte au monde et qui oublierait les racines de la France (monarchie et catholicisme), c'est le risque du « communautarisme ». Stéphane Bern emploie le terme et se plaint qu'il « tend à prendre le dessus ». L'histoire est, selon l'animateur, un « merveilleux vecteur d'intégration » pour rétablir un « socle commun, [un] tissu social et national » menacé par une crise identitaire dont le roman national qu'il défend serait, évidemment, l'un des remèdes. Plus loin, il insiste : « L'histoire est une invitation à tirer des leçons – notamment le savoir-vivre ensemble – pour avoir un socle commun et donc un avenir commun. Cela n'est guère possible si chacun vit son destin de son côté. Or, c'est ce à quoi nous sommes en train d'assister en France, où chaque communauté veut vivre un destin individuel**. »

Dimitri Casali va plus loin en voyant dans « cette perte de valeurs, d'identité et de culture, les raisons de la crise morale sans précédent que traverse le pays, ainsi que la désintégration de tout patriotisme*** ». Il

* CASALI Dimitri, « Au lycée, on fait du zapping historique », *JDD*, 29 janvier 2012.

** *Le Monde*, 5 novembre 2012.

*** CASALI Dimitri, « L'Histoire de France qu'on assassine », *bvoltage.fr*, 1^{er} octobre 2012. On retrouve sur ce site, aux côtés de Dimitri Casali, Éric Brunet, Jean Sévillia, Christine Tassin (Riposte Laïque), l'historien pro-apartheid Bernard Lugan et Robert Ménard.

y a donc nécessité de l'adhésion à une histoire commune pour éviter « que chacun s'adonne ensuite à la recherche d'une identité différente, dans sa communauté ethnique, linguistique ou religieuse*... ». Tentant de devancer les critiques ou les soupçons de xénophobie, Dimitri Casali se plaît à évoquer dans ses différents ouvrages les « Français d'origine étrangère » et loue les parcours de Blaise Diagne et Romain Gary, voire Félix Éboué et Gaston Monnerville. Mais il mélange immigrés et habitants des colonies (dont les personnalités antillaises qui étaient de nationalité française). À moins que pour Dimitri Casali, seuls les Français de métropole puissent avoir voix au chapitre. L'autre problème est qu'il chante les louanges de ces quelques exemples parce que, selon lui, ils auraient adhéré à ce modèle de la France qu'il défend et se seraient de fait bien intégrés. Pas question d'envisager pour lui ce que leur diversité aurait apporté à la culture française. Il est vrai que les analyses de Dimitri Casali ne brillent pas toujours par leur pertinence, tenant plus souvent du slogan que du travail d'historien.

Il n'est en fait que rarement question chez les historiens de garde de l'influence des cultures extra-européennes sur l'histoire, si ce n'est en termes très négatifs. Ce qui est étranger à leur définition étroite de l'identité nationale doit le rester, et présente même parfois une menace.

Le plus virulent sur ce sujet est certainement Jean Sévillia, et son obsession du danger de l'islamisation

* BRUYÈRE Walter, CASALI Dimitri, *Notre pays la France*, La Martinière jeunesse, Paris, 2009, p. 5.

de la France. La société française voit sa « cohésion culturelle [...] bousculée par l'introduction brusque de l'islam* ». Dans son ouvrage *Historiquement incorrect*, il consacre deux chapitres entiers au sujet; d'abord, « Ce que l'Occident médiéval doit aux Arabes, ce qu'il ne leur doit pas », où il y défend la thèse du livre *Aristote au mont Saint-Michel* écrit par Sylvain Gouguenheim. Puis il entre ouvertement dans la thèse du choc des civilisations avec « La France et l'islam : une longue confrontation ». Il reprend en partie l'ouvrage de Jean-Paul Roux, *Un choc de religions : la longue guerre de l'islam et de la chrétienté, 622-2007***. Tout y passe, de la bataille de Poitiers aux croisades, jusqu'à la colonisation. Cette dernière fait entrer les relations entre la France et l'islam dans une deuxième phase, et se pose « la question de la compatibilité entre l'appartenance à la France et l'appartenance à l'islam, en raison de différences anthropologiques fortes », question qui s'aggrave avec l'immigration quand « l'islam franchit la mer et s'installe sur le territoire français*** ». Pour Sévillia, le danger est « la masse du public musulman », qu'il assimile à la Seine-Saint-Denis et aux quartiers nord de Marseille! Nous sommes

* SÉVILLIA Jean, *Historiquement correct*, op.cit., p 437.

** ROUX Jean-Paul, *Un choc de religions : La longue guerre de l'islam et de la chrétienté (622-2007)*, Fayard, Paris, 2007. L'historien, décédé en 2009, concluait son ouvrage ainsi : « Les musulmans, quant à eux, espèrent – ils le croient – qu'ils feront régner la charia sur les vieilles terres occidentales du Christ, sur ces terres que les chrétiens ont défendues, d'où ils les ont parfois chassés; les musulmans espèrent et croient qu'ils les conquerront comme ils ont conquis les vieilles terres orientales qui furent toutes à Jésus, et où ils ont gagné la guerre. »

*** SÉVILLIA Jean, *Historiquement incorrect*, op.cit., p. 320.

selon lui « à la croisée des chemins », avec le risque d'une explosion sociale et ethnique*.

Difficile de ne pas voir dans ces écrits des accents antimusulmans**. Ils ne sont pas partagés ou en tout cas pas revendiqués ouvertement par tous les historiens de garde, notamment Lorant Deutsch, mais on en retrouve des traces chez certains d'entre eux, particulièrement chez Éric Zemmour, qui lui aussi insiste régulièrement sur l'incompatibilité entre les valeurs françaises et les valeurs musulmanes, avec ce réflexe communautariste qui caractériserait les musulmans. Ce rejet ou cette méfiance de l'islam sont dans la droite ligne de cette identité française fermée, où les Français d'origine nord-africaine (assimilés *de facto* aux musulmans) auront donc toujours quelque chose d'étranger, même en adhérant aux « valeurs communes, enrichies de souvenirs communs » que loue Casali***.

Dernière ennemie des historiens de garde, la repentance, vocable qui désigne tout travail évoquant des moments douloureux de l'histoire de France. Pour Casali, « sacrifier notre patrimoine historique au nom de la repentance et du politiquement correct » amène les élèves à ne pas aimer leur pays, voire à en avoir honte****. Sur le site Boulevard Voltaire, il pointe la prétendue exception française : « Aucun autre pays au monde ne sacrifie autant sa propre histoire, au nom de la repentance, du politiquement correct et des

* *Ibid.*, p. 331 et 333.

** Ce terme nous semble plus adéquat que celui d'islamophobie.

*** BRUYÈRE Walter, CASALI Dimitri, *Notre pays la France, op.cit.*, p 4.

**** Cité par SÉVILLIA Jean, *Le Figaro Magazine*, 24-25 août 2012, p 22.

nouvelles sirènes du multiculturalisme*. » Il fustige toutes les lois « mémorielles », et en premier lieu la loi Taubira**. On a bien moins entendu Casali et les autres historiens de garde lors du débat sur l'article 4 de la loi du 23 février 2005, qui voulait que soient reconnus et enseignés « les aspects positifs de la colonisation*** ».

Comment s'en étonner. Dimitri Casali ne se fait-il pas le promoteur d'une vision idéalisée du colonialisme français ? « L'Empire colonial français... Quand la France rayonnait dans le monde 1608-1931 », titre du grand format de *L'Express* qu'il dirige, est sans ambiguïté****. Tout comme l'éditorial de Christophe Barbier célébrant, avec la colonisation, « les chants des peuples unis dans la même fraternité », Dimitri Casali et ses collaborateurs (dont pas un n'est spécialiste de la question) affichent d'emblée leur ambition : « Réconcilions tous les Français avec leur histoire coloniale. » On ne pouvait pas être plus clair.

* « L'Histoire de France qu'on assassine », bvoltaire.fr, 1^{er} octobre 2012.

** La loi reconnaît comme crimes contre l'humanité « la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du xv^e siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes ». Elle recommande aussi de donner « à la traite négrière et à l'esclavage la place qu'ils méritent » dans les programmes scolaires, mais également dans les programmes de recherche en histoire et en sciences humaines.

*** « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit » (article 4, alinéa 2).

**** *L'Express*. Grand Format n° 4, décembre 2012.

CONCLUSION

L'HISTOIRE EST UN SPORT DE COMBAT...

Les connaissances empiriques, universellement testables, constituent la partie de nos savoirs qui unit les hommes, et c'est pour cela qu'elles sont politiquement publiques. [...] La science ne remet aucunement en cause la liberté individuelle d'opter pour une métaphysique de son choix. Mais ce choix ne saurait en rien constituer un projet collectif de connaissance objective.

Guillaume Lecointre, Les Sciences face aux créationnismes, 2012

*We don't get fooled again!
The Who, Won't get fooled again*

L'histoire est un combat, ne serait-ce que parce qu'elle est attaquée par un double phénomène qui relève à la fois d'un repli sur le roman national à des fins identitaires et par des stratégies marketing dont le but n'est ni plus ni moins que de transformer des citoyens libres en consommateurs d'images d'Épinal*. Il ne s'agit plus d'aiguiser l'esprit critique, de susciter des découvertes puis des analyses, mais de vendre une forme de bien-être nostalgique.

* Nous reprenons ce titre à l'ouvrage indispensable de Joseph Morsel. Voir MORSEL Joseph, DUCOURTIEUX Christine (collab.), *L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat...*, Lamop, Paris, 2007, disponible gratuitement sur le site lamop.univ-paris1.fr.

Lorant Deutsch est à ce titre symptomatique. Non seulement il reprend tous les poncifs du roman national et des légendes noires contre-révolutionnaires, mais il franchit toutes les lignes rouges de la discipline en inventant des faits sous prétexte de relativisme de supermarché. Ne lui en déplaise, l'histoire n'est pas un mensonge en sursis, mais une découverte en progrès. Quant à sa proximité avec Patrick Buisson, elle n'est pas fortuite, mais participe d'une communauté idéologique forte.

Celle-ci ne menace pas seulement l'histoire sur le terrain des idées, tout simplement parce que ce dernier n'est pas déconnecté de contingences matérielles. Cibler une science signifie aussi cibler les institutions et les lieux (très majoritairement publics) qui la fabriquent. Les historiens de garde, en occupant le terrain médiatique, cherchent non seulement à faire taire toute opposition, mais également à privatiser une discipline pour en faire une machine à profit. Leur offensive contre les programmes cache mal une volonté de limiter le rôle des services publics d'éducation de l'histoire scientifique, jugés soit antipatriotiques (parce que trop « froids »), soit pas assez utilitaristes.

On remarque une étrange convergence au niveau politique et médiatique entre les tenants d'une privatisation à outrance du système d'éducation et ceux qui demandent un retour au roman national. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy a été à ce titre significatif, tout comme les attaques de Dimitri Casali contre la fonction publique*. De nombreuses plumes

* FITOUSSI Muriel, KHALDI Eddy, *Main basse sur l'école publique*, Démopolis, Paris, 2009. Pour les propos de Dimitri Casali, atlantico.fr, 6 janvier 2013.

du *Figaro histoire* émargent dans des associations de promotion des écoles catholiques privées (donc payantes), comme par exemple l'Œuvre Saint-Nicolas qui édite un contre-manuel d'histoire à l'usage du cours moyen afin de réagir « devant la carence d'ouvrages d'histoire de France fidèles à la réalité des faits et à notre tradition nationale et religieuse* ». Là encore, le *business* rejoint la promotion du roman national. Charité bien ordonnée...

QUE FAIRE ?

Tout d'abord, éviter l'écueil qui voudrait que nous revenions à un roman national « de gauche » pour répondre à une pseudo « insécurité culturelle ». Qu'ils soient réactionnaires ou national-progressistes, les romans nationaux finissent tous par se ressembler en voulant trouver dans le passé des éléments téléologiques ou un réservoir d'arguments pour justifier leurs choix politiques présents**. Évacuons aussi l'option d'un roman national européen qui ne ferait qu'élargir le problème sans le régler. Non, la véritable alternative se situe entre esprit critique et mythologie, entre analyse et fantasme, entre découverte et repli sur soi.

L'exemple à suivre viendra sans doute des sciences dites « exactes » qui sont, elles aussi, confrontées à des

* Voir le site suivant : renaissancecatholique.org. Pour une analyse de la collusion entre le *Figaro histoire* et les milieux catholiques traditionalistes, voir GAYME Laurent, SERVAT Véronique, « Le *Figaro histoire*, manifeste pour un "catéchisme scolaire" », aggiornamento.hypotheses.org, octobre 2012.

** DE COCK Laurence, « Le roman national a-t-il des vertus intégratrices ? », *Diversité*, n° 168, 2012, p. 127-133.

attaques pseudo-scientifiques et à une méfiance croissante vis-à-vis des institutions. Un parallèle peut-être par exemple établi entre l'affaire Deutsch et l'affaire Bogdanov qui ont en commun de voir des *peoples* profiter de leur notoriété pour valider et donner du poids à des théories pour le moins fumeuses. Les jumeaux ont néanmoins la particularité de traîner leurs contradicteurs en justice et d'obtenir parfois gain de cause si rapidement que d'aucuns soupçonnent que leur proximité avec Nicolas Sarkozy a pu jouer en leur faveur. Au bout d'une dizaine d'années de controverse, les Bogdanov auront néanmoins réussi à mobiliser une grande partie de la communauté des physiciens contre eux*.

On peut également comparer les historiens de garde et l'offensive créationniste touchant les sciences de la vie. Dans ces disciplines, les scientifiques ne se sont pas repliés sur leurs bases, mais ont au contraire accepté la bataille non seulement en publiant de nombreux livres, mais en créant de nouveaux espaces de diffusion et de débat. Le premier d'entre eux reste Internet, où déjà, quantité de sources et nombreux articles historiques et archéologiques sont mis en ligne gratuitement à travers des portails publics comme *Persée*. Citons aussi un nombre croissant de livres et de conférences vidéo ou audio disponibles sur la Toile. C'est en partie grâce à ce type de matériau que les auteurs de ce présent livre ont pu rapidement démonter une partie des énoncés fallacieux de Lorant Deutsch.

* Voir HUET Sylvestre, « Un curieux jugement pour les frères Bogdanov », sciences.blogs.liberation.fr, 15 mars 2012. Voir également la pétition de 170 chercheurs sur cieletespace.fr.

UNE PRATIQUE À LA PORTÉE DE TOUS

Mais le contenu informatique ne peut suffire dans une société qui souffre de plus en plus d'une absence de contacts humains et de lieux concrets de débat. Si des cafés et des forums historiques existent, il faut les généraliser en mettant en relation amateurs et professionnels. En parallèle, les cours du soir, peu à peu abandonnés, doivent être réévalués afin de permettre aux salariés d'avoir accès aux connaissances historiques et ne plus les réserver aux seuls publics scolaires ou aux retraités. Pourquoi ne pas enfin réactiver des groupes de recherches locaux où des historiens, des archivistes paléographes, des archéologues proposeraient de monter des projets d'écriture de l'histoire participative et initieraient des volontaires aux méthodes historiques (en s'inspirant par exemple des *history workshops* britanniques). Les historiens auraient d'ailleurs tout à gagner à ce genre de méthodes qu'emploient déjà les ornithologues et les astronomes, des disciplines dans lesquelles « amateurs » et « professionnels » collaborent étroitement à créer des matériaux et des analyses scientifiques*.

Tout cela nécessite évidemment des investissements publics. Trop nous dira-t-on en cette

* Il existe tout de même plusieurs exemples de collaborations de ce type, par exemple MORICEAU Jean-Marc, *Histoire du méchant loup, 3 000 attaques sur l'homme en France XV^e-XX^e siècle*, Fayard, Paris, 2007. L'auteur a mobilisé, en plus de ses étudiants, des historiens locaux pour recenser des attaques mortelles de loups sur l'ensemble du territoire. Citons également les différents dictionnaires du projet Maitron : voir biosoc.univ-paris1.fr. Pour d'autres propositions, voir également OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling*, *op. cit.*, p. 137 et suivantes, que nous reprenons en partie.

période de crise? Vraiment trop, alors que plus d'un million d'euros a été englouti dans l'aventure *Métronome TV*, alors que l'on parle sérieusement de déboursier 250 millions d'euros pour le parc Napoléon? L'histoire doit cesser d'être un réservoir à profit, à consommation immédiate, un passé figé utile aux seuls angoissés du présent et aux appétits de croissance des mécènes, et devenir une science en démocratie. Ce choix n'est pas dans les seules mains des historiens universitaires (qui restent, rappelons-le, au service du public), mais bien de l'ensemble des acteurs, politiques et médiatiques en tête, qui doivent cesser, sous prétexte d'impartialité et de faux relativisme, de donner la parole à n'importe qui, et d'affirmer, en cœur avec les historiens de garde, qu'il ne faut « pas juger » et que chacun peut avoir son « éclairage ». Il faut au contraire que les controverses deviennent publiques afin de permettre à l'ensemble des citoyens de prendre parti*. Les champs des possibles sont ouverts, à nous de choisir la voie...

*Voir à ce sujet NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, La Découverte, Paris, 2006, p. 108-112. *Id.*, *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question*, Agone, Marseille, 2010, notamment p. 259-275.

POSTFACE À L'ÉDITION 2016

LES HISTORIENS DE GARDE SE PORTENT BIEN

La réception de notre livre en mars 2013 a confirmé en grande partie nos théories, notamment celles développées dans le chapitre « Du marketing à l'autorité ». Il fut passionnant de suivre comment l'écrasante majorité des médias a permis à Lorànt Deutsch de nous répondre, sans jamais accepter un véritable débat de fond. Toutes les méthodes déjà étudiées par Serge Halimi dans Les Nouveaux Chiens de garde, ou par d'autres (le site Acrimed par exemple) ont été déployées. L'exemple le plus frappant fut peut-être la façon avec laquelle nous avons été traités par Canal+ dans l'émission Le Supplément. Alors qu'un reportage de moins de trois minutes, où nous expliquions notre livre, était diffusé, Lorànt Deutsch se retrouvait en plateau, pour le triple de temps de parole, face à une animatrice complaisante, fustigeant un ouvrage qu'elle n'avait manifestement pas lu. Par la suite, durant plusieurs mois, le comédien a pu nous accuser d'être partisans et se présenter sans rire comme victime d'une cabale. Le tout sans évidemment que nous ayons un droit de réponse.*

Les historiens de garde se portent donc toujours très bien et n'ont en rien perdu le soutien des mass médias, au contraire. Certes, Franck Ferrand n'anime plus son émission

* Lire BLANC William, CHÉRY Aurore, NAUDIN Christophe, « Quand le journalisme chien de garde défend un historien de garde », huffingtonpost.fr, 15 avril 2013 : www.huffingtonpost.fr/christophe-naudin/les-historiens-de-garde-supplement_b_3082952.html.

sur France 3, L'Ombre d'un doute, mais il sévit toujours sur Europe 1. Stéphane Bern connaît toujours le succès sur France 2 avec Secrets d'histoire. France 5 produit une version télévisée de l'ouvrage de Deutsch, Hexagone, paru en septembre 2013. Au moment où nous écrivons ces lignes, Métronome 2 est annoncé pour la rentrée 2016, avec une mise en bouche pendant tout l'été sur RTL. Le comédien a de plus évolué dans son discours, assumant son adhésion à la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington. Dans un chapitre d'Hexagone consacré à la bataille de Poitiers, l'auteur-acteur moque les historiens qui nient que la victoire de Charles Martel a été un affrontement de civilisations sur des bases religieuses*. Après la théorie du génocide vendéen, Deutsch fait sienne une autre idée populaire à l'extrême droite. Le génocide vendéen, justement, revient en force. Un numéro du Figaro Histoire, dirigé notamment par Jean Sévillia, assume sciemment cette ligne idéologique**. Quelques mois auparavant, c'était l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, qui soutenait cette thèse***.

Les idées des historiens de garde progressent, et le contexte national et international aide. L'histoire est plus que jamais utilisée et détournée pour « expliquer » le monde actuel et diffuser des idéologies et théories contestables,

* Lire BLANC William, CHÉRY Aurore, NAUDIN Christophe, « Lorant Deutsch et le mythe de l'invasion musulmane », huffingtonpost.fr, 30 septembre 2013 : www.huffingtonpost.fr/christophe-naudin/lorant-deutsch-hexagone_b_4015871.html.

** *Le Figaro Histoire*, « Vendée, l'épopée des géants. Anatomie d'une révolte. De la répression au génocide », n° 26, juillet-août 2016.

*** Lire NAUDIN Christophe, « Luc Ferry soutient la thèse du génocide vendéen », histoire-pour-tous.fr, 18 mai 2015 : www.histoire-pour-tous.fr/actualite/240-lhistoire-fait-debat/5109-luc-ferry-soutient-la-these-du-genocide-vendeen.html.

voire dangereuses. L'exemple évoqué plus haut de Charles Martel est symptomatique, particulièrement à la droite de l'extrême droite (les Identitaires, Robert Ménard), mais on se pince quand on voit le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, venir rendre hommage à Jeanne d'Arc en mai 2016, et en faire une héroïne républicaine ! Répond-il à Philippe de Villiers ? Ce dernier, à grand renfort de publicité, a acheté le prétendu anneau de la Pucelle, et compte en faire l'attraction majeure de son Puy du Fou*. Que la majorité des spécialistes de Jeanne d'Arc contestent l'authenticité de cette « relique » importe peu à l'ancien député européen, qui a reçu le soutien de Franck Ferrand. La gauche n'est pas en reste dans la récupération de l'histoire à des fins politiques. Jean-Luc Mélenchon, par exemple, outre sa défense ardente de Robespierre, fait de Philippe le Bel le quasi-inventeur de la laïcité à la française, et de Louis XI le grand défenseur de l'État**. Quant à François Hollande, dès le début de son mandat, il en appelait à Jules Ferry, allant même jusqu'à rétablir l'enseignement moral et civique de l'ancien ministre de l'Instruction publique.

L'histoire enseignée à l'école, il en a justement été également question ces derniers temps avec la réforme des programmes, et les historiens de garde ont été une nouvelle fois en pointe. Là encore, des paliers ont été franchis, avec en particulier une contestation toujours plus forte des enseignements tournant autour de l'histoire de l'islam, de la traite et

* Lire BLANC William, NAUDIN Christophe, « Comment Philippe de Villiers récupère le mythe de Jeanne d'Arc », lemonde.fr, 27 mars 2016 (mise à jour le 5 avril, avec droit de réponse de Philippe de Villiers) : www.lemonde.fr/idees/article/2016/03/27/comment-philippe-de-villiers-recupere-le-mythe-de-jeanne-d-arc_4890755_3232.html.

** « Jean-Luc Mélenchon, conteur d'histoire », herodote.net, 15 mars 2016 : www.herodote.net/Jean_Luc_Melenchon_conteur_d_Histoire-synthese-2097.php.

de l'esclavage, ou encore de la colonisation et de l'immigration. À l'inévitable Dimitri Casali se sont joints le professeur de lettres Jean-Paul Brighelli, toujours prompt à dénoncer à la fois l'islamisation et la féminisation de la France (comme Éric Zemmour), le philosophe Pascal Bruckner (qui craint « l'effacement de la France »), le journaliste Bruno Roger-Petit, et même l'historien Pierre Nora**.*

On peut être certain que l'élection présidentielle de 2017, dans l'ambiance actuelle, renforcera ces tendances. Il semble plus nécessaire que jamais d'apporter des réponses à ces usages publics de l'histoire.

HISTOIRE ET ENGAGEMENT

L'offensive continue donc. Mais avant de voir quelles réponses lui apporter, il nous faut tout de même mettre au clair un point important. Les diverses polémiques qui nous ont opposé aux « historiens de garde » ont souvent été résumées par les médias à un affrontement droite-gauche, Lorànt Deutsch et Franck Ferrand représentant seulement une vision réactionnaire du passé. De notre côté, nous avons souvent été réduits à des promoteurs d'un récit progressiste de l'Histoire. Notre engagement politique supposé au Front de gauche nous disqualifierait même en tant que professionnels, comme l'explique Lorànt Deutsch à une présentatrice

* Dimitri Casali a publié un manuel préfacé par Jean-Pierre Chevènement et financé par la fondation Aristote. Lire « Contre l'entrisme de la fondation Aristote et de son valet Casali », aggiornamento.hypotheses.org, 15 juin 2015. <http://aggiornamento.hypotheses.org/3368>.

** Lire NAUDIN Christophe, « Polémique sur la réforme des programmes d'histoire », histoire-pour-tous.fr, 4 mai 2015 : www.histoire-pour-tous.fr/actualite/240-lhistoire-fait-debat/5099-polemique-sur-la-reforme-des-programmes-dhistoire.html.

complaisante sur France 5 (chaîne qui, rappelons-le, a coproduit Métronome TV) : « Ceux qui m'attaquent sont toujours les mêmes, ils sont hyper-compétents mais encartés, sont tous militants politiques au Front de gauche . »*

*Pour beaucoup, le véritable historien devrait se parer d'une neutralité et d'une objectivité qui interdit toute activité politique. Cette vision simpliste doit être dépassée. Tout d'abord parce que l'engagement, quel qu'il soit, n'est en rien contradictoire avec le métier d'historien. L'investissement de Philippe Ariès au sein de l'Action française ne l'a pas empêché d'être un pionnier de l'histoire de la famille et de l'enfance, ni de travailler de concert avec Michel Vovelle, un spécialiste de la Révolution française et marxiste affiché. La proximité entre les deux hommes fut telle que Michel Vovelle rédigea la nécrologie de son collègue après sa mort en 1984**. Si Jacques le Goff a affiché son soutien au syndicat polonais Solidarnosc puis à la candidature de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 1995, personne ne peut prétendre qu'il n'a pas été l'un des plus grands médiévistes du XX^e siècle, auteur d'une biographie de saint Louis qui fait encore aujourd'hui référence***.*

L'engagement n'est donc pas contraire au travail de l'historien. Il peut parfois l'y aider en l'incitant à se poser de nouvelles questions et à ouvrir de nouveaux champs de recherche. L'engagement féministe de Michelle Perrot

* C à vous, France 5, 3 octobre 2013. Précisons qu'aucun auteur de ce livre n'a jamais été « encarté » au Front de gauche et que la présentatrice Anne-Sophie Lapix ne nous a jamais sollicités pour un droit de réponse.

** Voir GROS Guillaume, « Michel Vovelle, P. Ariès et la mort », philippe-aries.histoweb.net, 27 janvier 2013.

*** Voir POMIAN Krzysztof, « Les engagements polonais de Le Goff », dans REVEL Jacques (dir.), SCHMITT Jean-Claude (dir.), *Une autre histoire. Jacques Le Goff (1924-2014)*, éditions de l'EHESS, Paris, 2016, p. 167-170.

l'a ainsi incitée à s'intéresser à l'histoire des femmes. De même, nos propres sensibilités politiques, aussi différentes qu'elles soient, nous ont rendus certainement plus sensibles aux graves conséquences idéologiques du propos des « historiens de garde » et nous ont poussés à agir. Mais une fois son engagement posé consciemment (ce qui implique de ne pas prétendre à une fausse neutralité politique), reste à l'historien à s'en détacher. Parce qu'écrire de l'histoire, c'est aussi confronter ses propres préjugés et sa propre vision du passé à ce que livrent les sources. C'est aussi voyager intérieurement, se remettre en cause, faire bouger ses propres lignes. Comme le résume cette phrase d'Antoine Prost : « Le recul n'est pas une distance dans le temps requise comme préalable pour que l'histoire soit possible. C'est l'histoire qui crée le recul**. »*

Cette prise de distance est nécessaire, car l'historien doit à un moment ou un autre quitter son point de vue pour comprendre celui des femmes et des hommes qu'il étudie et qui sont, pour la plupart, morts depuis bien longtemps. L'histoire scientifique n'a rien d'une « science froide » comme le prétend Lorant Deutsch, parce qu'elle nécessite une forme d'empathie avec nos sujets d'étude. Comme l'expliquait déjà Henri-Irénée Marrou voilà plus de soixante ans, « il ne peut exister de connaissances d'autrui que si je fais effort pour aller à sa rencontre en oubliant un instant ce que je suis [...]. L'historien sera [...] celui qui acceptera de mettre sa pensée en vacances, celui d'entreprendre de longs circuits où il se dépaysera, parce qu'il sait quel élargissement du moi procure ce détour qui passe par

* MARUANI Margaret, ROGERAT Chantal, « L'histoire de Michelle Perrot », *Travail, genre et sociétés*, n° 8, 2002, p. 5-20.

** PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, Paris, 2010, p. 96.

la découverte d'autrui ». C'est sans doute là que se situe la différence majeure entre les « historiens de garde » et les tenants de toute forme de roman national et nous. Nous fouillons le passé pour partir à la rencontre d'un Autre et tenter de le comprendre. Eux tentent de tordre le passé pour justifier leurs choix et leurs obsessions d'aujourd'hui. Loin d'apercevoir une altérité dans le passé, ils ne partent qu'à la recherche de leur propre reflet égocentrique.*

Cette mise à distance de soi qui définit, bien plus qu'aucun titre universitaire, la pratique historique, ne fait pas de ceux qui en font leur métier et leur passion des surhommes. Quiconque a fait des recherches historiques sait pertinemment à quel point nos connaissances restent imparfaites. On ne peut reconstituer exactement le passé, notamment celui des sociétés où les sources sont rares, malgré l'apport précieux de l'archéologie. C'est encore plus vrai pour les catégories sociales les plus modestes qui, jusqu'à une date récente, ont laissé peu de traces. Et si nous pouvons parfois avancer quelques certitudes, celles-ci pèsent toujours bien peu face à la masse de notre ignorance.

Cet état de fait enseigne au pratiquant de l'histoire – car oui, l'histoire est avant tout une pratique qui ne nécessite en rien des grades académiques – la modestie et à considérer que le récit du passé n'est jamais clos. C'est pour cela que les affirmations péremptoires et orgueilleuses des « historiens de garde » qui prétendent en trois lignes analyser des phénomènes historiques complexes nous font réagir. On pourrait nous objecter que Lorànt Deutsch parlant de la guerre de Vendée en la qualifiant de « génocide » exprime la mémoire

* MARROU Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Seuil, Paris, 1975 [1954], p. 88-90. Cité dans PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, op. cit., p. 162.

d'un groupe longtemps ignoré par le roman national républicain, groupe dont sa famille maternelle est, selon ses propres dires, issue. Face à ces blessures mémorielles, la meilleure réponse à apporter n'est pas d'imposer un récit fermé, venant d'en haut, un roman national, quelle que soit sa couleur politique, mais de présenter les recherches historiques comme un possible outil de mise à distance collective. La pratique historique n'a pas pour fonction de convertir, mais au contraire de permettre à chacun d'effectuer un voyage en soi, de remettre en cause ses propres représentations du passé. Mais encore faut-il pour cela ne pas voir l'historien comme un adversaire qui viserait à imposer une version « officielle » du passé. Encore faut-il être soi-même à l'écoute.

Cette rencontre entre une « histoire modeste » et des « mémoires modestes », pour reprendre l'expression de Philippe Joutard, peut et doit avoir lieu. C'est ainsi que s'apaiseront les « guerres des mémoires » où chacun brandit qui sa « Vendée », qui sa « Commune », qui son « rôle positif de la colonisation », qui son « 17 octobre 1961 » comme autant d'armes, sans soucis de comprendre ces événements historiques pour ce qu'ils sont et de les remettre dans leur contexte. Mais encore faut-il pour cela que les historiens s'investissent massivement dans la popularisation de leurs recherches.*

POPULARISATION DE L'HISTOIRE ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Lorsque la première édition du livre a paru en 2013, nombre de nos lecteurs nous ont fait remarquer que nous

* Voir à ce propos JOUTARD Philippe, *Histoire et mémoires, conflits et alliance*, La Découverte, Paris, 2013, p. 298-279.

dressions un constat mais que nous ne formulions aucune proposition. Sans doute, mais il en va aussi de la responsabilité de chacun, nous n'avions pas prétention à élaborer un programme qu'il suffirait de suivre à la lettre. Surtout, la réponse que nous pourrions formuler est nécessairement longue. Bien plus qu'une décision spontanée, elle requiert des prises de conscience et l'évolution d'une situation particulière à la France. En effet, si les questionnements identitaires ne cessent de s'affirmer au sein d'une Europe en crise, l'omniprésence du roman national dans les médias et l'hostilité des universitaires à la vulgarisation forment une conjonction bien française. Qu'on l'attribue à l'influence lavissienne ou, à l'instar de certains historiens comme Sudhir Hazareesingh, au marxisme, ce sont bien là les circonstances qu'il faut dépasser afin d'installer enfin, comme tout à fait normale et acceptable, une approche plus critique de l'histoire nationale. Notons que cette approche critique n'est pas nécessairement contradictoire avec la notion de récit. Par conséquent, elle ne peut pas être discréditée dans l'absolu sous le prétexte qu'elle serait trop désarticulée, trop abstraite, trop complexe. Au contraire, un récit critique peut être tout à fait passionnant, vivant et riche en rebondissements, certainement bien plus qu'un conte aseptisé. On y parvient dans bien des pays et on ne voit donc pas ce qui pourrait empêcher la France d'y arriver à terme. Auparavant, il faudra cependant faire basculer quelques leviers. Le premier, et pas des moindres, réside dans la formation des historiens elle-même. Complétant le roman lavissien, la III^e République a valorisé un idéal de méritocratie républicaine qui permettrait à tout un chacun d'atteindre la meilleure des positions sociales pourvu qu'il ou elle fournisse un travail acharné. Il s'agit là d'un bel idéal mais qui relève du conte tout autant que Lavisse. On le

sait bien aujourd'hui, de nombreuses études le montrent, la méritocratie ne joue plus son rôle d'ascenseur social*. Ils sont nombreux, à l'instar de Jean-Paul Brighelli ou de Natacha Polony, à blâmer une école qui aurait abdiqué et dans laquelle il suffirait de rétablir l'autorité et de supprimer toute expérience pédagogique pour que tout rentre dans l'ordre**. Le fait est que si l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social, c'est aussi que la population, en général, est beaucoup plus éduquée que sous la III^e République, l'accès aux études s'est démocratisé. C'est une conquête, mais qui n'a pas empêché que les héritiers, comme les appelle Bourdieu, continuent à occuper la plupart des positions de pouvoir. On a beau vanter la méritocratie garantie par les concours, la part d'étudiants issus des classes populaires ne progresse pas dans les grandes écoles. Alors que la société active est constituée pour moitié par les ouvriers et les employés, leurs enfants ne représentent que 15 % des étudiants en classes préparatoires, une proportion qui n'a pas évolué entre 2001 et 2011 alors même que leurs effectifs ont augmenté de 14 % pendant cette période***. Si l'on se concentre plus particulièrement sur l'enseignement, on constate que plus le concours est difficile, plus l'origine sociale des candidats est élevée (13 % en 2003****). Ainsi, les candidats ayant obtenu

* C'est notamment le sujet de l'ouvrage de BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction*, Minit, 1970. Plus récemment, voir MERLE Pierre, « La démocratisation de l'enseignement entre égalisation et illusions », dans DURU-BELLAT Marie et VAN ZANTEN Agnès (dir.), *Sociologie du système éducatif*, PUF, 2009.

** Voir CHAMBAT Grégory, *L'École des réac-publicains*, Libertalia, 2016 [NDE].

*** Voir notamment l'article « Les classes préparatoires, toujours aussi fermées », publié le 25 mai 2012 sur le site du Centre d'observation de la société, en ligne www.observationsociete.fr/les-classes-pr%C3%A9paratoires-toujours-aussi-ferm%C3%A9es, consulté le 13 juin 2016.

**** Voir ESQUIEU Nadine, « Profil des candidats aux concours de recrutement d'enseignants », dans *Education et formation*, n° 68, mai 2004, p. 91-101.

une bourse sur critères sociaux sont plus souvent candidats au Capes qu'à l'agrégation. Malgré les dispositifs mis en place, à Sciences Po ou au lycée Henri-IV par exemple, pour tenter de diversifier l'origine sociale des étudiants, les choses ne changent guère. Les concours reposent avant tout sur l'acquisition d'un capital culturel, qui relève le plus souvent de l'évidence pour les héritiers, mais qui est le fruit d'un long parcours semé d'embûches pour les autres. La méritocratie autorise d'autre part une compétition généralisée entre les élèves qui, au lieu de créer de l'émulation, en décourage plus d'un et contribue au mauvais classement de la France dans les enquêtes Pisa de l'OCDE. Elles pointent en effet un écart croissant entre les bons et les mauvais résultats scolaires en fonction de l'origine sociale des élèves.*

Chez les historiens, c'est encore l'obsession du classement qui prédomine : la réussite ou non du concours de l'École normale supérieure, du concours de l'agrégation, le rang auquel on est classé détermine la valeur du chercheur alors que, à aucun moment, la recherche n'a été évaluée au cours de ces différentes étapes. C'est d'autant plus dommageable que ces concours tendent aussi à tuer toute curiosité intellectuelle. L'étudiant ne se focalise que sur les matières au concours et le reste est négligé, voire méprisé. Ainsi, les langues sont ignorées à l'agrégation, ce qui favorise le tropisme d'une histoire nationale. De la même manière, à aucun moment, la vulgarisation n'est pensée comme un enjeu (on notera que l'enseignement non plus alors que l'agrégation est justement un concours permettant d'accéder à l'enseignement secondaire). Par la suite, une fois qu'il

* La dernière enquête, datée de 2012, est consultable en ligne : www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf, consulté le 15 juin 2016.

a accédé au poste de maître de conférences tant convoité, c'est encore la compétition qui prédomine pour devenir professeur. Là encore, la vulgarisation est dédaignée. On parlera tout au mieux de « valorisation de la recherche », choix d'un terme qui en dit long sur ce qu'il faut entendre par cela. En fait, il s'applique plus véritablement aux sciences exactes et il s'agit avant tout de valeur ajoutée, soit de la commercialisation des découvertes, ce qui s'avère plus problématique encore pour les sciences humaines et sociales.

C'est ce système qui contribue à rendre la popularisation de l'histoire suspecte aux yeux des universitaires. Puisque rien ne les y encourage, ils peuvent assez légitimement se demander si le rôle d'interface avec le grand public leur incombe, si cela participe de la science. C'est là encore une problématique dans laquelle se perd la recherche française. Plus que de popularisation, elle s'occupe constamment de faire valider la scientificité de l'histoire comme science humaine. Le complexe par rapport aux sciences dures est tel, sur ce point, que l'intérêt trop marqué pour son sujet de recherche est lui-même condamnable. Pour être un historien français respectable, il est de bon ton de travailler sur un sujet aride et rebutant, dont on montrera qu'il demande un grand effort de domination de soi. Ce n'est qu'une fois sa carrière tracée, voire achevée, que l'on peut reprendre les objets initialement affectionnés, comme s'il s'agissait d'un loisir. Cela fait partie des règles tacites qui régissent le monde universitaire et qui souvent déroutent l'étudiant, qui s'est engagé sur cette voie et se trouve contraint de changer de sujet de recherche s'il veut aller plus loin. Évidemment, un tel contexte ne favorise pas la popularisation de l'histoire, qui exige au contraire de l'enthousiasme et de l'entrain afin de

capter l'attention du public et le disposer à suivre les explications que vous allez lui donner. De là, l'accaparement de ce domaine par des personnalités publiques et populaires.

QUELLES SOLUTIONS ?

Pour remédier à cette situation, une nouvelle spécialité s'est développée ces dernières années : l'histoire publique. Elle vise en quelque sorte à former des experts de la vulgarisation. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, il n'est pas certain que cela parviendra à changer profondément et durablement les choses. Surtout, l'histoire publique est beaucoup trop tributaire de la logique de valorisation, c'est-à-dire, comme nous le soulignons, de valorisation économique. Ainsi, voici les débouchés envisagés par l'université de Créteil pour son master d'histoire publique :

« Journalisme spécialisé, service communication des collectivités locales, en entreprises, communication institutionnelle, services de documentation pour des programmes historiques en presse, radio, télévision, Web. Valorisation muséale. Conception de programmes liés à l'histoire dans les médias ; communication dans des sites patrimoniaux ou grand public ; valorisation des patrimoines industriels . »*

On le voit, il vise avant tout à former des étudiants qui pourront être directement employables à la sortie de leur cursus, dans le monde du travail tel qu'il se présente actuellement. Le risque c'est de les voir devenir des « bâtisseurs de mémoire », pour reprendre le nom de l'entreprise de Pascal Blanchard

* Consultation en ligne le 15 juin 2016 : www.u-pec.fr/pratiques/universite/formation/master-histoire-parcours-histoire-publique-644604.kjsp.

qui se donne pour but d'imaginer une belle histoire pour les entreprises qui le souhaitent. Il y a de fortes probabilités pour que l'historien public abdique totalement sa formation critique, parce qu'il devra gagner sa vie en devenant caution mémorielle de projets plus ou moins douteux. S'il n'est qu'un prétexte, on finira même par se passer de l'historien*.

Alors quelle solution? D'une part, renoncer au système des concours qui servent plus la hiérarchisation au sein du corps enseignant que l'égalité des chances, et développer une formation en histoire qui laisserait plus de place à l'enseignement de la pédagogie, aux langues, mais aussi et surtout, aux projets individuels dans le domaine de la vulgarisation. Il est essentiel que l'apprenti historien puisse faire des expériences, qu'il ait le droit à l'erreur et qu'il puisse se sentir à même de s'emparer des outils à sa disposition, selon ses propres affinités, pour développer vidéos, pièces de théâtre, ouvrages écrits ou illustrés, visites conférences, blogs, etc. Il serait nécessaire pour cela qu'il ait la possibilité de suivre des modules dans d'autres cursus comme les arts du spectacle. Pour que le discours historien puisse imposer son autonomie dans le domaine médiatique, il est impératif que les historiens puissent inventer leur propre rapport au monde, qu'ils ne se bornent plus au seul rôle stérile de « conseiller historique » ou d'alibi pour l'histoire publique. Il ne s'agit certes pas de remplacer les réalisateurs, metteurs en scène ou autres artistes et passeurs d'histoire, mais d'apprendre d'eux pour devenir des producteurs de contenus qui n'abdiqueraient pas pour autant l'exigence de la méthode historique.

* En 2016, l'historienne britannique Hallie Rubenhold s'est plainte de ne pas être créditée au générique de la série *Harlots*, diffusée sur ITV et inspirée par deux de ses ouvrages. Voir www.thetimes.co.uk/article/sex-trade-historians-charges-of-ill-repute-xfg0qshvx, consulté le 15 juin 2016.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

En plus des titres en note, nous nous permettons de renvoyer à quelques ouvrages qui constituent des portes d'entrée vers l'histoire scientifique. Pour cette sélection purement subjective, nous avons privilégié des publications récentes et accessibles, notamment dans les très nombreuses bibliothèques municipales.

Loin du roman national des historiens de garde, l'*Histoire de France* dirigée par Joël Cornette (Belin, 2009-2012) permet d'envisager le passé de la France dans toute sa complexité. Non seulement les 13 volumes de la collection mettent à la portée du lecteur les plus récentes découvertes et analyses des historiens, mais ils disposent d'une iconographie très complète, mêlant documents d'époque, schémas et cartes. S'ajoutent à cela à la fin de chaque volume les « ateliers de l'historien » qui traitent des débats qui ont pu traverser la discipline. L'histoire apparaît alors pour ce qu'elle est : une découverte en progrès, lentement construite.

Devant la profusion d'ouvrages sur les Gaulois, nous nous contenterons d'évoquer l'expérience originale d'écriture romanesque tentée par Christian Goudineau avec *Le Voyage de Marcus : les tribulations d'un jeune garçon en Gaule romaine* (Actes Sud, 2005). Si la part d'imaginaire est parfaitement assumée (un jeune garçon aide son père dans des tribulations électorales), les descriptions de la Gaule romanisée se fondent sur les plus récentes découvertes historiques et archéologiques.

Difficile de trouver des titres englobant tout le Moyen Âge. Citons tout de même deux titres qui ont le mérite de dépasser les frontières nationales (qui ne correspondent à aucune réalité médiévale) et d'offrir une vision assez complète de cette période cruciale. Tout d'abord, de Jérôme Baschet, *La Civilisation féodale : de l'an mil à la colonisation de l'Amérique* (Aubier, 2004) est à la fois une excellente introduction à la période et une somme de réflexions et d'analyses. Citons également, dirigée par Patrick Boucheron, *Histoire du monde au XV^e siècle* (Pluriel, 2012 pour la version poche) qui constitue, avec ses nombreuses contributions, un parfait exemple d'histoire connectée et décentrée, totalement débarrassé de toute vision nationale.

Celles et ceux qui s'intéresseraient au haut Moyen Âge pourront se jeter avec loisir sur *Les Barbares expliqués à mon fils* de Bruno Dumézil (Le Seuil, 2010) dont le titre peut être trompeur. L'ouvrage constitue en effet une excellente introduction à l'époque située entre la fin de l'Empire romain et l'avènement des Carolingiens.

Pour l'époque moderne, sans omettre les tomes de l'*Histoire de France* cités plus haut, il nous faut parler du livre collectif *Pour quoi faire la Révolution* (Agone, 2012), qui fait le point sur les avancées historiographiques les plus récentes à propos de la période 1770-1814.

Enfin, la période contemporaine offre une telle profusion de publications qu'il nous est impossible d'en donner une sélection satisfaisante. Notons néanmoins la somme de Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France : discours publics*,

humiliations privées (XIX^e-XX^e siècle), (Fayard, 2007), qui éclaire quelques crispations identitaires récentes.

En guise de conclusion, en plus des très nombreux articles de revues historiques gratuitement téléchargeables sur la Toile (via par exemple le portail Persée), renvoyons à deux magazines historiques grand public qui ont le mérite proposer des articles faciles d'accès et souvent d'excellente facture, *L'Histoire* et *Guerre & Histoire* (plus centré sur la nouvelle histoire militaire). Citons également l'émission *La Fabrique de l'histoire* sur France Culture, chaque jour de la semaine à 9 heures et gratuitement téléchargeable pendant un an sur le site de Radio France.

Pour cette nouvelle édition en poche, nous ajoutons trois références plus récentes. Le livre de Quentin Deluermoz et Pierre Singarvelou, *Pour une histoire des possibles. Analyses contrefactuelles et futurs non advenus* (Seuil, 2016). Celui de Nicolas Offenstadt, *L'Histoire, un combat au présent* (Textuel, 2014), et enfin Sylvain Venayre, *Les Origines de la France. Quand les historiens racontaient la nation* (Seuil, 2013).

REMERCIEMENTS

William Blanc remercie toute sa famille, de Stains, de Saint-Denis et d'ailleurs, Adrien, Darwin, Léa pour leurs conseils et Denise pour son soutien. Merci aussi à l'équipe des éditions Libertalia de nous permettre de réaliser cette édition de poche.

Christophe Naudin remercie sa famille, Alexandra, son professeur d'histoire-géographie de collègue, René Ponthus, et l'équipe d'histoire-pour-tous.fr.

SOMMAIRE

<i>Préface. Les récits rances et l'histoire de plein air</i>	7
INTRODUCTION	13
I. LORÀNT DEUTSCH ET L'HISTOIRE : LE DISCOURS ET LA MÉTHODE ...	17
II. LORÀNT DEUTSCH, LA TERREUR DES RÉVOLUTIONS	51
III. DE LORÀNT DEUTSCH À PATRICK BUISSON	79
IV. DU MARKETING À L'AUTORITÉ	99
V. LA VIEILLE GARDE	123
VI. LA NOUVELLE GARDE	153
CONCLUSION. L'HISTOIRE EST UN SPORT DE COMBAT	181
<i>Postface à l'édition 2016</i>	187
<i>Bibliographie indicative</i>	201
<i>Remerciements</i>	205

William BLANC, Aurore CHÉRY, Christophe NAUDIN
Les Historiens de garde

Édition préparée
par Charlotte DUGRAND,
Bruno BARTKOWIAK,
Nicolas NORRITO

Design graphique et maquette
www.brunobartkowiak.com

Éditions LIBERTALIA
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292

Diffusion et distribution
HARMONIA MUNDI *livre*

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or le 25 septembre 2016
Premier tirage en poche : 2 000 exemplaires
Dépôt légal : 4^e trimestre 2016
Imprimé en France*

